# VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi":

| ar piesūtīšanu: par | Ls | bez piesūtīšanas: (saņemot ekspedīcijā) par | Ls |
|---|---|---|---|
| gadu | 22,— | gadu | 18,— |
| 1/2 gadu | 12,— | 1/2 gadu | 10,— |
| 3 mēn. | 6,— | 3 mēn. | 5,— |
| 1 „ | 2,— | 1 „ | 1,70 |
| Piesūtot pa pastu un pie atkalpārdevējiem | —,13 | Par atsevišķu numuru | —,10 |

**Latvijas valdības** *Iznāk katru dienu, izņemot svētdienas un svētku dienas*

Redakcija: Rīgā, pilī 2. ist. Tālrunis 20032 Runas stundas no 11—12

**oficiāls laikraksts**

Kantoris un ekspedīcija: Rīgā, pilī 1. ist. Tālrunis 20031 Atvērts no pulksten 9—3

Sludinājumu maksa:

a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienslejīgām rindiņām . . . . . Ls 4,—
par katru tālāku rindiņu . . . . . „ —,15
b) citu iestāžu sludinājumi par katru vienslejīgu rindiņu . . . . . „ —,20
c) no privātiem par katru viensl. rindiņu (par obligāt. sludin.) . . . . . „ —,25
d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas . . . . . „ —,80

229. № Ceturtdien, 1936. g. 8. oktobrī Deviņpadsmitais gads


Likums par Madrides 1932. gada starptautisko telekomunikācijas konvenciju.

Lēmums par servitūtu nodibināšanu grants bedru ierīkošanai, ceļu pārbūvēm, paplašināšanām, iztaisnošanai, jaunbūvēm un braukšanas servitūta nodibināšanu.

Papildu saistošie noteikumi par dzirnavās pārstrādājamo labību.

Ministru kabinets 1936. g. 1. septembrī ir pieņēmis un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

## Likums par Madrides 1932. gada starptautisko telekomunikācijas konvenciju.

**1.** Madridē 1932. gada 9. decembrī noslēgtā starptautiskā telekomunikācijas konvencija līdz ar tai pievienotiem Telefona, Telegrafa un Vispārīgo un Papildu radiokomunikācijas Reglamentiem ar šo likumu pieņemta un apstiprināta.

**2.** Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināma 1. pantā minētā Konvencija un Reglamenti un to tulkojums latviešu valodā.

**3.** Konvencija un Reglamenti stājas spēkā šīs Konvencijas un Reglamentu beigu noteikumos paredzētā laikā.

Rīgā, 1936. g. 3. septembrī.

Valsts un Ministru Prezidents K. Ulmanis.

## Convention Internationale des Télécommunications

conclue entre

**les gouvernements des pays ci-après énumérés:**

Union de l'Afrique du Sud; Allemagne; République Argentine; Fédération Australienne; Autriche; Belgique; Bolivie; Brésil; Canada; Chili; Chine; Etat de la Cité du Vatican; République de Colombie; Colonies françaises, protectorats et territoires sous mandat français; Colonies portugaises; Confédération suisse; Congo belge; Costa-Rica; Cuba; Curaçao et Surinam; Cyrénaïque; Danemark; Ville libre de Dantzig; République Dominicaine; Egyte; République de El Salvador; Equateur; Erythrée; Espagne; Etats-Unis d'Amérique; Empire d'Ethiopie; Finlande; France; Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord; Grèce; Guatemala; République de Honduras; Hongrie; Iles italiennes de l'Egée; Indes britanniques; Indes néerlandaises; Etat libre d'Irlande; Islande; Italie; Japon, Chosen, Taiwan, Karafuto, le Territoire à bail du Kwantung et les Iles des Mers du Sud sous mandat japonais; Lettonie; Libéria; Lithuanie; Luxembourg; Maroc; Mexique; Nicaragua; Norvège; Nouvelle-Zélande; République de Panama; Pays-Bas; Pérou; Perse; Pologne; Portugal; Roumanie; Somalie italienne; Suède; Syrie et Liban; Tchécoslovaquie; Tripolitaine; Tunisie; Turquie; Union des Républiques Soviétistes Socialistes; Uruguay; Vénézuéla; Yougoslavie.

Les soussignés, plénipotentiaires des gouvernements ci-dessus énumérés, s'étant réunis en conférence à Madrid, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté la Convention suivante:

### CHAPITRE I.

**Organisation et fonctionnement de l'Union.**

Article premier.

Constitution de l'Union.

§ 1. Les pays, Parties à la présente Convention, forment l'Union internationale des télécommunications, qui remplace l'Union télégraphique, et qui est régie par les dispositions suivantes.

§ 2. Les termes employés dans la présente Convention sont définis dans l'annexe à ce document.

Article 2.

Règlements.

§ 1. Les dispositions de la présente Convention sont complétées par les Règlements, savoir:

le Règlement télégraphique,
le Règlement téléphonique,
les Règlements des radiocommunications (Règlement général et Règlement additionnel),

qui ne lient que les gouvernements contractants qui se sont engagés à les appliquer, et seulement vis-à vis des gouvernements qui ont pris le même engagement.

§ 2. Seuls les signataires de la Convention ou les adhérents à cet acte sont admis à signer les Règlements ou à y adhérer. La signature de l'un, au moins, des Règlements est obligatoire pour les signataires de la Convention. De même, l'adhésion à l'un au moins, des Règlements est obligatoire pour les adhérents à la Convention. Toutefois, le Règlement additionnel des radiocommunications ne peut pas faire l'objet de la signature ou de l'adhésion sans que la signature ou l'adhésion ait été donnée au Règlement général des radiocommunications.

§ 3. Les prescriptions de la présente Convention n'engagent les gouvernements contractants que pour les services régis par les Règlements auxquels ces gouvernements sont Parties.

Article 3.

Adhésion des gouvernements à la Convention.

§ 1. Le gouvernement d'un pays, au nom duquel la présente Convention n'a pas été signée, peut y adhérer en tout temps. Cette adhésion doit porter sur un au moins des Règlements annexés, sous réserve de l'application du § 2 de l'article 2 ci-dessus.

§ 2. L'acte d'adhésion d'un gouvernement sera déposé dans les archives du gouvernement qui a accueilli la conférence de plénipotentiaires ayant arrêté la présente Convention. Le gouvernement qui a reçu en dépôt l'acte d'adhésion en donne connaissance par la voie diplomatique, à tous les autres gouvernements contractants.

§ 3. L'adhésion emporte de plein droit toutes les obligations et tous les avantages stipulés par la présente Convention; en outre, elle entraine les obligations et avantages stipulés par les seuls Règlements que les gouvernements adhérents s'engagent à appliquer

Article 4.

Adhésion des gouvernements aux Règlements.

Le gouvernement d'un pays signataire ou adhérent à la présente Convention peut adhérer en tout temps au Règlement ou aux Règlements auxquels il ne s'est pas engagé, en tenant compte des dispositions du § 2 de l'article 2. Cette adhésion est notifiée au Bureau de l'Union, lequel en donne connaissance aux autres gouvernements intéressés.

Article 5.

Adhésion à la Convention et aux Règlements des colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires sous souveraineté, autorité ou mandat des gouvernements contractants.

§ 1. Tout gouvernement contractant peut déclarer, soit au moment de sa signature, de sa ratification ou de son adhésion, soit après, que son acceptation de la présente Convention est valable pour l'ensemble ou un groupe ou un seul de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires sous souveraineté, autorité ou mandat.

§ 2. L'ensemble ou un groupe ou un seul des ces colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires sous souveraineté, autorité ou mandat peut respectivement faire l'objet, à toute époque, d'une adhésion distincte.

§ 3. La présente Convention ne s'applique pas aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires sous souveraineté, autorité ou mandat d'un gouvernement contractant, à moins d'une déclaration à cet effet faite en vertu du § 1 du présent article ou d'une adhésion distincte faite en vertu du § 2 ci-dessus.

§ 4. Les déclarations d'adhésion faites en vertu des §§ 1 et 2 du présent article seront communiquées, par la voie diplomatique, au gouvernement du pays sur le territoire duquel aura été tenue la conférence de plénipotentiaires à laquelle la présente Convention a été arrêtée, et une copie en sera transmise par ce gouvernement à chacun des autres gauvernements contractants.

§ 5. Les dispositions des §§ 1 et 3 du présent article s'appliquent aussi soit pour l'acceptation d'un ou de plusieurs Règlements, soit pour l'adhésion à un ou à plusieurs Règlements, en tenant compte des prescriptions du § 2 de l'article 2. Cette acceptation ou cette adhésion est notifiée en conformité des dispositions de l'article 4.

§ 6. Les dispositions des paragraphes précédents ne s'appliquent pas aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires sous suveraineté, autorité ou mandat qui figurent dans le préambule de la présente Convention.

Article 6.

Ratification de la Convention.

§ 1. La présente Convention devra être ratifiée par les gouvernements siganataires et les ratifications en seront déposées, par la voie diplomatique, dans le plus bref délai possible, aux archives du gouvernement du pays qui a accueilli la conférence de plénipotentiaires ayant arrêté la présente Convention et qui notifiera aux autres gouvernements signataires et adhérents, par la voie diplomatique, les ratifications au fur et à mesure de leur réception.

§ 2. Dans le cas où un ou plusieurs des gouvernements signataires ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en sera pas moins valable pour les gouvernements qui l'auront ratifiée.

Article 7.

Approbation des Règlements.

§ 1. Les gouvernements doivent se prononcer dans les plus bref délai possible au sujet de l'approbation des Règlements arrêtés en conférence. Cette approbation est notifiée au Bureau de l'Union qui en fait part aux membres de l'Union.

§ 2. Dans le cas où un ou plusieurs des gouvernements intéressés ne notifieraient pas cette approbation, les nouvelles dispositions réglementaires n'en seront pas moins valables pour les gouvernements qui les auront approuvées.

Article 8.

Abrogation des Conventions et des Règlements antérieurs à la présente Convention.

La présente Convention et les Règlements y annexés abrogent et remplacent, dans les relations entre les gouvernements contractants, les Conventions télégraphiques internationales de Paris (1865), de Vienne (1868), de Rome (1872) et de St-Pétersbourg (1875) et les Règlements y annexés, ainsi que les Conventions radiotélégraphiques internationales de Berlin (1906), de Londres (1912) et de Washington (1927) et les Règlements y annexés.

Article 9.

Exécution de la Convention et des Règlements.

§ 1. Les gouvernements contractants s'engagent à appliquer les dispositions de la présente Convention et des Règlements acceptés par eux dans tous les bureaux et dans toutes les stations de télécommunications établis ou exploités par leurs soins et qui sont ouverts au service international de la correspondance publique, au service de la radiodiffusion ou aux services spéciaux régis par les Règlements.

§ 2. Ils s'engagent, en outre, à prendre les mesures nécessaires pour imposer l'observation des dispositions de la présente Convention et des Règlements qu'ils acceptent, aux exploitations privées reconnues par eux et aux autres exploitations dûment autorisées à l'établissement et à l'exploitation des télécommunications du service international ouvertes ou non ouvertes à la correspondance publique.

Article 10.

Dénonciation de la Convention par les gouvernements.

§ 1. Chaque gouvernement contractant a le droit de dénoncer la présente Convention par une notification adressée, par la voie diplomatique, au gouvernement du pays dans lequel a siégé la conférence de plénipotentiaires qui a arrêté la présente Convention et annoncée ensuite par ce gouvernement, également par la voie diplomatique, à tous les autres gouvernements contractants.

§ 2. Cette dénonciation produit son effet à l'expiration du délai d'une année à partir du jour de la réception de sa notification par le gouvernement du pays où a siégé la dernière conférence de plénipotentiaires. Cet effet ne vise que l'auteur de la dénonciation; pour les autres gouvernements contractants, la Convention reste en vigueur.

Article 11.

Dénonciation des Règlements par les gouvernements.

§ 1. Chaque gouvernement a le droit de mettre fin à l'engagement qu'il a pris d'exécuter un Règlement, en notifiant sa décision au Bureau de l'Union, lequel en donne connaissance aux autres gouvernements intéressés. Cette notification produit son effet à l'expiration du délai d'une année à partir du jour de sa réception par le Bureau de l'Union. Cet effet ne vise que l'auteur de la dénonciation; pour les autres gouvernements, le Règlement visé reste en vigueur.

§ 2. Les dispositions du § 1 ci-dessus ne suppriment pas l'obligation pour les gouvernements contractants d'exécuter au moins l'un des Règlements, visée par l'article 2 de la présente Convention, et compte tenu de la réserve mentionnée au § 2 dudit article.

Article 12.

Dénonciation de la Convention et des Règlements par les colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires sous souveraineté, autorité ou mandat des gouvernements contractants.

§ 1. L'application de la présente Convention à un territoire, faite en vertu des prescriptions du § 1 ou du § 2 de l'article 5, peut prendre fin à toute époque.

§ 2. Les déclarations de dénonciation prévues au § 1 ci-dessus sont notifiées et annoncées dans les conditions fixées au § 1 de l'article 10; elles produisent leur effet d'après les dispositions du § 2 du même article.

§ 3. L'application d'un ou de plusieurs Règlements à un territoire, faite en vertu des dispositions du § 5 de l'article 5, peut prendre fin à toute époque.

§ 4. Les déclarations de dénonciation prévues au § 3 ci-dessus sont notifiées et annoncées selon les prescriptions du § 1 de l'article 11 et produisent leur effet dans les conditions fixées audit paragraphe.

Article 13.

Arrangements particuliers.

Les gouvernements contractants se réservent, pour eux-mêmes, pour les exploitations privées reconnues par eux et pour d'autres exploitations dûment autorisées à cet effet, la faculté de conclure des arrangements particuliers sur les points du service qui n'intéressent pas la généralité des gouvernements. Toutefois, ces arrangements devront rester dans les limites de la Convention et des Règlements y annexés, pour ce qui concerne les brouillages que leur mise à exécution serait susceptible de produire dans les services des autres pays.

Article 14.

Relations avec des Etats non contractants.

§ 1. Chacun des gouvernements contractants se réserve, pour lui et pour les exploitations privées reconnues par lui, la faculté de fixer les conditions dans lesquelles il admet les télécommunications échangées avec un pays qui n'a pas adhéré à la présente Convention ou au Règlement dans lequel sont comprises les dispositions relatives aux télécommunications en cause.

§ 2. Si une télécommunication originaire d'un pays non adhérent est acceptée par un pays adhérent, elle doit être transmise, et, pour autant qu'elle emprunte les voies d'un pays adhérent à la Convention et aux Règlements respectifs, les dispositions obligatoires de la Convention et des Règlements en question ainsi que les taxes normales lui sont appliquées.

Article 15.

Arbitrage.

§ 1. En cas de désaccord entre deux ou plusieurs gouvernements contractants relativement à l'exécution soit de la présente Convention, soit des Règlements prévus à l'article 2, le différend, s'il n'est réglé par la voie diplomatique, est soumis à un jugement arbitral à la demande d'un quelconque des gouvernements en désaccord.

§ 2. A moins que les Parties en désaccord ne s'entendent pour faire usage d'une procédure déjà établie par des traités conclus entre elles pour le règlement des conflits internationaux, ou de celle prévue au § 7 du présent article, il sera procédé comme il suit à la désignation des arbitres:

§ 3. (1) Les Parties décident, après entente réciproque, si l'arbitrage doit être confié à des personnes ou à des gouvernements ou administrations; à défaut d'entente, il est recouru à des gouvernements.

(2) Dans le cas où l'arbitrage doit être confié à des personnes, les arbitres ne doivent être de la nationalité d'aucune des Parties intéressées dans le différend.

(3) Dans le cas où l'arbitrage doit être confié à des gouvernements ou administrations, ceux-ci doivent être choisis parmi les Parties adhérentes à l'accord dont l'application a provoqué le différend.

§ 4. La Partie qui fait appel à l'arbitrage est considérée comme Partie demanderesse. Elle désigne un arbitre et le notifie à la partie adverse. La Partie défenderesse doit alors nommer un deuxième arbitre, dans un délai de deux mois à partir de la réception de la notification de la demanderesse.

§ 5. S'il s'agit de plus de deux Parties, chaque groupe de demanderesses ou de défenderesses procède à la nomination d'un arbitre en observant le procédé indiqué au § 4.

§ 6. Les deux arbitres ainsi nommés s'entendent pour désigner un surarbitre qui, si les arbitres sont des personnes et non pas des gouvernements ou administrations, ne soit de la nationalité d'aucun d'eux et d'aucune des Parties. A défaut pour les arbitres de s'entendre sur le choix du surarbitre, chaque arbitre propose un surarbitre désintéressé dans le différend. Il est ensuite tiré au sort entre les surarbitres proposés. Ce tirage au sort est effectué par le Bureau de l'Union.

§ 7. Enfin, les Parties en désaccord ont la faculté de faire juger leur différend par un seul arbitre. Dans ce cas, ou bien elles s'entendent sur le choix de l'arbitre, ou bien celui-ci est désigné conformément à la méthode indiquée au § 6.

§ 8. Les arbitres arrêtent librement la procédure à suivre.

§ 9. Chaque Partie supporte les dépenses que lui occasionne l'instruction du différend. Les frais d'arbitrage sont répartis de façon égale entre les Parties en cause.

Article 16.

Comités consultatifs internationaux.

§ 1. Des comités consultatifs peuvent être institués en vue d'étudier des questions relatives aux services des télécommunications.

§ 2. Le nombre, la composition, les attributions et le fonctionnement de ces comités sont définis dans les Règlements annexés à la présente Convention.

Article 17.

Bureau de l'Union.

§ 1. Un office central, dénommé Bureau de l'Union internationale des télécommunications, fonctionne dans les conditions fixées ci-après:

§ 2. (1) Outre les travaux et opérations prévus par divers autres articles de la Convention et des Règlements, le Bureau de l'Union est chargé:

a) des travaux préparatoires des conférences et des travaux consécutifs à ces conférences, auxquelles il est représenté avec voix consultative;

b) d'assurer, d'accord avec l'administration organisatrice intéressée, le secrétariat des conférences de l'Union, de même que, lorsqu'il en est prié ou que les Règlements annexés à la présente Convention en disposent ainsi, le secrétariat des réunions des comités institués par l'Union ou placés sous l'égide de celle-ci;

c) de procéder aux publications dont l'utilité générale viendrait à se révéler entre deux conférences.

(2) Il publie périodiquement, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition et des renseignements qu'il peut recueillir, un journal d'information et de documentation concernant les télécommunications.

(3) Il doit, d'ailleurs, se tenir en tout temps à la disposition des gouvernements contractants pour leur fournir, sur les questions qui intéressent les télécommunications internationales, les avis et les renseignements dont ils pourraient avoir besoin, et qu'il serait mieux en mesure que ces gouvernements de posséder ou de se procurer.

(4) Il fait, sur sa gestion, un rapport annuel qui est communiqué à tous les membres de l'Union. Le compte de gestion est soumis à l'examen et à l'appréciation des conférences de plénipotentiaires ou administratives, prévues par l'article 18 de la présente Convention.

§ 3. (1) Les frais communs du Bureau de l'Union ne doivent pas dépasser, par année, les sommes fixées dans les Règlements annexés à la présente Convention. Ces frais communs ne comprennent pas:

a) les frais afférents aux travaux des conférences de plénipotentiaires ou administratives,

b) les frais afférents aux travaux de comités régulièrement créés.

(2) Les frais afférents aux conférences de plénipotentiaires et administratives sont supportés par tous les gouvernements, qui y prennent part proportionnellement à la contribution qu'ils payent pour le fonctionnement du Bureau de l'Union, suivant les dispositions de l'alinéa (3) ci-après.

Les frais afférents aux réunions des comités régulièrement créés sont supportés suivant les dispositions des Règlements annexés à la présente Convention.

(3) Les recettes et les dépenses du Bureau de l'Union doivent faire l'objet de deux comptes distincts, l'un pour les services télégraphique et téléphonique, l'autre pour le service des radiocommunications. Les frais afférents à chacune de ces deux divisions sont supportés par les gouvernements adhérents aux Règlements correspondants. Pour la répartition de ces frais, les gouvernements adhérents sont divisés en six classes, contribuant chacun dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir:

1re classe: 25 unités,
2e classe: 20 unités,
3e classe: 15 unités,
4e classe: 10 unités,
5e classe: 5 unités,
6e classe: 3 unités,

(4) Chaque gouvernement fait connaître au Bureau de l'Union, soit directement, soit par l'intermédiaire de son administration, dans quelle classe son pays doit être rangé. Cette classification est communiquée aux membres de l'Union.

(5) Les sommes avancées par le gouvernement qui contrôle le Bureau de l'Union doivent être remboursées, par les gouvernements débiteurs, dans le plus bref délai et, au plus tard, à l'expiration du quatrième mois qui suit le mois durant lequel le compte a été envoyé. Passé ce délai, les sommes dues sont productives d'intérêts, au profit du gouvernement créditeur, à raison de six pour cent (6 %) l'an, à compter du jour de l'expiration du délai susmentionné.

§ 4. Le Bureau de l'Union est placé sous la haute surveillance du Gouvernement de la Confédération suisse, qui en règle l'organisation, en contrôle les finances, fait les avances nécessaires et vérifie le compte annuel.

## CHAPITRE II.

**Conférences.**

Article 18.

Conférences de plénipotentiaires et conférences administratives.

§ 1. Les prescriptions de la présente Convention sont revisables par des conférences de plénipotentiaires des gouvernements contractants.

§ 2. Il est procédé à la revision de la Convention lorsqu'il en a été ainsi décidé par une précédente conférence de plénipotentiaires, ou lorsque vingt gouvernements contractants au moins en ont manifesté le désir au gouvernement du pays où siège le Bureau de l'Union.

§ 3. Les prescriptions des Règlements annexés à la présente Convention sont revisables par des conférences administratives de délégués des gouvernements contractants qui ont approuvé les Règlements soumis à revision, chaque conférence fixant elle-même le lieu et l'époque de la réunion suivante.

§ 4. Chaque conférence administrative peut permettre la participation, à titre consultatif, des exploitations privées reconnues par les gouvernements contractants respectifs.

Article 19.

Changement de la date d'une conférence.

§ 1. L'époque fixée pour la réunion d'une conférence, soit de plénipotentiaires, soit administrative, peut être avancée ou reculée si la demande en est faite par dix au moins, des gouvernements contractants, au gouvernement du pays où le Bureau de l'Union a son siège, et si cette proposition reçoit l'agrément de la majorité des gouvernements contractants qui auront fait parvenir leur avis dans le délai fixé.

§ 2. La conférence a alors lieu dans le pays primitivement désigné, si le gouvernement de ce pays y consent. Dans le cas contraire, il est procédé à une consultation des gouvernements contractants, par les soins du gouvernement du pays où le Bureau de l'Union a son siège.

Article 20.

Règlement intérieur des conférences.

§ 1. Avant toute autre délibération, chaque conférence établit un règlement intérieur, qui contient les règles suivant lesquelles sont organisés et conduits les débats et les travaux.

§ 2. A cet effet, la conférence prend comme base le règlement intérieur de la précédente conférence, qu'elle modifie si elle l'estime utile.

Article 21.

Langue.

§ 1. La langue employée pour la rédaction des actes des conférences et pour tous les documents de l'Union est le français.

§ 2. (1) Dans les débats des conférences, les langues française et anglaise sont admises.

(2) Les discours prononcés en français sont immédiatement traduits en anglais, et réciproquement, par des traducteurs officiels du Bureau de l'Union.

(3) En outre, d'autres langues peuvent être utilisées dans les débats des conférences, à la condition que les délégués qui les emploient pourvoient eux-mêmes à la traduction de leurs discours en français ou en anglais.

(4) De même, ces délégués peuvent, s'ils le désirent, faire traduire dans leur propre langue les discours prononcés en français ou en anglais.

CHAPITRE III.

**Dispositions d'ordre général.**

Article 22.

La télécommunication service public.

Les gouvernements contractants reconnaissent au public le droit de correspondre au moyen du service international de la correspondance publique. Le service, les taxes, les garanties seront les mêmes pour tous les expéditeurs, sans priorité ni préférence quelconques non prévues par la Convention ou les Règlements y annexés.

Article 23.

Responsabilité.

Les gouvernements contractants déclarent n'accepter aucune responsabilité à l'égard des usagers du service international de télécommunication.

Article 24.

Secret des télécommunications.

§ 1. Les gouvernements contractants s'engagent à prendre toutes les mesures possibles, compatibles avec le système de télécommunication employé, en vue d'assurer le secret des correspondances internationales.

§ 2. Toutefois, ils se réservent le droit de communiquer les correspondances internationales aux autorités compétentes pour assurer, soit l'application de leur législation intérieure, soit l'exécution des conventions internationales auxquelles les gouvernements intéressés sont Parties.

Article 25.

Constitution, exploitation et sauvegarde des installations et des voies de télécommunication.

§ 1. Les gouvernements contractants établissent, en accord avec les autres gouvernements contractants intéressés et dans les meilleures conditions techniques, les voies et installations nécessaires pour assurer l'échange rapide et ininterrompu des télécommunications du service international.

§ 2. Autant que possible, ces voies et installations doivent être exploitées par les méthodes et procédés les meilleurs que la pratique du service aura fait connaître, entretenues en constant état d'utilisation et maintenues au niveau des progrès scientifiques et techniques.

§ 3. Les gouvernements contractants assurent la sauvegarde de ces voies et installations dans les limites de leur action respective.

§ 4. Chaque gouvernement contractant établit et entretient à ses frais — à moins d'arrangement particulier fixant d'autres conditions — les sections des conducteurs internationaux comprises dans les limites du territoire de son pays.

§ 5. Dans les pays où certains services de télécommunication sont assurés par des exploitations privées reconnues par les gouvernements, les engagements ci-dessus sont pris par les exploitations privées.

Article 26.

Arrêt des télécommunications.

§ 1. Les gouvernements contractants se réservent le droit d'arrêter la transmission de tout télégramme ou radiotélégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sûreté de l'Etat ou contraire aux lois du pays, à l'ordre public ou aux bonnes moeurs, à charge d'avertir immédiatement le bureau d'origine de l'arrêt de ladite communication ou d'une partie quelconque de celle-ci, sauf dans le cas où l'émission de l'avis peut paraître dangereuse pour la sûreté de l'Etat.

§ 2 Les gouvernements contractants se réservent aussi le droit de couper toute communication téléphonique privée qui peut paraître dangereuse pour la sûreté de l'Etat ou contraire aux lois du pays, à l'ordre public ou aux bonnes moeurs.

Article 27.

Suspension du service.

Chaque gouvernement contractant se réserve le droit de suspendre le service des télécommunications internationales pour un temps indéterminé, s'il le juge nécessaire, soit d'une manière générale, soit seulement pour certaines relations et/ou pour certaines natures de correspondances, à charge pour lui d'en aviser immédiatement chacun des autres gouvernements contractants, par l'intermédiaire du Bureau de l'Union.

Article 28.

Instruction des contraventions.

Les gouvernements contractants s'engagent à se renseigner mutuellement au sujet des infractions aux dispositions de la présente Convention et des Règlements qu'ils acceptent, afin de faciliter les poursuites à exercer.

Article 29.

Taxes et franchise.

Les dispositions relatives aux taxes des télécommunications et les divers cas dans lesquels celles-ci bénéficient de la franchise sont fixés dans les Règlements annexés à la présente Convention.

Article 30.

Priorité de transmission des télégrammes et radiotélégrammes d'Etat.

Dans la transmission, les télégrammes et radiotélégrammes d'Etat jouissent de la priorité sur les autres télégrammes et radiotélégrammes, sauf dans le cas où l'expéditeur déclare renoncer à ce droit de priorité.

Article 31.

Langage secret.

§ 1. Les télégrammes et les radiotélégrammes d'Etat ainsi que les télégrammes et les radiotélégrammes de service peuvent être rédigés en langage secret dans toutes les relations.

§ 2. Les télégrammes et les radiotélégrammes privés peuvent être émis en langage secret entre tous les pays, à l'exception de ceux qui auront préalablement notifié par l'intermédiaire du Bureau de l'Union, qu'ils n'admettent pas ce langage pour ces catégories de correspondances.

§ 3. Les gouvernements contractants qui n'admettent pas les télégrammes et les radiotélégrammes privés en langage secret en provenance ou à destination de leur propre territoire doivent les laisser circuler en transit, sauf le cas de suspension de service défini à l'article 27.

Article 32.

Unité monétaire.

L'unité monétaire employée à la composition des tarifs des télécommunications internationales et à l'établissement des comptes internationaux est le franc-or à 100 centimes, d'un poids de $^{10}/_{31}$ de gramme et d'un titre de 0,900.

Article 33.

Reddition des comptes.

Les gouvernements contractants se doivent réciproquement compte des taxes perçues par leurs services respectifs.

CHAPITRE IV.

**Dispositions spéciales aux radiocommunications.**

Article 34.

Intercommunication.

§ 1. Les stations assurant les radiocommunications dans le service mobile sont tenues, dans les limites de leur affectation normale, d'échanger réciproquement les radiocommunications sans distinction du système radioélectrique adopté par elles.

§ 2. Toutefois, afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions du paragraphe précédent n'empêchent pas l'emploi d'un système radioélectrique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.

Article 35.

Brouillages.

§ 1. Toutes les stations, quel que soit leur objet, doivent, autant que possible, être établies et exploitées de manière à ne pas troubler les communications ou services radioélectriques, soit des autres gouvernements contractants, soit des exploitations privées reconnues par ces gouvernements contractants et des autres exploitations dûment autorisées qui effectuent un service de radiocommunication.

§ 2. Chacun des gouvernements contractants n'exploitant pas lui-même les moyens de radiocommunication s'engage à exiger des exploitations privées reconnues par lui et des autres exploitations dûment autorisées à cet effet l'observation de la prescription du § 1 ci-dessus.

Article 36.

Appels et messages de détresse.

Les stations participant au service mobile sont obligées d'accepter par priorité absolue les appels et messages de détresse, quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces messages et d'y donner immédiatement la suite qu'ils comportent.

Article 37.

Signaux de détresse faux ou trompeurs; Usage irrégulier d'indicatifs d'appel.

Les gouvernements contractants s'engagent à prendre les mesures utiles pour réprimer la transmission ou la mise en circulation de signaux de détresse ou d'appels de détresse faux ou trompeurs et l'usage, par une station, d'indicatifs d'appel qui ne lui ont pas été régulièrement attribués.

Article 38.

Service restreint.

Nonobstant les dispositions du § 1-er de l'article 34, une station peut être affectée à un service international restreint de télécommunication déterminé par le but de cette télécommunication ou par d'autres circonstances indépendantes du système employé.

Article 39.

Installations des services de défense nationale.

§ 1. Les gouvernements contractants conservent leur entière liberté relativement aux installations radioélectriques non prévues à l'article 9 et, notamment, aux stations militaires des forces terrestres, maritimes ou aériennes.

§ 2. (1) Toutefois, ces installations et stations doivent, autant que possible, observer les dispositions réglementaires relatives aux secours à prêter en cas de détresse et aux mesures à prendre pour empêcher le brouillage. Elles doivent aussi, autant que possible, observer les dispositions réglementaires en ce qui concerne les types d'ondes et les fréquences à utiliser, selon le genre de service que lesdites stations assurent.

(2) En outre, lorsque ces installations et stations font un échange de correspondance publique ou participent aux services spéciaux régis par les Règlements annexés à la présente Convention, elles doivent se conformer, en général, aux prescriptions réglementaires pour l'exécution de ces services.

CHAPITRE V.

**Disposition finale.**

Article 40.

Mise en vigueur de la Convention.

La présente Convention entrera en vigueur le premier janvier mil neuf cent trente-quatre.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de l'Espagne et dont une copie sera remise à chaque gouvernement.

Fait à Madrid, le 9 décembre 1932.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:
H. J. Lenton
A. R. Mc Lachlan

Pour l'Allemagne:
Hermann Giess
Dr. Ing. Hans Carl Steidle
Dr. Paul Jäger
Dr. Hans Harbich
Paul Münch
Martin Feuerhahn
Siegfried Mey
Dr. Friedrich Herath
Rudolf Salzmann
Erhard Maertens
Curt Wagner

Pour la République Argentine:
D. Garcia-Mansilla
R. Correa Luna
Luis S. Castineiras
M. Sáenz Briones

Pour la Fédération Australienne:
J. M. Crawford

Pour l'Autriche:
Dr. Rudolf Oestreicher
Ing. H. Pfeuffer

Pour la Belgique:
B. Maus
R. Corteil
Jos. Lambert
H. Fossion

Pour la Bolivie:
Georges Saenz

Pour le Brésil:
Luiz Guimaraez

Pour le Canada:
Alfred Duranleau
W. Arthur Steel
Jean Désy

Pour le Chili:
E. Bermúdez

Pour la Chine:
Lingoh Wang

Pour l'Etat de la Cité du Vatican:
Giuseppe Gianfranceschi

Pour la République de Colombie:
José Joaquin Casas
Alberto Sánchez de Iriarte
W. MacLellan

Pour les Colonies françaises, protectorats et territoires sous mandat français:
G. Carour

Pour les Colonies portugaises:
Ernesto Julio Navaro
Arnaldo de Paiva Carvalho
José Mendez de Vasconcellos Guimaraes
Mario Correa Barata da Cruz

Pour la Confédération suisse:
G. Keller
E. Metzler

Pour le Congo belge:
G. Tondeur

Pour Costa-Rica:
A. Martin Lanuza

Pour Cuba:
Manuel S. Pichardo

Pour Curaçao et Surinam:
G. Schotel
Hoogewooning

Pour la Cyrénaïque:
G. Gneme
Gian Franco della Porta

Pour le Danemark:
Kay Christiansen
C. Lerche
Gredsted

Pour la Ville libre de Dantzig:
Ing. H. Kowalski
Zander

Pour la République Dominicaine:
E. Brache Hijo
Juan de Olozaga

Pour l'Egypte:
R. Murray
Mohamed Said

Pour la République de El Salvador:
Raul Contreras

Pour l'Equateur:
Hipolito de Mozoncillo
Abel Romeo Costillo

Pour l'Erythrée:
G. Gneme
Francesco della Porta

Pour l'Espagne:
Miguel Sastre
Ramon Miguel Nieto
Gabriel Hombre
Francisco Vidal
J. de Encio
Tomás Fernández Quintana
Leopoldo Cal
Trinidad Matres
Carlos de Bordons

Pour les Etats-Unis d'Amérique:
Eugène O. Sykes
C. B. Jolliffe
Walter Lichtenstein
Irwin Stewart

Pour l'Empire d'Ethiopie:
Tagagne

Pour la Finlande:
Niilo Orasmaa
Viljo Ylöstalo

Pour la France:
Jules Gautier

Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord:
F. W. Phillips
J. Louden
F. W. Home
C. H. Boyd
J. P. G. Worlledge

Pour la Grèce:
Th. Pentheroudakis
Stam Nicolis

Pour le Guatemala:
Virgilio Rodriguez Beteta
Enrique Traumann
Ricardo Castaneda Paganini

Pour la République de Honduras:
Antⁿ Graino

Pour la Hongrie:
Dr. François Havas
Ing. Jules Erdöss

Pour les Iles italiennes de l'Egée:
G. Gneme
E. Mariani

Pour les Indes britanniques:
M. L. Pasricha
P. J. Edmunds

Pour les Indes néerlandaises:
A. J. H. van Leeuwen
Van Dooren
G. Schotel
Hoogewooning

Pour l'Etat libre d'Irlande:
P. S. Óh-Eigeartaigh
E. Cúisin

Pour l'Islande:
G. Hliddal

Pour l'Italie:
G. Gneme
G. Montefinale

Pour le Japon,
Pour Chosen, Taiwan, Karafuto, le Territoire à bail du Kwantung et les Iles des Mers du Sud sous mandat japonais:
Saichiro Koshida
Zenshichi Ishii
Satoshi Furihata
Y. Yonezawa
T. Nakagami
Takeo Iino

Pour la Lettonie:
B. Einberg

Pour le Libéria:
Luis Ma. Soler

Pour la Lithuanie:
Ing. K. Gaigalis

Pour le Luxembourg:
Jaaques

Pour le Maroc:
Dubeauclard

Pour le Mexique:
G. Estrada
Emilio Torres
Augustin Flores jr.
S. Tayabas

Pour le Nicaragua:
Jose Garcia-Plaza

Pour la Norvège:
T. Engset
Hermod Petersen
Andr. Hadland

Pour la Nouvelle-Zélande:
M. B. Esson

Pour la République de Panama:
M. Lasso de la Vega

Pour les Pays-Bas:
H. J. Boetje
H. C. Felser
C. H. de Vos
J. A. Bland v. d. Berg
W. Dogterom

Pour le Pérou:
Juan de Osma

Pour la Perse:
Mohsen Khan Raïs

Pour la Pologne:
Ing. H. Kowalski
St. Zuchmantowicz
Kazimirz Goebel
K. Krulisz
Kazimirz Szymanski

Pour le Portugal:
Miguel Vaz Duarte Bacelar
Jose de Liz Ferreira jr.
David de Sousa Pires
Joaquim Rodrigues Gonçalves

Pour la Roumanie:
Ing. T. Tanasescu

Pour la Somalie italienne:
G. Gneme

Pour la Suède:
G. Wold

Pour la Syrie et le Liban:
M. Morillon

Pour la Tchécoslovaquie:
Ing. Strnad
Dr. Otto Kučera
Vaclav Kučera
Ing. Jaromir Svoboda

Pour la Tripolitaine:
G. Gneme
D. Crety

Pour la Tunisie:
Crouzet

Pour la Turquie:
Fahri
I. Cemal
Mazhar

Pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes:
Eugène Hirschfeld
Alexandre Kokadeev

Pour l'Uruguay:
Ad referendum du Gouvernement de l'Uruguay Daniel Castellanos

Pour le Vénézuéla:
Cesar Marmol Cuervo
Antonio Reyes

Pour la Yougoslavie:
D. A. Zlatanovitch

ANNEXE

(voir article premier, § 2)

**Définition des termes employés dans la Convention internationale des télécommunications.**

Télécommunication: Toute communication télégraphique ou téléphonique de signes, de signaux, d'écrits, d'images et de sons de toute nature, par fil, radio ou autres systèmes ou procédés de signalisation électriques ou visuels (sémaphores).

Radiocommunication: Toute télécommunication à l'aide des ondes hertziennes.

Radiotélégramme: Télégramme originaire ou à destination d'une station mobile transmis, sur tout ou partie de son parcours, par les voies de radiocommunication du service mobile.

Télégrammes et radiotélégrammes d'Etat: Ceux qui émanent:
a) d'un chef d'Etat;
b) d'un ministre membre d'un gouvernement;
c) d'un chef de colonie, protectorat, territoire d'outre-mer ou territoire sous souveraineté, autorité ou mandat des gouvernements contractants;
d) des commandants en chef des forces militaires terrestres, navales ou aériennes;
e) des agents diplomatiques ou consulaires des gouvernements contractants;
f) du secrétaire général de la Société des Nations,
ainsi que les réponses à ces correspondances.

Télégrammes et radiotélégrammes de service: Ceux qui émanent des administrations de télécommunication des gouvernements contractants ou de toute exploitation privée reconnue par un de ces gouvernements et qui sont relatifs aux télécommunications internationales, soit à des objets d'intérêt public déterminés de concert par lesdites administrations.

Télégrammes et radiotélégrammes privés: Les télégrammes et radiotélégrammes autres que les télégrammes et radiotélégrammes de service ou d'Etat.

Correspondance publique: Toute télécommunication que les bureaux et stations, par le fait de leur mise à la disposition du public, doivent accepter pour transmission.

Exploitation privée: Tout particulier ou toute compagnie ou corporation autre qu'une institution ou agence gouvernementale, reconnue par le gouvernement intéressé et qui exploite des installations de télécommunication en vue de l'échange de la correspondance publique.

Administration: Une administration gouvernementale.

Service public: Un service à l'usage du public en général.

Service international: Un service de télécommunication entre bureaux ou stations relevant de pays différents ou entre stations du service mobile, sauf si celles-ci sont de même nationalité et se trouvent dans les limites du pays auquel elles appartiennent. Un service de télécommunication intérieur ou national, qui est susceptible de causer des brouillages avec d'autres services au delà des limites du pays dans lequel il opère, est considéré comme service international au point de vue du brouillage.

Service restreint: Un service ne pouvant être utilisé que par des personnes specifiées ou dans des buts particuliers.

Service mobile: Un service de radiocommunication exécuté entre stations mobiles et stations terrestres et par les stations mobiles communiquant entre elles, à l'exclusion des services spéciaux.

**APPENDICE.**

Note du Bureau de l'Union.

Dans sa 8e assemblée plénière, la Conférence télégraphique internationale de Madrid a chargé le Bureau de l'Union de publier, comme de coutume, dans l'édition définitive des divers actes, les avis et les voeux exprimés en conférences, ainsi que le règlement intérieur pour servir de base à l'élaboration des décisions des conférences qui succéderont à celles de Madrid.

On trouvera ci-après les avis, les voeux et le règlement intérieur dont il s'agit.

**A. Avis.**

Bureau de l'Union (anciennement Bureau international).

Dans la situation actuelle, les traitements du personnel effectuant les travaux des conférences figurent comme dépenses ordinaires. La commission estime que lesdits frais doivent, comme toutes les dépenses se rapportant aux conférences (avant, pendant et après celles-ci), entrer dans le compte séparé.

D'autre part, le prix de revient des documents demandés par les exploitations privées et les administrations des Etats ne faisant pas partie de l'Union, ainsi que ceux qui sont réclamés supplémentairement par les administrations ayant droit à un certain nombre d'exemplaires gratuits, devrait être fixé en tenant compte, au moins dans une certaine mesure, des frais généraux du Bureau de l'Union.

Dans la pratique actuelle, n'interviennent dans l'établissement de ce prix que les dépenses d'imprimerie (composition typographique, tirage, papier, brochage) et d'expédition. En vue de se rapprocher davantage du coût réel des documents, il serait utile d'ajouter dorénavant à ces dépenses un pourcentage de frais généraux, pourcentage égal pour les diverses catégories de documents qui serait à déterminer chaque année par le Bureau de l'Union.

(6e assemblée plénière des Conférences télégraphique et radiotélégraphique de Madrid réunies.)

Préambule et signatures. Droit de vote.

L'assemblée plénière décide que l'énumération des pays figurant dans le préambule et dans les feuilles de signatures, ainsi que les adhésions ultérieures, n'ont aucun rapport avec le vote.

(7e assemblée plénière des Conférences télégraphique et radiotélégraphique de Madrid réunies.)

**B. Voeux.**

Adresses abrégées.

La Conférence émet le voeu que les administrations et compagnies exploitantes de télécommunication restreignent dans toute la mesure du possible le nombre de leurs adresses abrégées. A cet effet, elle recommande l'emploi général des abréviations suivantes:

Gentel, pour désigner soit l'administration des télécommunications en général, soit le service télégraphique seulement.
Phongen, pour désigner le service téléphonique.
Radiogen, pour désigner le service des radiocommunications.
Telco, pour désigner les compagnies exploitantes.
Cette adresse peut, au besoin, être complétée par le nom abrégé de chaque compagnie, au choix de celle-ci.
Exemples: Telcoeast
Telcowun
Telcocial.

(4e assemblée plénière de la Conférence télégraphique de Madrid et 4e assemblée plénière de la Conférence radiotélégraphique de Madrid.)

Avis du C. C. I. T.

L'assemblée émet le voeu qu'il soit recommandé au C. C. I. T. et au Bureau de l'Union de procéder, après la prochaine réunion du C. C. I. T., à la publication, dans un seul document, de tous les avis encore valables du C. C. I. T., y compris les modifications qui y ont été apportées; ce document devrait aussi comprendre les avis émis au cours de ladite réunion.

(4e assemblée plénière de la Conférence télégraphique de Madrid.)

Bureau de compensation.

La proposition de la Belgique concernant l'établissement d'un bureau de compensation a été étudiée d'une façon approfondie. Cette proposition rencontre beaucoup de sympathie. Nous verrions avec satisfaction qu'une administration veuille bien prendre l'initiative de proposer le fonctionnement d'un organisme pareil à titre d'essai et ainsi on pourrait faire une expérience. Pour une prochaine conférence, on aurait des dispositions sûres, basées sur l'expérience, et une proposition nouvelle pourrait alors être introduite. Pour le moment, nous ne croyons pas pouvoir introduire dans le Règlement des dispositions qui n'ont pas encore fait l'objet d'un essai.

(2e assemblée plénière de la Conférence télégraphique de Madrid.)

Protection des câbles sous-marins.

Eu égard aux dommages fréquents que les opérations des chalutiers occasionnent aux câbles sous-marins, et aux interruptions de communication qui en résultent, la Conférence émet le voeu que les gouvernements intéressés veuillent bien s'efforcer de prendre les dispositions nécessaires en vue d'une exacte application des cinq résolutions qui ont été adoptées par la Conférence réunie à Londres en 1913 pour assurer la protection des câbles sous-marins, et qui sont rappelées ci-après:

Résolution I.

Il est dans l'intérêt à la fois de l'industrie de la pêche et du service des câbles télégraphiques sous-marins que tous les engins de pêche dont on se sert en chalutant soient construits de telle façon, et maintenus dans de telles conditions, que tout danger d'accrocher les câbles sous-marins au fond de la mer soit réduit au minimum.

Résolution II.

En vue d'éviter les dangers qui résultent pour les câbles sous-marins de l'emploi de panneaux ou autres engins de pêche au chalut présentant des défauts de construction ou étant en mauvais état d'entretien, il est souhaitable que chaque gouvernement institue pour les bateaux de sa nationalité un service d'inspection de ces engins.

Résolution III.

Dans le but de réduire au minimum les dommages résultant du sacrifice de matériel (panneaux et autres engins de pêche au chalut, ancres, chaînes et filins), il est à désirer:

1º que chaque gouvernement désigne pour chaque port une autorité compétente pour recevoir la déclaration visée par l'article VII de la Convention internationale signée à Paris en 1884 sur les câbles sous-marins;

2º que, après enquête rapide et en formulant un avis, cette autorité prévienne directement et sans aucun délai, non seulement l'autorité consulaire du pays auquel appartient le câble (art. VII de la Convention internationale de 1884), mais aussi le propriétaire du câble au profit duquel le navire a sacrifié du matériel, et si le propriétaire n'est pas connu, qu'elle prévienne aussitôt l'administration télégraphique de son propre pays;

3º que, dans le cas où le câble en question a plusieurs propriétaires, celui des propriétaires à qui l'on adressera tout d'abord la demande d'indemnité soit autorisé par ses copropriétaires — après s'être assuré que la réclamation est fondée — à payer une indemnité due en conformité de l'article VII de la Convention de 1884, sauf à recouvrer ultérieurement sur les autres propriétaires la part qui leur incombe;

4º que chaque pays désigne une autorité centrale s'occupant de toutes les questions ayant rapport à de telles demandes, et que ces autorités soient en rapport direct les unes avec les autres en cas de besoin.

Résolution IV.

Il est à désirer que l'on répande par toute voie d'éducation professionnelle, parmi population maritime, les renseignements ayant trait:

a) à la nature et à l'emploi des câbles sous-marins, aux dangers, aux inconvénients et aux frais qu'entraîne toute avarie;
b) à l'indemnité que l'on peut réclamer pour tout sacrifice d'engins divers de navires;
c) aux moyens de dégager une ancre prise dans un câble sans causer d'avaries à ce câble, en expliquant qu'il ne faut pas user de force, mais qu'il vaut mieux sacrifier l'ancre, sauf à réclamer ensuite une indemnité;
d) aux sanctions pénales prévues par la Convention de 1884 sur les câbles sous-marins et punissant toute avarie causée volontairement ou par une négligence coupable auxdits câbles sous-marins.

Résolution V.

Il est désirable que les administrations compétentes des divers pays intéressés commencent ou, le cas échéant, continuent l'échange direct de renseignements et informations d'ordre technique relatifs aux questions examinées au cours de la présente Conférence.

* * *

La Conférence insiste tout spécialement pour que les résolutions ci-dessus soient mises en application dans un délai le plus court possible et que soient réalisées toutes autres mesures qui seraient nécessaires pour la protection des câbles sous-marins.

(5e séance plénière de la Conférence télégraphique de Paris, 1925.)

Publication des documents du Bureau de l'Union et liquidation des contributions annuelles.

L'assemblée plénière émet le voeu

1º que les administrations et compagnies s'abstiennent de demander au Bureau de l'Union des travaux d'impression qui ne sont pas indispensables pour le bon fonctionnement du service ou qui ne présentent pas un caractère d'intérêt général;

2º que toutes les administrations acquittent dans un délai normal leur quote-part annuelle et les factures du Bureau de l'Union.

(2e assemblée plénière de la Conférence télégraphique de Madrid.)

Désireuse de seconder les efforts déployés par le Bureau de l'Union en vue de réduire les frais d'imprimerie, la Conférence est d'accord pour recommander d'une façon pressante aux administrations et compagnies de renoncer aux publications qui ne présentent pas un réel intérêt pour l'ensemble des membres de l'Union.

(2e assemblée plénière de la Conférence radiotélégraphique de Madrid.)

Règlement des comptes.

Pour que les diverses administrations soient exactement renseignées sur les monnaies dont elles peuvent se servir pour le règlement des comptes conformément aux dispositions qui viennent d'être arrêtées (art. 81 de Paris remplacé par art. 88 de Madrid), chaque administration notifiera, par l'intermédiaire du Bureau de l'Union, si, dans son pays, la banque centrale d'émission ou une autre institution officielle d'émission achète et vend de l'or ou des devises-or contre la monnaie nationale, à des taux fixes déterminés par la loi ou en vertu d'un arrangement avec le gouvernement. Dans la négative, chaque administration notifiera de même lorsque la situation monétaire aura changé, que la banque centrale d'émission ou une autre institution officielle d'émission achète et vend de nouveau de l'or ou des devises-or contre la monnaie nationale, à des taux fixes déterminés par la loi ou en vertu d'un arrangement avec le gouvernement.

(4e séance plénière de la Conférence télégraphique de Paris 1925, texte adapté à l'article 88 du Règlement de Madrid.)

Réunion des chefs de délégations avant l'ouverture des conférences.

L'assemblée plénière émet le voeu que les chefs de délégations se réunissent avant l'ouverture des conférences, pour établir un projet relatif:

1º à la constitution et à la composition des commissions;

2º à l'attribution des présidences et vice-présidences desdites commissions, ainsi qu'à la désignation des rapporteurs;

3º à la fixation des méthodes de travail.

(5e assemblée plénière des Conférences télégraphique et radiotélégraphique de Madrid réunies.)

Revue synoptique des dispositions conventionnelles et réglementaires.

La Conférence émet le voeu que le Bureau de l'Union continue, autant que possible, à tenir à jour la „Revue synoptique des dispositions conventionnelles et réglementaires depuis le Congrès de Paris (1865) jusqu'à la Conférence de Londres (1903)", publiée sous les auspices de l'Administration des télégraphes de Belgique.

(4e assemblée plénière de la Conférence télégraphique de Madrid.)

## C. Règlement intérieur

pour servir de base à l'élaboration des décisions des conférences qui succéderont à celles de Madrid (Art. 20, § 2 de la Convention).

Article premier.

Définitions.

§ 1. Dans le présent règlement, les appellations „délégués" ou „délégations" désignent les envoyés des gouvernements.

§ 2. Chaque délégation peut être assistée d'un ou de plusieurs fonctionnaires, attachés, d'un ou de plusieurs interprètes, d'un ou de plusieurs experts.

§ 3. L'appellation „représentants" vise les envoyés des exploitations privées reconnues par les gouvernements contractants.

§ 4. L'appellation „experts-auditeurs" vise les envoyés des autres exploitations de radiocommunications et des organismes internationaux intéressés aux services de radiocommunication.

Article 2.

Invitation pour la conférence.

§ 1. (1) Le gouvernement chargé de la convocation des conférences (gouvernement gérant) fixe la date définitive des réunions.

(2) Un an avant cette date, il adresse les invitations pour les conférences aux seuls gouvernements contractants, lesquels les communiquent aux exploitations privées reconnues par eux et aux autres exploitations et organismes internationaux qui peuvent y avoir intérêt.

§ 2. Les demandes de ces exploitations et de ces organismes pour être admis aux conférences doivent être envoyées au gouvernement gérant (par l'entremise des gouvernements compétents), dans un délai de cinq mois à partir de la date de l'invitation.

§ 3. (1) Le gouvernement gérant, quatre mois avant la réunion de la conférence, communique aux gouvernements contractants la liste des exploitations (exclues les exploitations privées) et des organismes internationaux qui ont fait demande de prendre part à la conférence, en les invitant à se prononcer sur l'acceptation ou non de ces demandes.

(2) Les gouvernements contractants doivent faire parvenir leur réponse deux mois avant la date de la réunion.

§ 4. Sont admis aux conférences les exploitations et les organismes internationaux pour lesquels la moitié au moins des gouvernements contractants qui ont répondu se sont prononcés favorablement.

§ 5. Pour les autres exploitations et organismes, la décision sur l'admission ou non est prise dans la première assemblée plénière.

Article 3.

Admission à la conférence.

§ 1. En règle générale, seuls les délégués, les représentants et les experts-auditeurs des exploitations et organismes considérés au § 4 de l'article 2 prennent part à tous les débats et travaux de la conférence.

§ 2. La première assemblée plénière détermine si les experts-auditeurs des autres exploitations et des organismes internationaux considérés au § 5 de l'article 2 et qui sont admis à la conférence peuvent participer à la fois aux débats des assemblées plénières et des commissions, et de quelles commissions. Seulement après la décision ces experts-auditeurs peuvent entrer dans les locaux des réunions.

Article 4.

Participation de groupements privés.

Des groupements, collectivités ou particuliers peuvent être autorisés par l'assemblée plénière ou par les commissions intéressées à présenter des pétitions, voeux, observations devant la ou les commissions compétentes ou à assister à quelques séances de ces commissions. Mais leurs envoyés ne prennent part aux discussions que dans la mesure où le président de chaque commission l'estime utile.

Article 5.

Séance d'ouverture.

La première assemblée plénière est ouverte par un représentant du pays organisateur de la conférence.

Article 6.

Election du président et des vice-présidents.

Le président et les vice-présidents sont élus à la première assemblée plénière.

Article 7.

Secrétariat général.

Il est constitué un secrétariat général de la conférence, composé de fonctionnaires du Bureau de l'Union et, si c'est utile, de fonctionnaires d'administrations Parties à la Convention télégraphique.

Article 8.

Autorité du président.

(1) Le président ouvre et clôt les assemblées plénières, dirige les délibérations et proclame le résultat des votes.

(2) Il a, en outre, la direction générale de tous les travaux de la conférence.

Article 9.

Institution de commissions.

L'assemblée plénière peut renvoyer au préavis de commissions les questions soumises à ses délibérations. Ces commissions peuvent instituer des sous-commissions ou comités.

Article 10.

Composition des commissions.

§ 1. Les commissions sont composées de délégations de gouvernements contractants et de représentants désignés en assemblée plénière.

§ 2. Aux commissions peuvent prendre part les exploitations, organismes internationaux et les groupements, collectivités ou particuliers dans les conditions respectivement fixées aux articles 3 et 4.

Article 11.

Présidents et vice-présidents des commissions.

Le président propose à la ratification de l'assemblée plénière le choix du président et du ou des vice-présidents de chaque commission.

Article 12.

Procès-verbaux des assemblées plénières.

§ 1. Les procès-verbaux des assemblées plénières sont rédigés par des fonctionnaires du secrétariat général.

§ 2. (1) En règle générale, on ne reproduit dans les procès-verbaux que les avis ou les propositions avec les motifs principaux y relatifs, en termes concis.

(2) Toutefois, chaque délégué ou représentant a le droit de réclamer l'insertion analytique ou in extenso au procès-verbal de toute déclaration qu'il a faite, mais, dans ce cas, il est tenu d'en fournir lui-même le texte au secrétariat, au plus tard dans les deux heures qui suivent l'assemblée plénière. Il est recommandé de n'user de cette faculté qu'avec discrétion.

Article 13.

Rapports des commissions.

§ 1. (1) Les débats des commissions sont résumés, séance par séance, dans des rapports où se trouvent mis en relief les points essentiels des discussions, les diverses opinions qui se sont fait jour et qu'il est utile que connaisse l'assemblée plénière, et enfin les propositions et les conclusions qui se dégagent de l'ensemble.

(2) Tout délégué ou représentant a, cependant, le droit de réclamer l'insertion analytique ou in extenso au rapport de toute déclaration faite par lui. Dans ce cas, il doit fournir lui-même au rapporteur, dans les deux heures qui suivent la séance, le texte à insérer. Il est recommandé de n'user de cette faculté qu'avec discrétion.

§ 2. Les rapports doivent être approuvés par les commissions respectives.

§ 3. (1) Les rapporteurs sont proposés par le président de chaque commission.

(2) Ils sont choisis parmi les délégués ou les représentants.

Article 14.

Adoption des procès-verbaux et des rapports.

§ 1. (1) En règle générale, au commencement de chaque assemblée plénière ou de commission, il est donné lecture du procès-verbal, respectivement du rapport de l'assemblée précédente.

(2) Toutefois, le président peut, lorsqu'il estime cette manière de procéder satisfaisante, et si aucune opposition ne se manifeste, se borner à demander si des membres de l'assemblée ont des observations à présenter sur la teneur du procès-verbal, respectivement du rapport.

§ 2. Le procès-verbal ou le rapport est ensuite adopté ou amendé suivant les observations auxquelles il a donné lieu et qui ont été approuvées par l'assemblée.

§ 3. Le procès-verbal de l'assemblée plénière de clôture est examiné et approuvé par le président de ladite assemblée.

Article 15.

Convocation aux séances.

Les assemblées plénières ou de commissions ont lieu sur convocation effectuée soit par lettre, soit par affichage au siège de la conférence.

Article 16.

Ordre des places.

Aux assemblées plénières, les délégués, les fonctionnaires attachés, experts et interprètes, groupés par délégation, sont rangés dans la salle des délibérations en suivant l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés.

Article 17.

Ordre de discussion.

§ 1. Les délégués et les représentants ne prennent la parole qu'après l'avoir obtenue du président. En règle générale, ils commencent par indiquer le nom de leur pays ou de leur compagnie.

§ 2. Tout délégué ou représentant ayant la parole doit s'exprimer lentement et distinctement, en séparant bien les mots et en marquant des temps d'arrêts fréquents, de manière à permettre à tous ses collègues de bien saisir sa pensée.

Article 18.

Propositions présentées au cours de la conférence, en assemblées plénières.

§ 1. Aux assemblées plénières, chaque délégué ou représentant peut donner lecture ou demander qu'il soit donné lecture de toute proposition ou de tout amendement présenté par lui au cours de la conférence, et être admis à en exposer les motifs.

§ 2. Aucune proposition, ou aucun amendement, présenté soit avant la conférence, soit dans les conditions indiquées dans le paragraphe précédent, n'est soumis ni à la discussion ni à la votation, s'il n'est contresigné ou appuyé par une délégation au moins.

Article 19.

Propositions présentées au cours de la conférence, en commission.

§ 1. Les propositions et amendements présentés après l'ouverture de la conférence, doivent être remis au président de la commission compétente ou, en cas de doute au sujet de l'attribution, au président de la conférence.

§ 2. Toute proposition ou tout amendement doit être présenté par son auteur dans la forme définitive du texte qu'il vise à introduire dans le corps des actes.

§ 3. Le président de la commission saisie est juge des conditions dans lesquelles la proposition ou l'amendement doit être annoncé: soit à tous les délégués par distribution de copies, soit seulement par communication verbale aux membres de la commission.

Article 20.

Propositions ajournées.

Lorsqu'une proposition ou un amendement a été réservé ou que son examen a été ajourné, l'auteur de ce projet doit veiller à ce qu'il ne soit pas perdu de vue par la suite.

Article 21.

Voix délibérative aux Conférences de Madrid.

§ 1. Exclusivement, pour les assemblées plénières des Conférences de Madrid et sans que cette disposition puisse constituer un précédent, les pays ou ensembles de pays mentionnés ci-après et participants à ces Conférences, ont droit à une voix délibérative.

Ce sont:

Afrique du sud (Union de l')
Allemagne
Argentine (République)
Autriche
Australie (Fédération)
Belgique
Bolivie
Brésil
Canada
Chili
Chine
Cité du Vatican (Etat de la)
Colombie (République de)
Confédération suisse
Ensemble des colonies des Etats-Unis d'Amérique
Congo belge et territoires sous mandat du Ruanda-Urundi
Costa-Rica (République de)
Cuba
Danemark
Dantzig (Ville libre de)
Dominicaine (République)
Egypte
Equateur
Espagne
Zone espagnole du Maroc et ensemble des possessions espagnoles
Etats-Unis d'Amérique
Lettonie
Libéria (République de)
Empire d'Ethiopie
Finlande
France
Ensemble des colonies, protectorats et pays sous mandat de la France
Grande-Bretagne
Ensemble des colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, et territoires sous souveraineté ou sous mandat de la Grande-Bretagne
Grèce
Guatémala
Honduras (République de)
Hongrie
Indes britanniques
Indes néerlandaises
Irlande (Etat libre d')
Islande
Italie
Ensemble des colonies italiennes et îles italiennes de la mer Egée
Japon
Chosen, Taiwan, Karafuto, le Territoire à bail du Kwantung et les îles des Mers du Sud sous mandat japonais
Lithuanie
Luxembourg
Mexique
Nicaragua
Norvège
Nouvelle-Zélande
Panama
Paraguay
Pays-Bas
Pérou
Perse
Pologne
Portugal
Ensemble des colonies portugaises
Protectorats français du Maroc et de la Tunisie
Roumanie
Suède
Tchécoslovaquie
Turquie
Union des Républiques Soviétistes Socialistes
Uruguay
Vénézuéla
Yougoslavie.

§ 2. Exceptionnellement, tenant compte des traditions des conférences précédentes, l'Allemagne et l'U. R. S. S. ont droit à une voix supplémentaire.

§ 3. Par exception aux dispositions du § 1, dans les votations afférentes aux Règlements, les pays ou ensembles de pays qui font partie seulement de l'Union télégraphique ou de l'Union radiotélégraphique ne peuvent exercer leur droit de vote respectivement que pour les Règlements télégraphique et téléphonique ou pour les Règlements des radiocommunications.

§ 4. (1) Chaque délégation ne peut voter que pour le pays ou l'ensemble de pays qu'elle représente. Toutefois, les délégations de l'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique et de la Grande-Bretagne peuvent aussi voter pour l'ensemble de leurs colonies et possessions.

(2) Une délégation qui serait empêchée, pour une cause grave, d'assister à des séances, a la faculté de charger de sa ou de ses voix une autre délégation. Toutefois, une même délégation ne peut réunir et disposer dans ces conditions des voix de plus de deux délégations, y compris la sienne ou les siennes.

Article 22.

Votation en assemblée plénière.

En assemblée plénière, aucune proposition, aucun amendement n'est adopté s'il ne réunit la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas d'égalité, il est considéré comme rejeté.

Article 23.

Adoption de nouvelles dispositions.

(1) En général, les délégations qui ne peuvent faire prévaloir leur avis sur une nouvelle disposition conventionnelle ou réglementaire doivent s'efforcer d'adopter l'opinion de la majorité.

(2) Toutefois, si la mesure proposée paraît à une délégation de nature à empêcher son gouvernement de ratifier les nouveaux actes, elle peut exprimer un refus formel (définitif ou provisoire) de se rallier au vote de la majorité.

Article 24.

Procédé de votation dans les assemblées plénières.

§ 1. Dans les assemblées plénières, et compte tenu des dispositions de l'article 18, chaque proposition ou chaque amendement, après délibération, est soumis au vote.

§ 2. Le vote a lieu à mains levées. Si la majorité n'apparaît pas nettement, même après une contre-épreuve, ou si le pointage des voix est réclamé, il est procédé à l'appel nominal dans l'ordre alphabétique des noms français des délégations.

Article 25.

Droit de vote dans les commissions.

Dans les commissions, les avis sont donnés par les délégations membres de la commission, lesquelles ont droit à voix délibérative d'après les dispositions de l'article 21, mais dans la mesure d'une seule voix par délégation.

Article 26.

Commission de rédaction.

§ 1. Les textes conventionnels ou réglementaires établis, autant que possible, dans leur forme définitive, par les diverses commissions, ensuite des avis recueillis, sont soumis à une commission de rédaction chargée d'en perfectionner encore la forme sans en modifier le sens, et de les assembler avec les textes anciens non amendés.

§ 2. Les textes d'ensemble mis au point sont soumis, en assemblée plénière, à l'approbation de la conférence, qui prend une décision à leur sujet ou les renvoie, pour nouvel examen, à la commission compétente.

Article 27.

Seconde lecture.

Les votes de la conférence ne sont acquis qu'après une seconde lecture, suivie d'approbation, des textes qui s'y rapportent.

Article 28.

Numérotage.

§ 1. Le numérotage des chapitres, articles, paragraphes, etc., des actes soumis à revision est conservé jusqu'à la première lecture de l'assemblée plénière. Les textes ajoutés prennent provisoirement des numéros bis, ter, etc., et les numéros des textes supprimés ne sont pas utilisés.

§ 2. Le numérotage définitif des chapitres, articles, paragraphes, etc., est confié à la commission de rédaction, après leur adoption en première lecture.

Article 29.

Signature.

Les actes résultant des délibérations de la conférence sont soumis à la signature des délégués munis des pouvoirs nécessaires, en suivant l'ordre alphabétique des noms français des pays.

Article 30.

Publications par la presse.

Les seuls renseignements fournis à la presse sur les travaux de la conférence le sont par voie de communiqués visés par le président de la conférence ou par son suppléant.

Article 31.

Franchise.

§ 1. Les délégués, les représentants définis à l'article premier, ainsi que les représentants du Bureau de l'Union ont droit à la franchise postale, télégraphique et télé-

phonique dans la mesure fixée par le gouvernement gérant, d'accord avec les gouvernements contractants et les exploitations privées intéressées.

§ 2. La franchise télégraphique et téléphonique est limitée aux communications échangées par les délégués et représentants avec les gouvernements, administrations et exploitations privées respectives, et avec leurs familles.

§ 3. (1) La franchise n'est accordée ni aux experts-auditeurs, ni à aucune autre exploitation, organisme ou particulier.

(2) Chaque gouvernement contractant et chaque exploitation privée prendra les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de ces dispositions.

Tulkojums.

# Starptautiskā telekomunikāciju Konvencija,

**kuru noslēgušas savā starpā šādu zemju valdības:**

Latvija, Dienvidāfrikas ūnija, Vācija, Argentīnas Republika, Austrālijas federācija, Austrija, Beļģija, Bolivija, Brazilija, Kanada, Čīli, Ķīna, Vatikāna valsts, Kolumbijas Republika, Francijas kolonijas, Francijas mandātam pakļautie protektorāti un teritorijas, Portugāles kolonijas, Šveices konfederācija, Beļģijas Kongo, Kostarika, Kūba, Kurasao un Surinam, Kirenaika, Dānija, Dancigas brīvpilsēta, Dominikānā Republika, Ēģipte, El Salvadoras Republika, Ekvadora, Eritreja, Spānija, Amerikas Savienotās Valstis, Etiopijas ķeizariste, Somija, Francija, Apvienotā Lielbritanijas un Ziemeļīrijas karaliste, Grieķija, Gvatemala, Hondūras Republika, Ungārija, Aigejas jūras itaļu salas, Britanijas Indija, Holandes Indija, Īrijas brīvvalsts, Islande, Itālija, Japana, Koreja, Taivana, Karafuto, Kvantungas nomātā teritorija un Japānas mandātam pakļautās Dienvidjūras salas, Liberija, Lietava, Luksemburga, Maroka, Meksika, Nikaragva, Norvēģija, Jaunzelande, Panamas Republika, Holande, Peru, Persija, Polija, Portugale, Rumanija, Itaļu Somalija, Zviedrija, Sirija un Libana, Čekoslovāķija, Tripolitānija, Tunisa, Turcija, Padomju Sociālistisko Republiku Savienība, Urugvaja, Venecuela un Dienvidslāvija.

Apakšā parakstījušies šo valdību pilnvarnieki, sanākuši uz konferenci Madridē, pieņēma savstarpēji vienodamies, ar ratifikācijas noteikumu, sekojošu Konvenciju:

## 1. NODAĻA.

**Savienības organizācija un darbība.**

### 1. pants.

Savienības satversme.

1. §. Zemes, šis Konvencijas dalībnieces, sastāda Starptautisko telekomunikāciju savienību, kas atvieto Telegrafa savienību un ir padota sekojošiem noteikumiem.

2. §. Šinī Konvencijā lietotie termini noteikti šā dokumenta pielikumā.

### 2. pants.

Reglamenti.

1. §. Šīs Konvencijas noteikumus papildina šādi Reglamenti:

Telegrafa reglaments,

Telefona reglaments,

Radiosatiksmes reglamenti (Vispārīgais reglaments un Papildus reglaments),

kas saista vienīgi tās līdzējas valdības, kas apņēmušās tos piemērot un tikai attiecībās ar valdībām, kuras uzņēmušās tādas pašas saistības.

2. §. Tikai tās valdības, kas parakstījušas Konvenciju vai pievienojušās šim aktam, ir pielaistas parakstīt Reglamentus vai tiem pievienoties vēlāk. Konvencijas parakstītājiem jāparaksta arī vismaz viens no Reglamentiem. Tāpat arī pievienošanās mazākais vienam no Reglamentiem ir saistoša valdībām, kas Konvencijai pievienojušās vēlāk. Tomēr radiosatiksmes Papildu reglamentu var parakstīt vai tam pievienoties tikai tā valdība, kas parakstījusi vai pievienojusies Vispārīgajam radiosatiksmes reglamentam.

3. §. Šīs Konvencijas priekšraksti saista līdzējas valdības tikai tais dienestos, kuru Reglamentiem šīs valdības pievienojušās.

### 3. pants.

Valdību pievienošanās Konvencijai.

1. §. Zemes valdība, kuras vārdā šī Konvencija nav parakstīta, var tai katrā laikā pievienoties. Tādā gadījumā jāpievienojas arī vismaz vienam no Reglamentiem, ievērojot iepriekš minētā 2. panta 2. § noteikumus.

2. §. Valdības pievienošanās akts uzglabājama tās valdības arķivos, kuras teritorijā sanākusi pilnvarnieku konference, kas pieņēmusi šo konvenciju. Valdība, kas saņēmusi glabāšanai pievienošanās akti, paziņo par to diplomātiskā ceļā visām citām līdzējām valdībām.

3. §. Pievienošanās aptver visas šīs Konvencijas saistības un priekšrocības, tāpat arī to Reglamentu saistības un priekšrocības, kam valdības pievienojušās.

### 4. pants.

Valdību pievienošanās Reglamentiem.

Tās zemes valdība, kas šo Konvenciju parakstījusi vai tai pievienojusies, var katrā laikā pievienoties Reglamentam vai Reglamentiem, ar kuriem viņa vēl nav saistījusies, ievērojot 2. panta 2. § nosacījumus. Par pievienošanos jāpaziņo Savienības birojam, kas dara to zināmu citām valdībām, dalībniecēm.

### 5. pants.

Līdzēju valdību koloniju, protektorātu, aizjūras teritoriju vai suverenitātei, autoritātei vai mandatam pakļautu teritoriju pievienošanās Konvencijai un Reglamentiem.

1. §. Ikviena līdzēja valdība var deklarēt parakstīšanās, ratifikācijas vai pievienošanās brīdī, vai arī vēlāk, ka šīs Konvencijas pieņemšana attiecas uz viņas koloniju, protektorātu, aizjūras teritoriju vai suverenitātei, autoritātei vai mandatam pakļautu teritoriju kopību vai arī tikai uz kādu grupu vai atsevišķu zemi.

2. §. Šo koloniju, protektorātu, aizjūras territoriju vai suverenitātei, autoritātei vai mandatam pakļautu teritoriju kopība, grupa vai atsevišķa zeme var katrā laikā pieteikt savu pievienošanos atsevišķi.

3. §. Šī Konvencija nav piemērojama līdzējas valdības kolonijām, protektorātiem, aizjūras teritorijām, vai suverenitātei, autoritātei vai mandātam pakļautām teritorijām, ja nav izteikta šā panta 1. § minētā deklarācija vai ja nav notikusi atsevišķa pievienošanās pēc iepriekš minētā 2. §.

4. §. Par pievienošanos, kas izdarīta uz šā panta 1. vai 2. § pamata, jāpaziņo diplomatiskā ceļā tās zemes valdībai, kuras teritorijā sanāca pilnvarnieku konference, kas pieņēma šo Konvenciju. Paziņojuma norakstu šī valdība piesūta visām pārējām līdzējām valdībām.

5. §. Šā panta 1. un 3. § noteikumus piemēro arī pie viena vai vairāku Reglamentu pieņemšanas vai pievienošanās tiem, ievērojot pie tam 2. panta 2. § norādījumus. Par šo pieņemšanu vai pievienošanos jāpaziņo, ievērojot 4. panta noteikumus.

6. §. Iepriekšējo paragrafu noteikumi neattiecas uz kolonijām, protektorātiem, aizjūras teritorijām vai suverenitātei, autoritātei vai mandatam pakļautām teritorijām, kas minētas šīs Konvencijas galvenī.

### 6. pants.

Konvencijas ratifikācija.

1. §. Šai Konvencijai vajadzīga parakstītāju valdību ratifikācija. Ratifikācijas dokumenti nododami diplomātiskā ceļā un, pēc iespējas, ātrākā laikā, uzglabāšanai tās zemes valdības arķivā, kur sasauca konferences pilnvarniekus, kas šo Konvenciju pieņēma. Šī valdība paziņo par Konvencijas ratifikācijām pārējām valdībām, kas Konvenciju parakstījušas vai tām pievienojušās diplomātiskā ceļā un tūlit pēc katras ratifikācijas saņemšanas.

2. §. Gadījumā, ja viena vai vairākas parakstītājas valdības Konvenciju neratificētu, tā tomēr ir saistoša valdībām, kas to ratificējušas.

### 7. pants.

Reglamentu atzīšana.

1. §. Valdībām pēc iespējas ātrākā laikā jāizlemj par konferencē pieņemto Reglamentu atzīšanu. Par šo atzīšanu jāpaziņo Savienības birojam, kas to dara zināmu Savienības locekļiem.

2. §. Gadījumā, ja viena vai vairākas valdības par šo atzīšanu nepaziņotu, jauno Reglamentu noteikumi tomēr ir saistoši valdībām, kas tos atzinušas.

### 8. pants.

Agrāko Konvenciju un Reglamentu atcelšana.

Šī Konvencija un tai pievienotie Reglamenti atceļ un atvieto, attiecībās starp līdzējām valdībām, Parīzes (1865), Vīnes (1868), Romas (1872) un Sv. Pēterburgas (1875) Starptautiskās telegrafa konvencijas un tām pievienotos Reglamentus, kā arī Berlines (1906), Londonas (1912) un Vašingtonas (1927) Starptautiskās radiotelegrafiskās konvencijas un tām pievienotos Reglamentus.

### 9. pants.

Konvencijas un Reglamentu izpildīšana.

1. §. Līdzējas valdības apņemas piemērot šīs Konvencijas un viņu atzito Reglamentu noteikumus visās viņu iekārtotās un ekspluatētās iestādēs un telekomunikāciju stacijās, kas atvērtas starptautiskam publikas korespondences dienestam, radiofona dienestam un īpašiem Reglamentu noteiktiem dienestiem.

2. §. Tāpat viņas uzņemas darīt visu nepieciešamo, lai šo Konvenciju un viņu pieņemtos Reglamentus ievērotu arī viņu atzīti privāti uzņēmumi, kā arī visi citi uzņēmumi, kam izdotas atļaujas iekārtot un ekspluatēt starptautiskā dienesta telekomunikācijas neatkarīgi no tā, vai tie ir vai nav atvērti publiskas korespondences vajadzībām.

### 10. pants.

Valdību atteikšanās no Konvencijas.

1. §. Katrai līdzējai valdībai ir tiesība atteikties no šīs Konvencijas. Atteikšanās raksts jānodod diplomātiskā ceļā tās zemes valdībai, kurā sanāca pilnvarnieku konference, kas pieņēma šo Konvenciju. Šī valdība tad paziņo par atteikšanos, tāpat diplomātiskā ceļā, visām pārējām līdzējām valdībām.

2. §. Atteikšanās stājas spēkā pēc viena gada, skaitot no dienas, kad valdība, kuras zemē sanāca pēdējā pilnvarnieku konference, saņēmusi paziņojumu. Atteikšanās attiecas vienīgi uz atteikušos valdību; pārējām līdzējām valdībām Konvencija paliek spēkā.

### 11. pants.

Valdību atteikšanās no Reglamentiem.

1. §. Katrai valdībai ir tiesība izbeigt saistību, ko viņa uzņēmusies ar kāda Reglamenta izpildīšanu, paziņojot par savu lēmumu Savienības birojam, kas to dara zināmu pārējām icinteresētām valdībām. Šī atteikšanās stājas spēkā pēc viena gada, skaitot no atteikšanās raksta saņemšanas dienas Savienības birojā. Atteikšanās attiecas vienīgi uz atteikušos valdību; pārējām valdībām minētais Reglaments paliek spēkā.

2. §. Iepriekš minētā 1. § noteikumi neatbrīvo līdzējas valdības no saistības pildīt vismaz vienu no šīs Konvencijas 2. pantā minētiem Reglamentiem, ievērojot tā paša panta 2. § nosacījumus.

### 12. pants.

Līdzēju valdību koloniju, protektorātu, aizjūras teritoriju vai suverenitātei, autoritātei vai mandātam pakļautu teritoriju atteikšanās no Konvencijas un Reglamentiem.

1. §. Pēc 5. panta 1. vai 2. § nosacījumiem izdarīto šīs Konvencijas piemērošanu kādai teritorijai var izbeigt katrā laikā.

2. §. Iepriekš minētā 1. § paredzētās atteikšanās deklarācijas piesūtāmas un izziņojamas 10. panta 1. § noteiktā kārtībā. Tās stājas spēkā pēc tā paša panta 2. § nosacījumiem.

3. §. Viena vai vairāku pēc 5. panta 5. § noteikumiem izdarītu Reglamentu piemērošanu kādai teritorijai var izbeigt katrā laikā.

4. §. Iepriekš minētā 3. § paredzētās atteikšanās deklarācijas piesūtāmas un izziņojamas pēc 11. panta 1. § nosacījumiem. Tās stājas spēkā pēc tā paša paragrafa nosacījumiem.

### 13. pants.

Atsevišķi nolīgumi.

Līdzējas valdības patur tiesību sev, viņu atzītiem privātiem uzņēmumiem un citiem uzņēmumiem ar attiecīgām ekspluatācijas atļaujām slēgt atsevišķus nolīgumus par satiksmes jautājumiem, kas neskar valdību lielāko daļu. Šiem nolīgumiem, attiecībā uz traucējumiem, kādi saskaņā ar šo nolīgumu reālizēšanu varētu rasties citu zemju dienestos, tomēr jāietilpst šīs konvencijas un tai pievienoto Reglamentu noteikumu robežās.

### 14. pants.

Attiecības ar nelīdzējām valstīm.

1. §. Katra no līdzējām valdībām patur tiesību sev un tās atzītiem privātiem uzņēmumiem noteikt kārtību, kādā pielaistas telekomunikācijas ar zemi, kas nav pievienojusies šai Konvencijai vai tam Reglamentam, kas kārto attiecīgo telekomunikāciju.

2. §. Ja telekomunikācija izgājusi no zemes, kas nav pievienojusies Konvencijai, un tā virzāma uz zemi, kas Konvencijai pievienojusies, tad šī telekomunikācija ir pārraidāma. Visā tās pārraidīšanas gaitā pa tādas zemes ceļiem, kas ir pievienojusies Konvencijai un attiecīgiem Reglamentiem, tai piemērojami Konvencijas un attiecīgā Reglamenta noteikumi, kā arī parastās takses.

### 15. pants.

Šķīrējtiesas.

1. §. Domstarpību gadījumos starp divām vai vairākām līdzējām valdībām par šīs Konvencijas vai 2. pantā minēto Reglamentu izpildīšanu, strīda jautājumu, ja tas nav nokārtots diplomātiskā ceļā un ja viena no strīdā esošām valdībām to pieprasa, nodod šķīrējtiesas izlemšanai.

2. §. Ja strīdā esošās puses nevienojas piemērot kārtību, kāda noteikta jau noslēgtos starp viņām līgumos starptautisku konfliktu nokārtošanai, vai šā panta 7. § noteikto kārtību, tad šķīrējtiesnešu nozīmēšanai jārīkojas šādi:

3. §. (1) Puses izlemj, savstarpēji vienojoties, vai šķīrējtiesa uzticama personām, valdībām vai pārvaldēm; ja nevar vienoties, tad jāgriežas pie valdībām.

(2) Gadījumā, kad šķīrējtiesu uztic personām, šķīrējtiesneši nedrīkst būt kādas no strīda jautājumā ieinteresētas puses pavalstnieki.

(3) Gadījumā, kad šķīrējtiesu uztic valdībām vai pārvaldēm, tās jāizvēlas no pusēm, kas pievienojušās līgumam, kura piemērošana izsaukusi strīdu.

4. §. Puse, kura pieprasa šķīrējtiesu, uzskatāma par prasītāja pusi. Viņa nozīmē vienu šķīrējtiesnesi un paziņo par to pretējai pusei. Atbildētājai pusei tad jānozīmē otrs šķīrējtiesnesis divu mēnešu laikā, skaitot no prasītājas puses paziņojuma saņemšanas.

5. §. Ja lieta skar vairāk nekā divas puses, tad katra prasītāju vai atbildētāju grupa stājas pie šķirējtiesneša iecelšanas, ievērojot 4. § norādīto kārtibu.

6. §. Abi šādi iecelti šķirējtiesneši vienojas par virsšķirējtiesneša izvēli. Ja šķirējtiesneši ir personas un nevis valdības vai pārvaldes, tad virsšķirējtiesnesis nedrīkst piederēt ne šķirējtiesnešu, ne arī kādas puses pavalstniecībai. Ja šķirējtiesneši nevar vienoties par virsšķirējtiesneša izvēli, tad katrs šķirējtiesnesis izvirza vienu strīdā neieinteresētu virsšķirējtiesneša kandidātu. Virsšķirējtiesnesi no šiem kandidātiem tad izvēl r ozi Savienibas birojs.

7. §. Strīdā esošām pusēm ir tiesība likt izlemt strīda jautājumu arī vienam pašam šķirējtiesnesim. Tādā gadījumā viņas vienojas par šķirējtiesneša izvēli, vai arī tādu nozīmē 6. § norādītā veidā.

8. §. Kārtību, kādā jādarbojas šķirējtiesnešiem, izstrādā viņi paši pēc saviem ieskatiem.

9. §. Katra puse sedz izdevumus, kādi viņai rodas strīda jautājuma kārtošanai. Šķirējtiesas izdevumus starp strīda pusēm sadala vienādās daļās.

16. pants.

Starptautiskas padomdevējas komitejas.

1. §. Telekomunikāciju dienestu jautājumu pētīšanai var dibināt padomdevējas komitejas.

2. §. Šo komiteju skaits, iekārta, uzdevumi un darbība noteikti šai Konvencijai pievienotos Reglamentos.

17. pants.

Savienibas birojs.

1. §. Centrālā iestāde — Savienibas starptautiskais telekomunikācijas birojs — darbojas šādā kārtā:

2. §. (1) Bez darbiem un operācijām, kādus paredz dažādi citi Konvencijas un Reglamentu panti, Savienibas birojam vēl uzdoti šādi darbi:

a) konferenču sagatavošanas darbi un konferencēm sekojošie darbi. Konferencēs birojs piedalās ar padomdevēja balsi,

b) Savienibas konferenču sekretāriāta pienākumu uzņemšanās saziņā ar pārvaldi, kas sasauc konferenci, kā arī, ja tas vēlams, vai, ja šai Konvencijai pievienotie Reglamenti to noteic, Savienibas dibināto vai viņas pārziņā esošo komiteju sanāksmju sekretariāta pienākumu izpildīšana,

c) publicējumu izdošana laikā starp divām konferencēm, ja rastos vajadzība.

(2) Birojs uz tā ricībā nodotu dokumentu un paša ievāktu ziņu pamata izdod periodisku žurnālu ar informāciju un sacerējumiem par telekomunikācijām.

(3) Birojam katrā laikā jābūt līdzēju valdību ricībā, lai sniegtu tām atzinumus un ziņas par tādiem jautājumiem sakarā ar starptautiskām telekomnikācijām, par kādiem birojam ir plašāka informācija vai par kuriem birojs šo informāciju var vieglāk iegūt nekā šīs valdības.

(4) Par savu darbību birojs sastāda gada pārskatu, ko piesūta visiem Savienibas locekļiem. Darbibas norēķins jānodod šīs Konvencijas 18. pantā paredzēto pilnvarnieku vai pārvalžu konferenču pārbaudei un apstiprināšanai.

3. §. (1) Kopējie Savienibas biroja izdevumi gadā nedrikst pārsniegt šai Konvencijai pievienotos Reglamentos noteiktās summas. Šai kopsummā neietilpst:

a) pilnvarnieku vai pārvalžu konferenču darbu izdevumi,

b) kārtēji iecelto komiteju darbu izdevumi.

(2) Pilnvarnieku un pārvalžu konferenču izdevumus sedz visas valdības, kas tais piedalās, proporcionāli daļai, kādu viņas maksā par Savienibas biroja darbibu pēc zemāk pievestā (3) posma noteikumiem.

Kārtēji iecelto komiteju sanāksmju izdevumus sedz pēc šai Konvencijai pievienoto; Reglamentu noteikumiem.

(3) Savienibas biroja ienākumi un izdevumi sadalāmi divos atsevišķos aprēķinos; viens — par telegrafa un telefona dienestiem, otrs — par radioelektrisko dienestu. Izdevumus pēc šiem diviem atsevišķiem aprēķiniem sedz attiecīgajiem Reglamentiem pievienojušās valdības. Šo izdevumu segšanai pievienojušās valdibas sadalītas sešās klasēs, kas piedalās izdevumos pēc sekojošo vienibu skaita:

1. klase — 25 vienibas,
2. „ — 20 „
3. „ — 15 „
4. „ — 10 „
5. „ — 5 „
6. „ — 3 „

(4) Katra valdība paziņo Savienibas birojam tieši vai ar savas pārvaldes starpniecību, kādā klasē tās zeme iedalāma. Šis iedalījums paziņojams Savienibas locekļiem.

(5) Avansi, ko izsniedz valdiba, kas kontrolē Savienibas biroju, jāatmaksā no parādniecēm valdibām visātrākā laikā, vēlākais ceturtā mēneša beigās pēc tā mēneša, kad piesūtits rēķins. Šim termiņam izbeidzoties, par parāda summām aprēķināmi seši procenti (6%) par labu kreditorei valdibai, skaitot no termiņa notecēšanas dienas.

4. §. Savienibas birojs ir padots Šveices konfederācijas valdibas augstai uzraudzibai, kas kārto tā organizāciju, pārrauga tā izdevumus un ieņēmumus, izsniedz vajadzīgos avansus un pārbauda gada norēķinus.

II NODAĻA.

**Konferences.**

18. pants.

Pilnvarnieku un pārvalžu konferences.

1. §. Šīs Konvencijas priekšrakstus var grozit līdzēju valdibu pilnvarnieku konferencēs.

2. §. Pie Konvencijas revizijas stājas, ja tādu lēmumu pieņēmusi iepriekšējā pilnvarnieku konference vai ja mazākais divdesmit līdzējas valdibas izteikušas šādu vēlēšanos tās zemes valdibai, kurā ir Savienibas biroja sēdeklis.

3. §. Šai Konvencijai pievienoto Reglamentu priekšrakstus var grozit tādu līdzēju valdibu pārvalžu delegātu konferences, kas atzinušas revidējamos Reglamentus, pie kam katra konference noteic pati nākošās sanāksmes vietu un laiku.

4. §. Ikviena pārvalžu konference var atļaut līdzēju valdibu atzitiem un privātiem uzņēmumiem piedalities konferencē ar padomdevēja balss tiesibām.

19. pants.

Konferences sanāksmes laika grozijums.

1. §. Pilnvarnieku vai pārvalžu konferencei noteikto sanāksmes laiku var paātrināt vai pagarināt, ja mazākais desmit līdzējas valdibas iesniedz šādu pieprasijumu tās zemes valdibai, kurā ir Savienibasbiroja sēdeklis, un ja vairums līdzēju valdibu piekrit šim priekšlikumam, piesūtot savu atzinumu noteiktā terminā.

2. §. Konference tādā gadijumā notiek jau agrāk noteiktā zemē, ja šis zemes valdiba tam piekrit. Pretējā gadijumā tās zemes valdiba, kurā ir Savienibas biroja sēdeklis, izdara šini lietā aptauju pie līdzējām valdibām.

20. pants.

Konferenču iekšējais reglaments.

1. §. Pirms visām citām pārrunām katra konference sastāda iekšēju reglamentu, kas satur priekšrakstus par debašu un darbu organizāciju un gaitu.

2. §. Šim nolūkam konference pamatojas uz iepriekšējās konferences iekšējo reglamentu ar grozījumiem, vajadzibas gadijumā.

21. pants.

Valoda.

1. §. Konferenču aktis un visus Savienibas dokumentus rediģē franču valodā.

2. §. (1) Konferenču debatēs pielaistas franču un angļu valodas.

(2) Franču valodā teiktās runas nekavējoties pārtulko angliski un arī otrādi Savienibas biroja oficiāli tulki.

(3) Konferenču debatēs var lietot arī citas valodas, ar noteikumu, ka delegāti, kas tās lieto, paši gādā par savu runu tulkojumiem franču vai angļu valodā.

(4) Tāpat, ja šie delegāti vēlas, viņi var likt pārtulkot franciski vai angliski teiktās runas savā valodā.

III NODAĻA.

**Vispāriga rakstura noteikumi.**

22. pants.

Publiska dienesta telekomunikācija.

Līdzējas valdibas piešķir publikai tiesibu lietot starptautisko publisko telekomunikācijas dienestu. Dienests, takses un garantijas ir vienas un tās pašas visiem sūtitājiem, bez jebkādām priekšrocibām un privilēģijām ārpus Konvencijā vai tai pievienotos Reglamentos paredzētām.

23. pants.

Atbildība.

Līdzējas valdibas deklarē, ka viņas neuzņemas nekādu atbildibu pret telekomunikācijas starptautiskā dienesta lietotājiem.

24. pants.

Telekomunikāciju noslēpums.

1. §. Līdzējas valdibas apņemas piemērot visus iespējamos līdzekļus, kas izriet no lietojamās telekomunikācijas sistēmas veida, lai nodrošinātu starptautiskās korespondences noslēpumu.

2. §. Tomēr viņas patur sev tiesibu izsniegt ziņas par starptautisku korespondenci attiecīgām iestādēm iekšējās likumdošanas piemērošanai vai arī tādu starptautisku Konvenciju izpildīšanai, kuru dalībnieces ir līdzējas valdibas.

25. pants.

Telekomunikāciju ierīču un ceļu iekārta, ekspluatācija un aizsardzība.

1. §. Līdzējas valdibas iekārto starptautiskā dienesta ceļus un ierices saskaņā ar citām līdzējām valdibām un vislabākos tehniskos apstākļos telekomunikāciju ātras un nepārtrauktas izmaiņas nodrošināšanai.

2. §. Šie ceļi un ierices jāekspluatē, pēc iespējas sekojot vislabākām prakses izveidotām metodēm un paņēmieniem. Tie jāuztur pastāvīgā lietošanas kārtibā zinātnisko un technisko sasniegumu augstumos.

3. §. Līdzējas valdibas nodrošina šo ceļu un ierīču apsardzibu savas darbibas robežās.

4. §. Ikviena līdzēja valdiba iekārto un uztur ar saviem līdzekļiem — ja nav atsevišķa līguma ar citiem noteikumiem — savas zemes teritorijas robežās ietilpstošu starptautisku vadu posmus.

5. §. Zemēs, kurās zināmus telekomunikācijas dienestus izmanto valdibu atzīti privāti uzņēmumi, augšā minētās saistibas uzņemas šie privātie uzņēmumi.

26. pants.

Telekomunikāciju apturēšana.

1. §. Līdzējas valdibas patur tiesibu apturēt ikvienas tādas privātas telegrammas vai radiotelegrammas pārraidīšanu, kas liekas būt bīstama valsts drošibai vai ir pretrunā ar zemes likumiem, publisku kārtibu vai tikumibu. Par telegrammas vai tās daļas apturēšanu nekavējoties jāziņo nosūtīšanas iestādei, izņemot gadijumu, kad šāda paziņojuma pārraidīšana var būt bīstama valsts drošibai.

2. §. Līdzējas valdibas patur sev arī tiesibu pārtraukt ikvienu privātu telefona savienojumu, kas liekas būt bīstams valsts drošibai vai ir pretrunā ar zemes likumiem, publisko kārtibu vai tikumibu.

27. pants.

Dienesta pārtraukšana.

Katra līdzēja valdiba patur sev tiesibu pārtraukt uz nenoteiktu laiku starptautisku telekomunikāciju dienestu, ja viņa to atzīst par vajadzīgu vispār, vai tikai zināmās satiksmēs un vai zināmu korespondenču veidus. Valdibas pienākums ir par šo pārtraukumu nekavējoties paziņot katrai no pārējām līdzējām valdibām ar Savienibas biroja starpniecibu.

28. pants.

Pārkāpumu izziņa.

Līdzējas valdibas apņemas ziņot cita citai par šīs Konvencijas un viņu pieņemtu Reglamentu noteikumu pārkāpumiem nolūkā, atvieglot vajadzīgo vajāšanu.

29. pants.

Takses. Bezmaksas pārraidīšana.

Noteikumi par telekomunikāciju taksēm un par dažādiem gadijumiem, kad telekomunikācijas no maksas ir atbrīvotas, ir ievietoti šai Konvencijai pievienotos Reglamentos.

30. pants.

Valsts telegrammu un radiotelegrammu pārraidīšanas priekšrocibas.

Valsts telegrammām un radiotelegrammām pārraidīšanā piešķirta priekšrocība pret pārējām telegrammām un radiotelegrammām, izņemot gadijumu, kad sūtītājs paziņo, ka atsakās no šis priekšrocibas tiesibas.

31. pants.

Slepenā valoda.

1. §. Valsts telegrammas un radiotelegrammas, kā arī dienesta telegrammas un radiotelegrammas var izteikt visās satiksmēs slepenā valodā.

2. §. Privātas telegrammas un radiotelegrammas slepenā valodā var izmainit starp visām zemēm, izņemot tādas zemes, kas ar Starptautiskā biroja starpniecibu jau priekšlaikus paziņojušas, ka nepielaiž šādu valodu šim korespondenču šķirām.

3. §. Līdzējas valdibas, kas pašas savā teritorijā nepielaiž ne izejošas, ne arī ienākošas privātas telegrammas vai radiotelegrammas slepenā valodā, tomēr atļauj tās pārraidit transitā, izņemot 27. pantā noteikto dienesta pārtraukuma gadijumu.

32. pants.

Naudas pamatvieniba.

Starptautisko telekomunikāciju tarifu noteikšanai un starptautisko norēķinu sastādīšanai lietotā naudas pamatvieniba ir zelta franks ar 100 santimiem, $^{10}/_{31}$ grama svarā un ar graudumu 0,900.

33. pants.

Norēķināšanās.

Līdzējām valdibām savstarpēji jānorēķinās vienai ar otru par viņu savstarpīgos dienestos ņemtām maksām.

IV NODAĻA.

**Sevišķi radiokomunikācijas noteikumi.**

34. pants.

Savstarpējā satiksme.

1. §. Stacijām, kas izdara radiokomunikāciju kustamā dienestā, savas normālās darbības spējas robežās savstarpīgi jāizmaina radiotelegrammas neatkarīgi no šinis stacijās lietotās radioelektriskās sistēmas.

2. §. Tomēr, lai nekavētu zinātnes progresu, iepriekšējā paragrafa noteikumi neliedz lietot radioelektriskās sistēmas, kas nevar sadarboties ar citām sistēmām, ja vien šī neiespēja atkarājas no šis sistēmas īpatnējās dabas, bet nav tādu sevišķu ierīkojumu rezultāts, kas domāti vienīgi savstarpējās satiksmes traucēšanai.

35. pants.

Traucējumi.

1. §. Visas stacijas, lai kāds būtu to uzdevums, pēc iespējas jāiekārto un jāekspluatē tādā veidā, lai tās netraucētu ne citu līdzēju valdību radioelektriskas komunikācijas vai dienestus, ne arī šo līdzēju valdību atzītu privātu un citu atļautu uzņēmumu radiokomunikācijas dienestus.

2. §. Ikviena no līdzējām valdībām, kas pati neekspluatē radiokomunikācijas iekārtas, apņemas prasīt no viņas šādai darbībai atzītiem privātiem un citiem atļautiem uzņēmumiem augšā minētā 1. § priekšrakstu ievērošanu.

36. pants.

Briesmu saucieni un vēstījumi.

Kustamā dienesta stacijām jāpieņem briesmu saucieni un vēstījumi ārpus kārtas un no kaut kuras vietas, tādā pašā veidā jāatbild uz tiem un jādod turpmākais virziens.

37. pants.

Maldu vai nepatiesi signāli. Izsaukšanas signālu nepareiza lietošana.

Līdzējas valdības apņemas darīt visu vajadzīgo, lai apkarotu nepatiesu vai maldinošu briesmu signālu vai saucienu raidīšanu vai izplatīšanu un tādu izsaukšanas signālu lietošanu no kādas stacijas puses, kas tai nav likumīgi piešķirti.

38. pants.

Ierobežotais dienests.

Neatkarīgi no 34. panta 1. § nosacījumiem katru staciju var nodarbināt ierobežotam starptautiskam telekomunikācijas dienestam, ja šo ierobežojumu noteic šis telekomunikācijas sevišķs nolūks vai citi no lietotās sistēmas neatkarīgi apstākļi.

39. pants.

Zemes aizsardzības dienestu iekārtas.

1. §. Līdzējas valdības patur sev pilnu brīvību par iekārtām, kas nav paredzētas 9. pantā, un proti, par sauszemes, jūras vai gaisa spēku militārām stacijām.

2. §. (1) Šim iekārtām un stacijām tomēr, pēc iespējas, jāievēro Reglamentos noteiktie priekšraksti par palīdzības sniegšanu briesmu gadījumos un par līdzekļu piemērošanu traucējumu novēršanai. Pēc iespējas tām jāievēro arī noteiktie priekšraksti par lietojamiem viļņu tipiem un frekvencēm, skatoties pēc dienesta veida, kādu šis stacijas izpilda.

(2) Ja šis iekārtas un stacijas izdara publiskas korespondences izmaiņu vai piedalās īpašos dienestos, kas noteikti šai Konvencijai pievienotos Reglamentos, tad tām vispār jārīkojas pēc Reglamentos noteiktiem priekšrakstiem par šo dienestu izpildīšanu.

V NODAĻA.

**Beigu noteikumi.**

40. pants.

Konvencijas spēkā stāšanās.

Šī Konvencija stājas spēkā ar tūkstoš deviņi simti trīsdesmit ceturtā gada pirmo janvāri.

---

Šo apliecinot, attiecīgie pilnvarnieki parakstīja Konvenciju vienā eksemplārā, ko uzglabās Spānijas Valdības archivos un kura norakstu izsniegs katrai valdībai.

Sastādīts Madridē, 1932. gada 9. decembrī.

Par Latviju:
B. Einbergs

Par Dienvidāfrikas Savienību:
H. J. Lenton
A. R. Mc Lachlan

Par Vāciju:
Hermann Giess
Dr Ing. Hans Carl Steidle
Dr Paul Jäger
Dr Hans Harbich
Paul Münch
Martin Feuerhahn
Siegfried Mey
Dr Friedrich Herath
Rudolf Salzmann
Erhard Maertens
Curt Wagner

Par Argentīnas Republiku:
D. Garcia-Mansilla
R. Correa Luna
Luis S. Castineiras
M. Saenz Briones

Par Austrālijas Federāciju:
J. M. Crawford

Par Austriju:
Dr Rudolf Oestreicher
Ing. H. Pfeuffer

Par Beļģiju:
B. Maus
R. Corteil
Jos. Lambert
H. Fossion

Par Boliviju:
Georges Saenz

Par Braziliju:
Luiz Guimaraez

Par Kanadu:
Alfred Duranleau
W. Arthur Steel
Jean Desy

Par Čili:
E. Bermudez

Par Ķīnu:
Lingoh Wang

Par Vatikāna valsti:
Giuseppe Gianfronceschi

Par Kolumbijas Republiku:
Jose Joaquin Casas
Alberto Sanchez de Iriarte
W. Mac Lellan

Par Francijas kolonijām un Francijas mandātam pakļautiem protektorātiem un teritorijām,
G. Cardour

Par Portugales kolonijām:
Ernesto Julio Navaro
Arnoldo de Paiva Carvalho
Jose Mendez de Vasconcellos Guimaraes
Mario Correa Barata da Cruz

Par Šveices konfederāciju:
G. Keller
E. Metzler

Par Beļģijas Kongo:
G. Tondeur

Par Kostariku:
A. Martin Lanuza

Par Kubu:
Manuel S. Pichardo

Par Kurasao un Surinamu:
G. Schotel
Hoogewooning

Par Kirenaiku:
G. Gneme
Gian Franco della Porta

Par Dāniju:
Kay Christiansen
C. Lerche
Gredsted

Par Dancigas brīvpilsētu:
Ing. H. Kowalski
Zander

Par Dominikāno Republiku:
E. Brache Hijo
Juan de Olozaga

Par Ēgipti:
R. Murray
Mohamed Said

Par El Salvadoras Republiku:
Raul Contreras

Par Ekvadoru:
Hipolito de Mozoncillo
Abel Romeo Castillo

Par Eritreju:
G. Gneme
Francesco della Porta

Par Spāniju:
Miguel Sastre
Ramon Miguel Nieto
Gabriel Hombre
Francisco Vidal
J. de Encio
Tomas Fernandez Quintana
Leopoldo Cal
Trinidad Matres
Carlos de Bordons

Par Amerikas Savienotām valstīm:
Eugene O. Sykes
C. B. Jolliffe
Walter Lichtenstein
Irwin Stewart

Par Etiopijas ķeizaristi:
Tagagne

Par Somiju:
Niilo Orasmaa
Viljo Ylöstalo

Par Franciju:
Jules Gautier

Par Lielbritanijas un ZiemeļirijasKaralisti:
F. W. Phillips
J. Louden
F. W. Home
C. H. Boyd
J. P. G. Worlledge

Par Grieķiju:
Th. Pentheroudakis
Stam Nicolis

Par Gvatemālu:
Virgilio Rodriguez Beteta
Enrique Traumann
Ricardo Castaneda Paganini

Par Honduras Republiku:
Antn. Graino

Par Ungāriju:
Dr François Havas
Ing. Jules Erdöss

Par Aigejas jūras Italijas salām:
G. Gneme
E. Mariani

Par Britanijas Indiju:
M. L. Pasricha
P. J. Edmunds

Par Holandes Indiju:
A. J. H. van Leeuwen
Van Dooren
G. Schotel
Hoogewooning

Par Īrijas brīvvalsti:
P. S. Oh-Eigeartaigh
E. Cuisin

Par Islandi:
G. Hliddal

Par Itāliju:
G. Gneme
G. Montefinale

Par Japanu, Koreju, Taivanu, Karafuto, Kvantungas nomāto teritoriju un Japanas mandātam pakļautām Dienvidjūras salām:
Saichiro Koshida
Zenshichi Ishii
Satoshi Furihata
Y. Yonezawa
T. Nakagami
Tako Iino

Par Liberiju:
Luis Ma. Soler

Par Lietavu:
Ing. K. Gaigalis

Par Luksemburgu:
Jaaques

Par Maroku:
Dubeauclard

Par Meksiku:
G. Estrada
Emilio Torres
Augustin Flores Jr.
S. Tayabas

Par Nikaragvu:
Jose Garcia-Plaza

Par Norvēģiju:
T. Engset
Hermod Petersen
Andr. Hadland

Par Jaunzelandi:
M. B. Esson

Par Panamas Republiku:
M. Lasso de la Vega

Par Holandi:
H. J. Boetje
H. C. Felser
C. H. de Vos
J. A. Bland v. d. Berg
W. Dogterom

Par Peru:
Juan de Osma

Par Persiju:
Mohsen Khan Rīas

Par Poliju:
Ing. H. Kowalski
St. Zuchmantowicz
Kazimirz Goebel
K. Krulisz
Kazimirz Szymanski

Par Portugali:
Miguel Vaz Duarte Bacclar
Jose de Liz Ferreira jr.
David de Sousa Pires
Joaquim Rodrigues Gonçalves

Par Rumāniju:
Ing. T. Tanasescu

Par Itālijas Somaliju:
G. Gneme

Par Zviedriju:
G. Wold

Par Siriju un Libanu:
M. Morillon

Par Čekoslovākiju:
Ing. Strnad
Dr Otto Kučera
Ing. Jaromir Svoboda
Vaclav Kučera

Par Tripolitāniju:
G. Gneme
D. Crety

Par Tunisu:
Crouzet

Par Turciju:
Fahri
I. Cemal
Mazhar

Par Padomju Sociālistisko Republiku Savienību:
Eugene Hirschfeld
Alexandre Kokadeev

Par Urugvaju:
Ad referendum du Gouvernement de l'Uruguay
Daniel Castellanos

Par Venecuelu:
Antonio Reyes
Cesar Marmol Cuervo

Par Dienvidslāviju:
D. A. Zlatanovitch

PIELIKUMS.

(sk. pirmā panta 2. §)

**Starptautiskā telekomunikāciju Konvencijā lietotu terminu apzīmējumi.**

Telekomunikācija: Telegrafa vai telefona satiksme, ko uztur ar dažādu zīmju, signālu, rakstu, attēlu un skaņu pārraidīšanas palīdzību pa vadu, radio vai lietojot kādu citu elektrisku vai optiksu (semafora) signalizācijas sistēmu vai paņēmienus.

Radiokumunikācija (radiosatiksme). (Radiocommunication): Satiksme ar Hertza viļņu palīdzību.

Radiotelegramma: Kustamas stacijas izejoša vai ienākoša telegramma, kas pārraidīta pilnīgi vai pa daļai pa kustama dienesta radiokomunikācijas ceļiem.

Valsts telegramma vai radiotelegramma: Telegramma, ko sūta:

a) valsts galva;
b) ministrs kā valdības loceklis;
c) līdzēju valdību koloniju, protektorātu, aizjūras teritoriju vai suverinitātei, autoritātei vai mandātam pakļautu teritoriju pārvaldnieki;
d) sauszemes, jūras un gaisa bruņoto spēku virspavēlnieki;
e) līdzēju valdību diplomātiskie un konsulārie aģenti;
f) Tautu Savienības ģenerālsekretārs,

kā arī atbildes uz šim telegrammām.

Dienesta telegrammas un radiotelegrammas: Telegrammas, ko sūta līdzēju valdību telekomunikāciju pārvaldes vai šo pārvalžu atzīti privāti uzņēmumi, ja telegrammas attiecas uz starptautiskām telekomunikācijām vai šo pārvalžu kopējiem korespondējošās publikas intereses skaroŝiem jautājumiem.

Privātas telegrammas un radiotelegrammas: Visas telegrammas un radiotelegrammas, kas nav dienesta vai valsts telegrammas un radiotelegrammas.

Publiska korespondence: Telekomunikācijas, kas publikas vajadzībām iekārtotām iestādēm un stacijām jāpieņem pārraidīšanai.

Privāts uzņēmums: Privāta persona, sabiedrība vai korporācija, kas nav valdības iestāde vai aģentūra, bet ir valdības atzīta un ekspluatē telekomunikācijas iekārtu publiskas korespondences izmaiņai.

Pārvalde: Valdības telekomunikācijas pārvalde.

Publisks dienests: Vispārējai publikas lietošanai iekārtots dienests.

Starptautisks dienests: Telekomunikācijas dienests starp dažādu zemju iestādēm vai stacijām vai starp kustama dienesta stacijām ,izņemot gadījumus, kad pēdējās ir vienas un tās pašas pavalstniecības un atrodas tās zemes robežās, pie kuŗas šis stacijas pieder. Iekšzemes vai nacionālais telekomunikācijas dienests, kas var būt cēlonis citu dienestu traucējumiem ārpus tās zemes robežām, kuŗā tas darbojas, uzskatāms šādu traucējumu ziņā par starptautisku dienestu.

Kustams dienests: Radiokomunikācijas dienests, kas norit starp kustamām un zemes stacijām vai arī starp kustamām stacijām, izņemot īpašus dienestus.

Ierobežots dienests: Dienests, kuŗu var izpildīt tikai sevišķi noteiktas personas, vai kas noteikts kādiem sevišķiem nolūkiem.

**PIELIKUMS.**

Savienības biroja piezīme.

Madrides starptautiskā telegrafa konference savā 8. pilnā sapulcē uzdeva Savienības birojam publicēt, kā parasti, galīgā izdevumā dažādus konferences aktus, ieteikumus un vēlēšanās, tāpat ari iekšējās kārtības reglamentu kā pamatu nākošo Madridei sekojošo konferenču lēmumu izstrādāšanai.

Šie ieteikumi, vēlēšanās un kārtības reglaments ir šādi:

**A. Ieteikumi.**

Savienības birojs (līdz šim Starptautiskais birojs).

Konferences darba personāla algas līdz šim ietilpa parastos izdevumos. Pēc komisijas domām šie algu izdevumi tāpat kā visi citi izdevumi pirms konferencēm, konferenču laikā un pēc konferencēm jāieved atsevišķā rēķinā.

Iespiedu darbu cenas nosakāmas, ievērojot, vismaz zināmā mērā, izgatavošanas faktiskos izdevumus. Šādā veidā aprēķinātas maksas ņemamas par iespieddarbiem, kuŗus izsniedz privātiem uzņēmumiem un to valstu pārvaldēm, kas nav līdzējas, tāpat ari pārvaldēm, kam ir tiesības uz bezmaksas eksemplāriem, bet kas pieprasa vēl zināmu skaitu papildām.

Šo maksu pašreiz nosaka pēc iespiešanas (salikuma, iespiešanas, papīra un brošēšanas) un pārsūtīšanas izdevumiem. Lai vairāk tuvinātos īstenai iespieddarbu izmaksai, ir vēlams, ka šiem izdevumiem turpmāk vēl pieskaitītu vienu procentu no vispārējiem izdevumiem. Šim procentam jābūt vienādam visiem iespieddarbiem un jānoteic Savienības birojam ik gadus.

(Apvienotās telegrafa un radiotelegrafa konferences Madridē 6. pilnā sapulce).

Ievads un paraksti. Balsstiesība.

Pilnsapulce nolemj, ka zemju nosaukumu ievietošanas kārtibai Konvencijas ievadā un parakstu kārtibai, tāpat arī vēlāk pievienotiem pievienošanās paziņojumiem nav nekāda sakara ar balsstiesību.

(Apvienotās telegrafa un radiotelegrafa konferences Madridē 7. pilnā sapulce).

**B. Vēlēšanās.**

Saisinātas adreses.

Konference izteic vēlēšanos, ka pārvaldes un sabiedrības, kas ekspluatē telekomunikācijas pēc iespējas samazinātu savu saisināto adrešu skaitu. Šim nolūkam Konference ieteic sekojošos saisinājumus vispārējai lietošanai.

Gentel — telekomunikācijas pārvaldes vai tikai telegrafa dienesta apzīmēšanai.
Phongen — telefona dienesta apzīmēšanai.
Radiogen — radio dienesta apzīmēšanai.
Telco — ekspluatācijas sabiedrību apzīmēšanai.

Pēdējā adrese vajadzības gadījumā papildināma ar sabiedrības saisinātu nosaukumu, pēc tās izvēles.

Piemēri: Telcoeast
Telcowun
Telcocial.

(Starptautiskās telegrafa konferences Madridē 4. pilnā sapulce un Starptautiskās radiotelegrafa konferences Madridē 4. pilnā sapulce).

C. C. I. T. ieteikumi.

Sapulce izteic vēlēšanos, ka C. C. I. T. un Sabiedrības birojam ieteicams pēc nākošās C. C. I. T. sanāksmes publicēt visus vēl spēkā esošos C. C. I. T. ieteikumus ar visiem to grozījumiem atsevišķā izdevumā. Šim izdevumam būtu jāsatur arī minētās sanāksmes ieteikumi.

(Starptautiskās telegrafa konferences Madridē 4. pilnā sapulce).

Maksājumu izlīdzināšanas birojs.

Beļģijas priekšlikumu par maksājumu izlīdzināšanas biroja iekārtošanu rūpīgi pārbaudija, un tam bija liela piekrišana. Mēs apsveiktu, ja kāda pārvalde ierosinātu šāda biroja ierīkošanu izmēģinājumam. Tādā kārtā gūtu piedzīvojumus šinī lietā. Nākošās konferences rīcībā tad būtu noteikti, uz piedzīvojumiem pamatoti dati, kas sekmētu jauna priekšlikuma izvirzīšanu. Pašlaik bez iepriekšēja izmēģinājuma mēs nevaram uzņemt Reglamentā noteikumus, kas praksē nav vēl pārbaudīti.

(Starptautiskās telegrafa konferences Madridē 2. pilnā sapulce).

Zemūdens kābeļu aizsardzība.

Ievērojot biežos bojājumus, kādus nodara zemūdens kābeļiem ar zvejas tīkliem, radot satiksmes traucējumus, konference izsaka vēlēšanos,

ka dalībnieces valdības censtos izlietot visus vajadzīgos līdzekļus, lai 1913. gada Londonas konferencē zemūdens kābeļu aizsardzībai pieņemtie pieci lēmumi tiktu noteikti izpildīti. Šos piecus lēmumus še atkārtojam.

I lēmums.

Kā zvejniecības, tā arī zemūdens kābeļu aizsardzības labā visas velkamās zvejas ierīces jāizgatavo un jālieto tādā veidā, lai pēc iespējas samazinātos tādu gadījumu skaits, kad šīs ierīces saskartos ar zemūdens kābeļiem jūŗas dibenā.

II lēmums.

Briesmu novēršanai, kas draud zemūdens kābeļiem, lietojot nepareizi izgatavotus vai sliktā kārtībā uzturētus tīklus vai citas velkamās zvejas ierīces, ir vēlams, ka katra valdība iekārtotu ar tās karogu peldošiem zvejas kuģiem zvejas ieriču pārraudzības dienestu.

III lēmums.

Lai pēc iespējas samazinātu zaudējumus kuģu ierīcēs (tīklos un citās velkamās ierīcēs, enkuros, ķēdēs un trosos), ir vēlams:

1. ka katra valdība katrā ostā ieceltu amata personu, kas pieņemtu Parīzē 1884. gadā parakstītās starptautiskās konvencijas zemūdens kābeļu aizsardzibai VII pantā minētos paziņojumus;

2) ka šī amata persona visātrākā laikā izmeklētu paziņojumā minēto gadījumu un bez kavēšanās sastādītu ziņojumu ne tikai tās zemes konsulātam, kuŗai pieder kābelis (1884. gada Starptautiskās konvencijas VII pants), bet arī tā kābeļa īpašniekam, kas bija par iemeslu kuģa ieriču zaudējumam. Ja īpašnieks nebūtu zināms, tad amata personai jāziņo savas pašas zemes telegrafa pārvaldei;

3. ka ja kābelim ir vairāk īpašnieku, tad to, kam atlīdzības pieprasījums pirmajam paziņots, pārējie īpašnieki pilnvarotu izmaksāt atlīdzību pēc 1884. gada konvencijas VII panta pēc tam, kad viņš pārliecinājies par pieprasījuma pamatotību. Šis īpašnieks patūrētu tiesību atprasīt no citiem īpašniekiem viņu maksājamās daļas;

4. ka katra zeme ieceltu sevišķu amata personu, kas nodarbotos ar visiem jautājumiem zaudējumu atmaksu pieprasījumu lietās un ka šīs dažādu zemju amata personas vajadzības gadījumā savā starpā sazinātos.

IV lēmums.

Ir vēlams, ka jūrnieku aprindas arodnieciskās izglītības ceļā informētu:

a) par zemūdens kābeļu izbūvi un lietošanu, par briesmām, neērtībām un zaudējumiem sakarā ar kābeļu bojājumiem;
b) par zaudējumu atmaksu, kuŗu var pieprasīt par katru zaudētu kuģu ierīci;
c) par paņēmienu, kā atbrīvot kābelī aizķērušos enkuru, nesabojājot kābeli, pie tam ievērojot, ka ar varu tas nav izdarāms, bet labāk ziedot enkuru, par kuŗu vēlāk var pieprasīt atlīdzību;
d) par sodu mēriem, kas noteikti 1884. g. zemūdens telegrafa kābeļu aizsardzibas konvencijā un kam padoti visi gadījumi, kad kābeļa bojājumam par cēloni bijis jaunprātīgs nolūks vai sodāma paviršība.

V lēmums.

Ir vēlams, ka dalībnieču zemju pārvaldes iekārtotu resp. turpinātu savā starpā tehniskas informācijas tiešu izmaiņu konferencē apskatītos jautājumos.

Konference piegriež sevišķu vērību tam, lai iepriekšminētie lēmumi tiktu piemēroti visdrīzākā laikā, izlietojot ari visus citus līdzekļus zemūdens kābeļu aizsardzībai.

(Starptautiskās telegrafa konferences Madridē 5. pilnā sapulce).

Savienības dokumentu publikācija un gada maksājumu nokārtošana.

Pilnā sapulce izteic vēlēšanos,

1) ka pārvaldes un sabiedrības atturētos pasūtināt Savienības birojā iespieddarbus, kas kārtīgai dienesta satiksmei nav nepieciešami vai kuŗiem nav nozīme vispārējā satiksmē;

2) ka visas pārvaldes noteiktā laikā nokārtotu savu gada dalības maksu un Savienības biroja rēķinus.

(Starptautiskās telegrafa konferences Madridē 2. pilnā sapulce).

Vēlēdamās sekmēt Savienības biroja cenšanos samazināt iespiešanas izdevumus, konference vienprātīgi ieteic pārvaldēm un sabiedrībām atteikties no publikācijām, kam Savienības pārējie locekļi nepiešķiŗ sevišķu nozīmi.

(Starptautiskās radiokonferences Madridē 2. pilnā sapulce).

Rēķinu kārtošana.

Lai pārvaldēm būtu noteikti zināms, kādā valūtā pēc šeit minētiem nosacījumiem (Telegrafa reglamenta, Parizes izdevuma, 81. pants, kas atvietots ar šā reglamenta Madrides izdevuma 88. pantu) tās varētu kārtot rēķinus, tad katra pārvalde ar Savienības biroja starpniecību paziņos, vai tās zemē galvenā emisijas banka vai kāda cita oficiāla emisijas iestāde pērk un pārdod zeltu vai zelta devizes par nacionālo naudu pēc likumiga vai, vienojoties ar valdibu, noteikta kursa. Pretējā gadījumā katrai pārvaldei, ja naudas apstākļi mainījušies, tāpat jāpaziņo, ka galvenā emisijas banka vai kāda cita oficiāla emisijas iestāde atkal pērk un pārdod zeltu vai zelta devizes par nacionālo naudu pēc likumiga vai, vienojoties ar valdibu, noteikta kursa.

(Starptautiskās telegrafa konferences Parīzē, 1925. g. 4. pilnā sapulce; teksts saskaņots ar Telegrafa reglamenta Madrides izdevuma 88. pantu).

Delegāciju vadītāju sanāksme pirms konferenču atklāšanas.

Pilnā sapulce izteica vēlēšanos, lai delegāciju vadītāji sapulcētos pirms konferenču atklāšanas rīcibas plāna sastādīšanai.

1) par komisijas sastādīšanu un sastāvu,
2) par priekšsēdētāju un priekšsēdētāju biedru amatu sadalījumu, tāpat
3) par darbu kārtibas noteikšanu.

(Apvienotās telegrafa un radiotelegrafa konferences Madridē 5. pilnā sapulce).

Pārskats par Konvenciju un Reglamentu nosacījumu izveidošanos.

Konference izteic vēlēšanos, lai Savienības birojs pēc jaunākiem datiem turpinātu papildināt Beļģijas telegrafa pārvaldes publicēto Pārskatu par Konvenciju un Reglamentu nosacījumu izveidošanos laikā no Parizes kongresa (1865) līdz Londonas konferencei (1903).

(Telegrafa konferences Madridē 4. pilnā sapulce.)

**C. Iekšējais reglaments.**

Madridei sekojošo konferenču lēmumu izstrādāšanai (sk. Konvencijas 20. panta 2.§).

1. pants.

Apzīmējumi.

1. §. Šinī reglamentā ar vārdu „delegāts" un „delegācija" apzīmēti valdību pilnvarotie pārstāvji.

2. §. Katrā delegācijā var ietilpt viens vai vairāk ierēdņu, viens vai vairāk tulku un viens vai vairāk lietpratēju.

3. §. Vārds „pārstāvji" apzīmē līdzēju valdību atzītu privātu uzņēmumu pārstāvjus.

4. §. Vārds „lietpratējs-klausītājs" apzīmē citu radiokomunikāciju uzņēmumu un radiokomunikācijā ieinteresētu starpvalstisku organismu pārstāvjus.

2. pants.

Uzaicinājumi uz konferenci.

1. §. (1) Valdība, kam uzticēta konferences sasaukšana (rīkotāja valdība), galīgi noteic dienu, kad jānotiek sanāksmei.

(2) Vienu gadu pirms šīs dienas šī valdība izsūta uzaicinājumus uz konferenci līdzējām valdībām. Pēdējās dara to zināmu to atzītiem privātiem uzņēmumiem un citiem uzņēmumiem un starpvalstiskiem organismiem, kas šinī lietā varētu būt ieinteresēti.

2. §. Šo uzņēmumu un organismu pieprasījumi pielaist tos konferencē jāiesūta rīkotājai valdībai (ar attiecīgās valdības starpniecību) vēlākais piecus mēnešus pēc tās dienas, kad ienācis rīkotājas valdības uzaicinājums.

3. §. (1) Rīkotāja valdība paziņo līdzējām valdībām četrus mēnešus pirms konferences sanāksmes ekspluatācijas uzņēmumu (atskaitot privātos uzņēmumus) un starpvalstisko organismu sarakstu, kas lūguši pielaišanu konferencē, un lūdz izteikties par šo pieprasījumu pieņemšanu vai noraidīšanu.

(2) Līdzējām valdībām jāatbild uz šo aptauju vēlākais divi mēnešus priekš konferences sanākšanas.

4. §. Konferencē pielaiž uzņēmumus un starpvalstiskus organismus, par kuru pielaišanu izteikusies vismaz puse no tām līdzējām valdībām, kas atbildējušas uz aptauju.

5. §. Par pārējo uzņēmumu un organismu pielaišanu vai nepielaišanu lemj pirmā pilnā sapulce.

3. pants.

Pielaišana konferencē.

1. §. Vispār konferences debatēs un darbos ņem dalību tikai delegāti, pārstāvji un 2. panta 4. § minēto uzņēmumu un organismu lietpratēji-klausītāji.

2. §. Pirmā pilnā sapulce izlemj, vai 2. panta 5. § minēto citu uzņēmumu un starpvalstisko organismu lietpratēji-klausītāji, kuru klātbūtne konferencē pielaista, var piedalīties pilnu sapulču un komisiju debatēs, un īsti kādu komisiju. Tikai pēc šā lēmuma lietpratējiem klausītājiem ir pieejamas sēžu telpas.

4. pants.

Privātu grupējumu piedalīšanās.

Pilna sapulce vai attiecīga komisija var pilnvarot grupējumus, kollektīvus vai atsevišķas personas iesniegt attiecīgai komisijai vai komisijām dažādus iesniegumus, vēlēšanās un apcerējumus vai piedalīties šo komisiju sēdēs. To pārstāvjiem ir tiesība ņemt dalību pārrunās tikai komisijas priekšsēža noteiktās robežās.

5. pants.

Atklāšanas sapulce.

Pirmo pilno sapulci atklāj tās zemes pārstāvis, kas organizējusi konferences sasaukšanu.

6. pants.

Priekšsēža un priekšsēža vietnieka vēlēšana.

Priekšsēdi un priekšsēža vietnieku izvēl pirmā pilnā sapulce.

7. pants.

Ģenerālsekretāriāts.

Konferencei iekārto ģenerālsekretāriātu, kurā ieiet Savienības biroja ierēdņi un, vajadzības gadījumā, ari konferences dalībnieču pārvalžu ierēdņi.

8. pants.

Priekšsēža tiesības.

(1) Priekšsēdis atklāj un slēdz pilnās sapulces, vada pārrunas un paziņo vēlēšanu iznākumus.

(2) Viņam padota konferences darbu vispārīgā vadība.

9. pants.

Komisiju iekārtošana.

Pilna sapulce var nodot apspriežamos jautājumus pārbaudei komisijās. Šīs komisijas var dibināt apakškomisijas vai komitejas.

10. pants.

Komisiju sastāvs.

1. §. Komisijas sastāda no pilnas sapulces nozīmētām delegācijām un pārstāvjiem.

2. §. Uzņēmumi, starpvalstiski organismi un grupējumi kolektīvi vai atsevišķas personas var ņemt dalību komisijās 3. un 4. pantā noteiktos gadījumos.

11. pants.

Komisiju priekšsēži un priekšsēžu vietnieki.

Konferences priekšsēdis uzaicina pilno sapulci apstiprināt katrā komisijā ievēlēto priekšsēdi, priekšsēža vietnieku vai vietniekus.

12. pants.

Pilno sapulču apspriežu protokoli.

1. §. Pilno sapulču apspriežu protokolus sastāda ģenerālsekretāriāta ierēdņi.

2. §. (1) Vispār protokolos atzīmē tikai ieteikumus vai priekšlikumus un viņu motivējumus īsā, kodolīgā veidā.

(2) Tomēr katram delegātam vai pārstāvim ir tiesība pieprasīt, lai katrs viņa paziņojums tiktu uzņemts protokolā vārds pēc vārda. Šādā gadījumā runas vārdiskais saturs jānodod sekretāriātā vēlākais divas stundas pēc pilnās sapulces beigām. Ieteicams šo iespēju izlietot ierobežotos apmēros.

13. pants.

Komisiju ziņojumi.

1. §. (1) Komisiju debates par atsevišķām sēdēm sakopo un izteic ziņojumos, kuros ietelp to dažādu pārrunu un uzskatu galvenais kodols, kas interesē arī pilno sapulci, tāpat arī priekšlikumi un slēdzieni, kas izriet no šīm debatēm.

(2) Katram delegātam vai pārstāvim ir tiesība pieprasīt, lai katrs viņa paziņojums tiktu uzņemts komisijas ziņojumā vārds pēc vārda. Šādā gadījumā runas vārdiskais saturs jānodod komisijas referentam vēlākais divas stundas pēc sēdes beigām. Ieteicams šo iespēju izlietot ierobežotos apmēros.

2. §. Ziņojumi jāapstiprina attiecīgām komisijām.

3. §. (1) Referentu ievēlēšanu ierosina komisijas priekšsēdis.

(2) Par referentiem izvēl delegātus vai pārstāvjus.

14. pants.

Sēžu protokolu un ziņojumu pieņemšana.

1. §. (1) Pēc vispārējās kārtības katras pilnas sapulces vai komisijas sēdes sākumā nolasa iepriekšējās sēdes protokolu vai ziņojumu.

(2) Tomēr, ja priekšsēdis to atrod par pietiekošu un neviens neceļ iebildumu, tad var aprobežoties ar jautājumu, vai sēdes dalībniekiem ir kāda piezīme pie protokola vai ziņojuma.

2. §. Sēdes protokolu vai ziņojumu pēc tam pieņem vai groza saskaņā ar iepriekš minētām piezīmēm, ja sapulce tām piekritusi.

3. §. Pēdējās pilnās sapulces protokolu pārbauda un pieņem šīs sapulces priekšsēdis.

15. pants.

Sēžu sasaukšana.

Pilnās sapulces un komisiju sēdes sasauc ar uzaicinājumiem pa pastu vai ar konferences sēdekļa vietā izliktu paziņojumu.

16. pants.

Sēdēšanas kārtība.

Katras delegācijas delegāti, ierēdņi, lietpratēji un tulki pilnās sapulcēs novietojas vienkopus. Delegācijas novieto sēžu zālē attiecīgo zemju franču nosaukumu alfabēta kārtībā.

17. pants.

Runu kārtība.

1. §. Delegāti un pārstāvji var uzsākt runu tikai pēc tam, kad priekšsēdis viņiem devis vārdu. Pēc vispārējās kārtības viņiem jāiesāk ar savas zemes vai sabiedrības nosaukšanu.

2. §. Katram delegātam vai pārstāvim, kas ņem vārdu, vajaga runāt lēni un skaidri, labi atdalot vārdus vienu no otra un biežāk apstājoties, lai visi sapulces dalībnieki pareizi izprastu viņa domu gājienu.

18. pants.

Pilnās sapulces konferences laikā iesniegti priekšlikumi.

1. §. Katrs delegāts vai pārstāvis var nolasīt vai pieprasīt, lai nolasa konferences laikā viņa iesniegtos priekšlikumus vai pārlabojumus, atļaujot viņam tos arī motivēt.

2. §. Katru priekšlikumu un pārlabojumu, neatkarīgi no tā, vai tas iesniegts pirms konferences vai iepriekšējā paragrafā norādītā kārtā, var pārrunāt un nobalsot tikai tādā gadījumā, ja vismaz viena cita delegācija viņu paraksta vai atbalsta.

19. pants.

Komisijās konferences laikā iesniegti priekšlikumi.

1. §. Priekšlikumi un pārlabojumi, kuŗus iesniedz pēc konferences atklāšanas, jānodod attiecīgas komisijas priekšsēdim vai kompetences šaubu gadījumā konferences priekšsēdim.

2. §. Katrs priekšlikums un katrs pārlabojums tā autoram jāiesniedz galīgā redakcijā, kādā tās jāievieto aktu krājumā.

3. §. Attiecīgās komisijas priekšsēdis izšķiŗ, vai priekšlikums resp. pārlabojums visiem delegātiem jādara zināms izdalot tā norakstus, vai paziņojot komisijas locekļiem par to mutes vārdiem.

20. pants.

Atlikti priekšlikumi.

Ja kādu priekšlikumu vai pārlabojumu atliek vēlākai izlemšanai, vai kad to pārbaude novēlojas, tad autoram pašam jāseko, lai šis priekšlikums vai pārlabojums nepaliktu neapspriests.

21. pants.

Lēmējas balsis Madrides konferencēs.

1. §. Sekojošie nosacījumi ir spēkā tikai Madrides konferenču pilnās sapulcēs, un tie nevar būt par precedentu nākotnē. Zemāk minētām zemēm vai zemju grupām, kas ņem dalību šinīs konferenceēs, ir tiesība katrai uz vienu lēmēju balsi.

Tās ir:

Latvija
Dienvidāfrikas ūnija
Vācija
Argentīnas Republika
Austrija
Austrālijas Federācija
Beļģija
Bolivija
Brazīlija
Kanada
Čile
Ķīna
Vatikāna valsts
Kolumbijas Republika
Šveices Konfederācija
Beļģu Kongo un Ruandas-Urundi mandāta teritorijas
Kostarikas Republika
Kūba
Dānija
Dancigas brīvpilsēta
Dominikānā Republika
Ēģipte
Ekvadora
Spānija
Marokas spāņu josla un visu spāņu koloniju kopība
Amerikas Savienotās Valstis
Amerikas Savienoto Valstu koloniju kopība
Etiopijas ķeizariste
Somija
Panāma
Paragvaja
Holande
Peru
Persija
Portugale
Portugales koloniju kopība
Marokas un Tunisas franču protektorāti
Rumānija
Francija
Franču koloniju, protektorātu un mandāta zemju kopība
Lielbritanija
Lielbritanijas koloniju, protektorātu, aizjūras teritoriju un Lielbritanijas mandātam vai suverenitātei pakļautu territoriju kopība
Grieķija
Gvatemāla
Hondūras Republika
Ungārija
Angļu Indija
Holandes Indija
Irijas Brīvvalsts
Islande
Italija
Italijas koloniju un Italijas Aigejas jūras salu kopība
Japāna
Chozena (Korcja), Taivana (Formoza), Karafuto (Japānu Sachalina), Kvantungas nomātā teritorija un Dienvidjūras japāņu mandāta salas
Libērijas Republika
Lietuva
Luksemburga
Meksika
Nikaragva
Norvēģija
Jaunzelande
Zviedrija
Čekoslovākija
Turcija
Padomju Sociālistisko Republiku Savienība
Urugvaja
Venecuēla
Jugoslavija

2. §. Vācijai un Padomju Sociālistisko Republiku Savienībai, ievērojot iepriekšējo konferenču tradīcijas, ir tiesība katrai uz vienu papildus balsi.

Piezīme pie 21. panta 2. §:

P. S. R. S. paziņojusi Savienības birojam sekošu rakstu (1933. g. 16. VIII. notifikācija № 190):

„Lūdzu ievērot, ka P. S. R. S. delegācija no šīs papildus balss tiesības ir atteikusies, jo tā ir pretrunā ar Padomju pamatnoteikumiem, un ka šī atteikšanās vēlāk, bet vēl konferenču laikā, apstiprināta no P. S. R. S. valdības."

3. §. Atkāpjoties no 1. § nosacījumiem, pie nobalsošanas par Reglamentiem zemes vai zemju grupas, kas ietilpst tikai Starptautiskā telegrafa savienībā vai tikai Starptautiskā radiotelegrafiskā savienībā, var izlietot savu balss tiesību tikai nobalsojot par Telegrafa un Telefona reglamentu vai tikai par Radiokomunikāciju reglamentiem.

4. §. (1) Katra delegācija var nobalsot tikai par to zemi vai zemju grupu, kuru viņa pārstāv. Spānijas, Amerikas Savienoto valstu un Lielbritanijas delegācijas var nobalsot arī par šo valstu koloniju un piederumu kopību.

(2) Delegācija, kas aiz dibinātiem iemesliem nevar kādā sēdē ņemt dalību, var pilnvarot kādu citu delegāciju nodot savu vai savas balsis. Viena delegācija tomēr nevar šādos apstākļos rīkoties ar vairāk nekā divu delegāciju balsīm, ieskaitot arī pašas balsi vai balsis.

22. pants.

Nobalsošana pilnā sapulcē.

Priekšlikums vai pārlabojums ir pieņemts pilnā sapulcē tikai tad, ja tas ieguvis nodoto balsu absolūto vairākumu. Ja balsis dalās divās līdzīgās daļās, tad priekšlikums vai pārlabojums skaitās par noraidītu.

23. pants.

Jaunu nosacījumu pieņemšana.

(1) Delegācijām, kuŗu viedoklim par kādu jaunu Konvencijas vai Reglamenta nosacijumu vairākums nepiekrīt, vispār jācenšas piemēroties vairākuma viedoklim.

(2) Ja tomēr kāda delegācija ieskata, ka šis vairākuma viedoklis varētu būt viņas valdībai par šķēršli jauno nosacijumu ratificēšanai, tad delegācija var formāli atteikties (galīgi vai pagaidām) pievienoties vairākuma viedoklim.

24. pants.

Nobalsošanas kārtība pilnās sapulcēs.

1. §. Pilnās sapulcēs, ievērojot 18. panta nosacijumus, par katru priekšlikumu vai pārlabojumu nobalso pēc iepriekšēja iztirzājuma.

2. §. Nobalsošanu izdara ar rokas pacelšanu. Ja par vairākumu rodas šaubas, pat pie nobalsošanas atkārtojuma, vai ja pieprasa balsu skaitīšanu, tad nobalsošanu izdara, izsaucot delegāciju nosaukumus franču valodā alfabēta kārtībā.

25. pants.

Balsstiesība komisijās.

Komisijās balso tās delegācijas, kas ir komisijas locekļi un kuŗām pēc 21. panta ir lēmējas balsis, tomēr ar ierobežojumu, ka katra delegācija nodod tikai vienu balsi.

26. pants.

Redakcijas komisija.

1. §. Konvencijas un Reglamentu teksts, kas dažādās komisijās, pamatojoties uz sakopotiem ieteikumiem, izteikts pēc iespējas galīgā veidā, jānodod redakcijas komisijai kuŗas pienākums ir, negrozot saturu pēc būtības, to izteikt pilnīgāk un apvienot jauno tekstu ar veco, negrozīto tekstu.

2. §. Sakopoto tekstu iesniedz pilnai sapulcei konferences apstiprinājumam. Konference to pieņem vai nosūta atpakaļ pārbaudei attiecīgā komisijā.

27. pants.

Otrais lasījums.

Konferences balsošanu rezultāti stājas spēkā tikai pēc tam, kad noticis otrais lasījums un pieņemti attiecīgie ar to saistītie papildus teksti.

28. pants.

Numerācija.

1. §. Revīzijai padoto aktu nodaļu, pantu, paragrafu u. t. t. numerāciju atstāj negrozītu līdz pirmam lasījumam pilnā sapulcē. No jauna pievienotos tekstus pagaidām apzīmē ar „bis", „ter" u. t. t. Svītroto tekstu numurus vairs neizlieto.

2. §. Nodaļu, pantu, paragrafu u. t. t. numerāciju pēc to pieņemšanas pirmā lasījumā uztic redakcijas komisijai.

29. pants.

Parakstīšana.

Uz konferences apspriežu pamata sastādītos aktus nodod parakstīšanai attiecīgi pilnvarotiem delegātiem viņu zemju alfabētiski sakārtotu franču nosaukumu kārtībā.

30. pants.

Publicējumi presē.

Presei var izsniegt par konferences darbu gaitu tikai tādas ziņas, kuŗu izsniegšanai piekrīt konferences priekšsēdis vai tā vietnieks.

31. pants.

Bezmaksas satiksme.

1. §. Delegātiem, 1. pantā minētiem pārstāvjiem, tāpat arī Savienības biroja pārstāvjiem ir tiesība uz bezmaksas pasta, telegrafa un telefona satiksmi rikotājas valdības saskaņā ar līdzējām valdībām un attiecīgiem privātiem uzņēmumiem noteiktās robežās.

2. §. Telefona un telegrafa bezmaksas lietošanas tiesības delegātiem un pārstāvjiem piešķirtas tikai satiksmē ar valdībām, pārvaldēm un attiecīgiem privātiem uzņēmumiem un ar viņu ģimenēm.

3. §. (1) Bezmaksas satiksmes tiesības nepiešķir lietpratējiem-klausītājiem, tāpat arī citiem privātiem uzņēmumiem, organismiem vai atsevišķām personām.

(2) Katra līdzēja valdība un katrs privāts uzņēmums piemēros vajadzīgos līdzekļus, lai nodrošinātu šo nosacijumu izpildīšanu.

(Turpinājums sekos.)

## Lēmums

**par servitūtu nodibināšanu grants bedŗu ierīkošanai, ceļu pārbūvēm, paplašināšanām, iztaisnošanai, jaunbūvēm un braukšanas servitūtu nodibināšanu.**

Pieņemts uz likuma par zemes ceļiem — Lik. kr. 1935. g. 113 — 50. un 57. p. pamata.

1. Grants bedŗu ierīkošanai šoseju un zemes ceļu izbūves un uzturēšanas vajadzībām, ceļu pārbūvēm, paplašināšanām, iztaisnošanai, jaunbūvēm un satiksmei ar starpgabaliem nodibināti sekošie servitūti:

**A. Grants bedŗu ierīkošanai:**

1) uz Paulinei - Zelmai Švarcs un Kristapam Švarcs piederošo zemi Jelgavas apriņķī, Naudītes pagastā, Kuge - Sesau mājās, zemes gr. reģ. № 3585 — 0,4271 ha;

2) uz Elzai - Katrīnei Ramlaus piederošo zemi Jelgavas apriņķī, Jēkabnieku pagastā, Jakstu mājas, zemes grām. reģ. № 5158 — 0,0970 ha;

3) uz Lībai Stebulnieks piederošo zemi Tukuma apriņķī, Zantes pagastā, Lejsētu mājās, zemes grām. reģ. №591 — 0,3307 ha;

4) uz Alīnei Zvirgzds piederošo zemi Cēsu apriņķī, Priekuļu pagastā, Mālīt-Jān № 14' mājās, zemes grām. reģ. № 4348 — 0,1408 ha;

5) uz Mikelim Ericham (viņš arī Eriks un Erkins) piederošo zemi Aizputes apriņķī, Kalvenes pagastā, Jaunaraju mājas, zemes grām. reģ. № 25 — 0,3322 ha;

6) uz Antonam Staņislava d. Mūrānam piederošo zemi Daugavpils apriņķī, Dagdas pagastā, Bižu sādžas viensētā № 21, zemes grām. reģ. № 26369 — 0,0680 ha;

7) uz Jonim Jura d. Vēlikam, Jēkabam Ondzulim, Francim Malnacim, Jēzupam Malnacim, Monikai Ondzuls, Gelenai Ondzuls, Annai Ondzuls, Ksaverijam Malnacim, Andrejam Vēlikam, Ksaverijam Vēlikam, Jānim Vēlikam, Teklai Ludvika m. Vēliks, Teklai Pētera m. Vēliks, Veronikai Vēliks, Marijai Vēliks, Ludvigam Vēliks, Jurim Ondzulim, Voicikam Ondzulim, Sebastjanam Ondzulim, Martai Ondzuls, Antonam Vēlikam, Jonim Staņislava d. Vēlikam, Voicekam Vēlikam, Annai Vēliks un Dārtai Vēliks piederošo zemi Daugavpils apriņķī, Liksnas pagastā, Aukstiņu sādžas kopīpašuma zemes gabala № 9, zemes grām. reģ. № 22655 — 0,1060 ha;

8) uz Darjai Bogdanovs piederošo zemi Daugavpils apriņķī, Ungurmuižas pagastā, Krustpils muižas zemes gabalā № 536, zemes grām. reģ. № 2489 — 0,2700 ha;

9) uz Klementijam Fedotovam un Varvarai Fedotovs piederošo zemi Daugavpils apriņķī, Kapiņu pagastā, Pustošku sādžas viensētā № 17, zemes grām. reģ. № 25420 — 0,2090 ha;

10) uz Jāzepam Tamans un Donatam Tamans piederošo zemi Ilūkstes apriņķī, Bebrenes pagastā, Eiļi № 114 mājās, zemes grām. reģ. № 1226 — 0,2000 ha;

11) uz Jānim Gičevskim piederošo zemi Ilūkstes apriņķī, Bebrenes pagastā, Pukianovkas I mājās, zemes grām. reģ. № 610 — 0,1295 ha;

12) uz Michailam Karoļkevičam piederošo zemi Ilūkstes apriņķī, Dēmenes pagastā, Šukelišķi 8 mājās, zemes grām. reģ. № 1421 — 0,1260 ha;

13) uz Varfolomejam Kuzņecovam piederošo zemi Ilūkstes apriņķī, Kurcuma pagastā, Gravēni № 7F mājās, zemes grām. reģ. № 4357 — 0,2007 ha;

14) uz Donatam Smans piederošo zemi Ilūkstes apriņķī, Kurcuma pagastā, Zemkopji № 14F mājas, zemes grām. reģ. № 4648 — 0,0839 ha;

15) uz Pāvelam Vucēnam piederošo zemi Ilūkstes apriņķī, Gārsenes pagastā, Bajāru № 49 mājās, zemes grām. reģ. № 1601 — 0, 4680 ha;

16) uz Antoninai Sangovičs piederošo zemi Ilūkstes apriņķī, Laucesas pagastā, Skirna № 25 mājas, zemes grām. reģ. № 969 — 0,1081 ha;

17) uz Annai, Kārlim, Josifam, Ignatam, Jānim, Michailam, Augustam, Annai un Marijai Isatiem piederošo zemi Ilūkstes apriņķī, Laucesas pagastā, Papušinas № 11 un № 12 mājās, zemes grām. reģ. № 637 — 0,0895 ha;

18) uz Veronikai Paberzs piederošo zemi Ilūkstes apriņķī, Laucesas pagastā, Janen № 4 — Lautcek mājās, zemes grām. reģ. № 630 — 0,5710 ha;

19) uz Donatam Žagaram, Jānim Zagaram, Jezupam Žagaram un Annai Žagars piederošo zemi Rēzeknes apriņķī, Andrupenes pagastā, Žerkļu sādžas viensētā № 9, zemes grām. reģ. № 24294 — 0,0932 ha;

20) uz Francim Tučam, Borbalai Tučs un Jūlijai Tučs piederošo zemi Rēzeknes apriņķī, Andrupenes pagastā, Pīragu sādžas viensētā № 26, zemes grām. reģ. № 29758 — 0,0894 ha;

21) uz Jegoram Klavcānam piederošo zemi Rēzeknes apriņķī, Maltas pagasta, Mozgiški folvarkā, zemes grām. reģ. № 1034 — 0,1048 ha;

22) uz Jēzupam Tirolam piederošo zemi Rēzeknes apriņķī, Makašēnu pagastā, Strankaļu sādžas viensētā № 3, zemes grām. reģ. № 17606 — 0,1323 ha;

23) uz Jonim Višniakovam piederošo zemi Rēzeknes apriņķī, Rēznas pagastā, Lipušku sādžas viensētā № 17, zemes grām. reģ. № 12425 — 0,0248 ha;

24) uz Tumasam Kizikam un Tadeušam Kizikam piederošo zemi Ludzas apriņķī, Kārsavas pagastā, Nuraugu sādžas viensētā № 4, zemes grām. reģ. № 5892 — 0,3230 ha;

25) uz Staņislavam Breidakam piederošo zemi Ludzas apriņķī, Mērdzenes pagastā, Samušu sādžas viensētā № 4, zemes grām. reģ. № 19605 — 0,0680 ha;

26) uz Osipam Klovānam piederošo zemi Ludzas apriņķī, Nīrzas pagastā, Mazo Zuriļu sādžas viensētā № 1, zemes grām. reģ. № 14456 — 0,0660 ha;

27) uz Aleksandram Mucjanko un Leonardai Mucjanko piederošo zemi Ludzas apriņķī, Pasienas pagastā, Zastenoks Zilli mājās, zemes grām. reģ. № 593 — 0,0430 ha;

28) uz Lizetei Eglitei piederošo zemi Valkas apriņķī, Cirgaļu pagastā, Klinšu № 230F, 230Fa mājās, zemes grām. reģ. № 17786 — 0,2662 ha;

29) uz Eduardam Baļodim piederošo zemi Valkas apriņķī, Gaujienas pagastā, Baložu № 83F, 83Fa mājās, zemes grām. reģ. № 6869 — 0,0600 ha;

30) uz Kārlim Rumpenbergam piederošo zemi Ventspils apriņķī, Dundagas pagastā, Akmeņkalnu mājās, zemes grām. reģ. № 2132 — 0,0673 ha;

31) uz Jānim Freimanim piederošo zemi Talsu apriņķī, Virbu pagastā, Avotu № 7F mājās, zemes grām. reģ. № 3577 — 0,0698 ha;

32) uz Jānim Endzelim (Hendzelim) piederošo zemi Talsu apriņķī, Virbu pagastā, Silling mājās, zemes grām. reģ. № 2178 — 0,2000 ha;

33) uz Fricim Krūmiņam piederošo zemi Talsu apriņķī, Stendes pagastā, Mellup mājas, zemes grām. reģ. № 1730 — 0,2668 ha;

34) uz Gustam Ampermanim piederošo zemi Valmieras apriņķī, Alojas pagastā, Jaun-Jurkiņu mājās, zemes grām. reģ. № 3650 — 0,0397 ha;

35) uz Annai Blumbergs piederošo zemi Valmieras apriņķī, Kauguru pagastā, Baložu mājās, zemes grām. reģ. № 800 — 0,0976 ha;

36) uz Jānim Majoram piederošo zemi Valmieras apriņķī, Ozolu pagastā, Zvirgzdu № 37F mājās, zemes grām. reģ. № 4690 — 0,0878 ha;

37) uz Jānim Bašēnam piederošo zemi Valmieras apriņķī, Ozolu pagastā, Noriņu № 36F mājās, zemes grām. reģ. № 4797 — 0,0560 ha;

38) uz Ernāi - Tatjanai Škāns piederošo zemi Madonas apriņķī, Bērzaunes pagastā, Vezunānu № 36 mājās, zemes grām. reģ. № 573 — 0,1595 ha;

39) uz Jānim Jēkabsonam piederošo zemi Madonas apriņķī, Liepkalnes pagastā, Viesturu № 8F, 8Fa mājās, zemes grām. reģ. № 14579 — 0,1618 ha;

40) uz Gulbenes lauksaimniecības biedrības krājaizdevu sabiedrībai piederošo zemi Madonas apriņķī, Litenes pagastā, Skujenieku № 31 mājās, zemes grām. reģ. № 1396 — 0,1610 ha;

41) uz Ernestam - Aleksandram Vējiņam piederošo zemi Madonas apriņķī, Litenes pagastā, Priednieku - Vējiņu № 48 mājās, zemes grām. reģ. № 1986 — 0,1062 ha;

42) uz Augustam Runcim piederošo zemi Madonas apriņķī, Liezeres pagastā, Uplejas № 85F mājās, zemes grām. reģ. № 6011 — 0,0976 ha;

43) uz Jānim Teodoram Lēģeram piederošo zemi Madonas apriņķī, Liezeres pagastā, Kalna - Sēnuļu № 8F mājas, zemes grām. reģ. № 9852 — 0,0839 ha;

44) uz Martai - Lūcijai Trops piederošo zemi Madonas apriņķī, Meirānu pagastā, Rožulauku № 117F, 117Fa mājās, zemes grām. reģ. № 5672 — 0,1192 ha;

45) uz Pēterim Žīgurām piederošo zemi Madonas apriņķī, Meirānu pagastā, Kozariet - Erman - Bērziņ № 81 mājās, zemes grām. reģ. № 3045 — 0,1440 ha;

46) uz Jānim Utnānam piederošo zemi Madonas apriņķī, Mētrienas pagastā, Lapsenes № 104F, 104Fa mājās, zemes grām. reģ. № 10542 — 0,0250 ha;

47) uz Jānim Ankravam piederošo zemi Madonas apriņķī, Sarkaņu pagastā, Kalna - Jaunzemu mājas, zemes grām. reģ. № 1776 — 0,0861 ha;

48) uz Pēterim - Alfrēdam Vītolam piederošo zemi Madonas apriņķī, Sarkaņu pagastā, Vidus - Rakutu mājās, zemes grām. reģ. № 2155 — 0,0652 ha;

49) uz Pēterim Gruntem piederošo zemi Madonas apriņķī, Vestienas pagastā, Vec-Sinku № 15 mājas, zemes grām. reģ. № 52 — 0,0819 ha;

50) uz Kārzdabas pareizticīgo baznīcai piederošo zemi Madonas apriņķī, Kārzdabas pagastā, Kārzdabas pareizticīgo mācītāja fermā, zemes grām. reģ. № 14589 — 0,1264 ha;

51) uz Jānim Eglonam piederošo zemi Jēkabpils apriņķī, Ābeļu pagastā, Tālavas № 44F, 44Fa mājās, zemes grām. reģ. № 7662 — 0,5400 ha;

52) uz Annai - Elvīrai - Lizabetei Mekers piederošo zemi Jēkabpils apriņķī, Dignājas pagastā, Vimbar № 91 mājās, zemes grām. reģ. № 1560 — 0,2030 ha;

53) uz Fricim Saulītim piederošo zemi Jēkabpils apriņķī, Seces pagastā, Vītaures № 4F mājās, zemes grām. reģ. № 4854 — 0,3566 ha;

54) uz Jānim Cīrulim piederošo zemi Jēkabpils apriņķī, Sunākstes pagastā, Vāverīšu № 46 mājās, zemes grām. reģ. № 2272 — 0,3870 ha;

55) uz Stepānam Supjevam un Kazimiram Supjevam piederošo zemi Jaunlatgales apriņķī, Viļākas pagastā, Slotukalna (Slutopustošas) sādžas viensētā № 2, zemes grām. reģ. № 7128 — 0,0942 ha;

56) uz Semenam Širajevam piederošo zemi Jaunlatgales apriņķī, Kacēnu pagastā, Anaškinas pustošas zemes gabalā № 1, zemes grām. reģ. № 1673 — 0,1578 ha;

57) uz Maksimam Bezmenovam piederošo zemi Jaunlatgales apriņķī, Škilbēnu pagastā, Ļipovkas sādžas - fermas viensētā № 2, zemes grām. reģ. № 4488 — 0,0615 ha;

**B. Rīgas - Tīnužu I šķ. ceļa pārbūvei.**

58) uz Kārlim Freijam piederošo zemi Rīgas apriņķī, Ikšķiles pagastā, Augstkalnu № 34F mājās, zemes grām. reģ. № 4306 — 0,5355 ha;

59) uz Kārlim Bramanim piederošo zemi Rīgas apriņķī, Ikšķiles pagastā, Upenieku № 35F mājās, zemes grām. reģ. № 4307 — 0,3345 ha;

**C. Vm 347. Teteŗu - Ģerķišu III šķ. ceļa iztaisnošanai.**

60) uz Leonidam Brikmanim piederošo zemi Valmieras apriņķī, Limbažu pagastā, Ģerķišu mājās, zemes grām. reģ. № 2379 — 0,1075 ha;

61) uz Jānim Maurišam piederošo zemi Valmieras apriņķī, Limbažu pagastā, Jaun - Immaku mājās, zemes grām. reģ. № 7120 — 0,4584 ha;

62) uz Jūlai Dalbiņš piederošo zemi Valmieras apriņķī, Limbažu pagastā, Rentes № 20 mājas, zemes grām. reģ. № 2380 — 0,2064 ha;

63) uz Zelmai - Matildei Leinasars, Annai Eglīts, Līzai Eglīts, Andrejam Pakrastiņam, Marijai Eglīts un Jānim Eglītim piederošo zemi Valmieras apriņķī, Limbažu pagastā, Pelodu № 16 mājas, zemes grām. reģ. № 3021 — 0,1471 ha;

**D. Krasnaja - Sprukstu III šķ. ceļa paplašināšanai.**

64) uz Jevlampijam Ivanovam piederošo zemi Daugavpils apriņķī, Naujenes pagastā, Berezovkas sādžas viensētā № 2, zemes grām. reģ. № 25511 — 0,0140 ha;

**E. Mežmaļu māju IV šķ. ceļa ierīkošanai.**

65) uz Vincentam Kivliņam piederošo zemi Ilūkstes apriņķī, Dvietes pagastā, Rušo № 159 mājas, zemes grām. reģ. № 764 — 0,1061 ha;

66) uz Andrejam Kriškanam un Georgam Kuškim piederošo zemi Ilūkstes apriņķī, Dvietes pagastā, Cukriņu № 156 mājās, zemes grām. reģ. № 762 — 0,1061 ha;

**F. Ogorodņikova IV šķ. ceļa ierīkošanai.**

67) uz Sidoram Gusevam piederošo zemi Rēzeknes apriņķī, Silajāņu pagastā, Červoniku sādžas viensētā № 24, zemes grām. reģ. 21295 — 0,0893 ha;

**G. Dzirnieku māju pļavu IV šķiras ceļa ierīkošanai.**

68) uz Jānim Grundmanim piederošo zemi Kuldīgas apriņķī, Planicas pagastā, Dzirnieku № 12 mājās, zemes grām. reģ. № 3095 — 0,1245 ha;

**H. Auziņu dzirnavu — Trakšu IV šķiras ceļa ierīkošanai.**

69) uz Pēterim Berķim piederošo zemi Madonas apriņķī, Praulienas pagastā, Trakšu - Upenieku mājās, zemes grām. reģ. № 110 — 0,0558 ha;

70) uz Paulim Berķim piederošo zemi Madonas apriņķī, Praulienas pagasta, Priedes - Trakšu mājās, zemes grām. reģ. № 6130 — 0,0540 ha;

**J. Braukšanas servitūta nodibināšana.**

71) pa Annai Tālens piederošo Valkas apriņķa, Smiltenes pagasta, Jaun - Tālēnu māju (zemes gr. reģ. № 748) zemi satiksmes uzturēšanai Valkas apriņķa, Smiltenes pagasta, Lejas-Siklēnu māju iedzīvotājiem.

2. Iepriekšējā (1.) pantā minēto zemes gabalu robežas dabā apzīmē Satiksmes ministrija.

1936. g. 1. septembrī.

Ministru Prezidents K. Ulmanis.

Satiksmes ministrs B. Einbergs.

---

# Valdības rīkojumi un pavēles.

## Papildus saistošie noteikumi par dzirnavās pārstrādājamo labību.

Izdoti uz likuma par labības tirgus kārtošanu (Lik. kr. 1934. g. 233) 7. p. pamata.

1. Lai nesadārdzinātos rudzu un kviešu miltu un arī maizes cenas apvidos, kur nevar brīvā tirgū rudzus un kviešus iepirkt, Ministru kabinets š. g. 1. oktobrī ir noteicis dzirnavām, tirgotājiem un personām, kas pārstrādā 100% no Labības biroja krājumiem iepirktos rudzus un kviešus, sekošas pazeminātas cenas:

| | | |
|---|---|---|
| kaltētiem rudziem . . | Ls 165,— | tonnā |
| nekaltētiem rudziem . | Ls 160,— | „ |
| kaltētiem kviešiem . . | Ls 235,— | „ |
| nekaltētiem kviešiem . | Ls 230,— | „ |

2. Firmām, uzņēmumiem un personām, kas vēlas izmantot pazeminātās rudzu un kviešu cenas, jāiesniedz lūgums Labības birojam, kas izsniedz minētam nolūkam sevišķas atļaujas. Labību iepērkot, atļaujas jāuzrāda Labības biroja elevātoru un noliktavu pārziņiem.

3. Firmām, uzņēmumiem un personām, kuŗām atļauts iepirkt rudzus un kviešus par pazeminatām cenām, aizliegts iepirkt un pārstrādāt brīvas tirdzniecības rudzus un kviešus un arī paaugstināt pastāvošas miltu un maizes cenas.

4. Rajonus, kuŗos atļauj pārdot rudzus un kviešus par pazeminātām cenām, nosaka zemkopības ministrs.

5. Par pazeminātō cenu pārdotiem rudziem un kviešiem Labības birojs līdz ar ordriem izsniedz sevišķu pārstrādāšanas atļauju, kas obligātoriski jāpievieno dzirnavu grāmatvedības dokumentiem.

6. Firmām, uzņēmumiem un personām, kas pārstrādā brīvā tirgū iepirktos rudzus un kviešus ar piemaluma no Labības biroja, paliek spēkā līdzšinējās rudzu un kviešu pārdošanas cenas.

7. Šo noteikumu pārkāpējus zemkopības ministrs var sodīt ar naudas sodu līdz Ls 10.000,—, vai slēgt viņu uzņēmumus, vai arī uzlikt abus šos sodus kopā.

Šie papildus saistošie noteikumi spēkā ar izsludināšanas dienu līdz 1937. gada 25. augustam.

Rīgā, 1936. g. 7. oktobrī.

Zemkopības ministrs J. Birznieks.

Labības biroja direktors A. Kaksis.

## Rīkojums.

1935. g. 15. oktobra apstiprināto „Nosacījumi par meža pārdošanu valsts mežos" 11. pantu izteikt šādi:

11.

Mežu cirst un materiālus izvest no 1. maija līdz 15. septembrim vispārīgi aizliegts, bet nepieciešamības gadījumā šie darbi pielaižami ar Mežu departamenta atļauju, pie kam pircējam jāpilda departamenta uzstādītie noteikumi par meža aizsardzību pret uguni un ceļu labošanu. Meža materiālus sagatavot un izvest atļauts vienīgi dienas laikā, sākot ar 1 stundu pirms saules lēkta un beidzot ar 1 stundu pēc saules norietēšanas. Virsmežzinim tiesība prasīt, lai pircējs uzsit izvedamiem materiāliem savu zīmi, bet šādas zīmes uzsišana vēl nenozīmē īpašuma tiesību pariešanu uz pircēju (5. §). Neatvēlētā laikā izcirstie un izvestie materiāli, tāpat arī materiāli, kas izvesti bez pircēja zīmēm, ja tādas virsmežzinis ir prasījis, pāriet valsts īpašumā. Sagatavotie neskaldītie skuju koku būv- un malkas materiāli, ja tie vasaru paliek mežniecības robežas, tapat arī skuju koku celmi jānomizo līdz 1. jūnijam, un izcirstās vietas, neatkarīgi no līguma termiņa notecēšanas, jānotīra katru gadu līdz 1. maijam. Ja visas valstij pēc šī līguma pienākošās summas vēl nav samaksātas, pircējam katru gadu līdz 1. jūnijam uz sava rēķina jāgādā par sagatavoto, bet pēc 1. maija mežā palikušo vai uz krautuvēm izvesto materiālu aizsardzību pret bojāšanos.

Koksnes taupības nolūkos izmantojami arī meža materiālu atkritumi (galotnes, rupjākie zari, tēsto materiālu skaidas un tml.). Ja pircējs tos neizmantotu, tie jāatstāj uz vietas mežu administrācijas rīcībā un, savākti kārtīgās čupās, saskaņā ar viņas norādījumiem, bez kādas atlīdzības pircējam vai atsevišķos gadījumos, uz virsmežziņa pieprasījumu, jāsadedzina. Sīkie zariņi, skujas un citi sīki atkritumi pircējam jāsadedzina. Meža materiālu atkritumus sadedzināt atļauts laikā no 15. septembra līdz 15. aprīlim. Ja sagatavoto materiālu un celmu nomizošana, materiālu aizsardzība pret bojāšanos, cirtumu vietu satīrīšana, atkritumu savākšana vai to sadedzināšana nav pienācīgi izdarīta saskaņā ar šo pantu, tad šos darbus izdara mežu resors uz drošības naudas rēķina.

Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī. 23823.

Zemkopības ministrs J. Birznieks.

Mežu depart. direktors J. Ozols.

# Valdības iestāžu paziņojumi.

## Pasts, telegrafs un telefons.

Atvērta Rimzatu telefona palignodaļa — Kuldīgas apr. Kuldīgas pagastā.

Ierīkotas publiskas telefona sarunu vietas: Brasla — Rīgā, Braslas dzelzceļu stacijā; Goba — Bauskas apr. Gobas dzelzc. staicjā; Mangaļi — Rīgā, Mangaļu dzelzc. stacijā; Mežciems — Madonas apr. Mežciema dzelzc. stacijā; Padone — Liepājas apr. Padones dzelzc. stacijā; Rinuži — Rīgas apr. Rinužu dzelzc. stacijā.

Pārveidota Apses telefona palīgnodaļa Valmieras apr. Skaņkalnes pag. par pasta un telefona palīgnodaļu ar visām pasta operācijām.

Iekārtotas naudas parvedumu, paku, pasta tekošu rēķinu un krājkases operācijas sekojošās palīgnodaļas: Klintene — Rīgas apr. Klintenes dzelzc. stacijā; Lejaskrogus — Aizputes apr. Valtaiķu pagasta; Pulkarne — Rīgas apr. Doles pagastā.

Iekārtota telegrammu piegāde adresātiem sekojošās pasta un telefona palīgnodaļās: Jaunmuiža — Kuldīgas apr. Lutriņu pagastā; Zirņi — Kuldīgas apr. Skrundas pagastā.

Slēgta Dūrupes pasta palīgnodaļa Kuldīgas apr. Vārmes pagastā.

Pasta un telegr. direktors H. Resnais.
Ekspluat. pārvaldes priekšn. V. Krūmiņš.

## Paziņojums
### Rīgā dzīvojošiem valsts darbiniekiem.

Veselības departaments paziņo, ka Dr Eduards Šable pieņemts par valsts darbinieku rajonārstu sieviešu slimībās un dzemdēšanas palīdzībā Rīgā. Slimniekus pieņem Ģertrūdes ielā 23, 1. dz., no plkst. 9 līdz 10 un no 16—18.

Direktora v. i. Dr O. Alks.
Valsts darb. ārstn. nod. vadīt. Dr Driba.

## Jelgavas apgabaltiesas priekšsēdētāja paziņojums.

Šī gada 30. septembrī mirušā Jelgavas apr. 2. iec. tiesu izpildītāja Jāņa **Viksnes** vietā ar š. g. 1. oktobra 32. rīkojumu iecelts Jelgavas apgabaltiesas sekretāra palīgs Gotfrīds Freigangs.

G. Freiganga kancleja atrodas Jelgavā, Annas ielā 7.

Jelgavā, 1936. g. 5. oktobrī.

Priekšsēdētājs E. Feldmanis.
Sekretārs A. Veidenbergs.

---

# Finanču ministrs L. Ēķis

sakarā ar valūtas reformu 7. oktobrī bija aicinājis uz apspriedi mūsu rūpniecības vadošos darbiniekus. Par šo apspriedi finanču ministrs preses pārstāvjiem deva šādus paskaidrojumus:

„Šodienas apspriedē rūpnieki bija pulcējušies kuplā skaitā. Tika ļoti dzīvi pārrunātas visas problēmas, ko izsaukusi lata piedzīdzināšana angļu mārciņai. Kurava kungs, kā Rīgas rūpnieku biedrības pārstāvis, sākumā deva pārskatu par visām rūpniecības nozarēm, ka pēc pašu rūpnieku ieskatiem viņu darbība un ražojumu pašizmaksa ir iespaidota ar lata piesaistīšanu angļu mārciņai. Es no savas puses ievadīju pārrunas tādā virzienā, ka vispirms uz rūpniecības ražojumu pašizmaksu kursa grozīšana neatstāj vienādu iespaidu visās rūpniecības nozarēs, kā tas ir, piem., importa tirdzniecībā, jo rūpniecībā ārzemju izejvielas, kuŗas samaksājamas valūtā, ir ārkārtīgi dažādas un grozās. Ārzemju izejvielu vērtība no ražojumu kopvērtības, procentos izteicot, ir ļoti dažāda — dažām tā ir 7%, dažām 5%, dažām 50%, dažām 20%, dažām 16%, dažām 25%, vārdu sakot, tā grozās no 5 līdz 50%. Piemēram, šokolādes un konfekšu rūpniecībā ārzemju izejvielu vērtība ir 7%, mašīnu rūpniecībā — 11%, gumijas rūpniecībā — 20%, kokvilnas un zīda rūpniecībā — apm. 40% vai mazāk, vilnas rūpniecībā — ap 50%. Izejot no šim ārzemju materiālu vērtībām ražojumu pašizmaksā, arī kursa grozīšana uz augšu vai uz zemi par vēl mazāku procentu iespaido visas kopražojumu cenas pieaugumu vai krītumu.

Pārrunājām arī kādu iespaidu atstāj eventuāla akmeņogļu sadārdzināšanās, un šeit konstatējām, ka akmeņogļu vai ārzemju kurināmo vielu — koksa un ogļu kopā — procents ražojumu vērtībā ir atkal pavisam daudzos gadījumos nenozīmīgs un variē no 0,1% līdz —augstākais — 10%, pie kam 10% ir tikai papīrrūpniecībā. Citur šis procents grozās ap 1, 2, 1,5 un 1,4%. Slēdziens no tā ir tāds: ja arī pieņemtu, ka akmeņogles vēlākā attīstībā sadārdzinātos, nekāds iespaids uz rūpniecības ražojumu pašizmaksu no tāda sadārdzinājuma tomēr nevar iznākt.

Tāpat kā apspriedē ar tirgotājiem, arī tagad no savas puses norādīju uz tiem ieguvumiem, ko ir ieguvušas rūpniecības, maksājot savus agrākos ļoti lielos parādus ar devalvētām mārciņām vai dolāriem. Šādu peļņas rašanos rūpnieki arī nenoliedza, tikai aizrādīja, ka ja šī peļņa nebūtu bijusi, tad viņi nebūtu varējuši izturēt krizes gadus, kuŗos viņiem nācies atkal zaudēt diezgan biežo viņu klientu - tirgotāju bankrotu dēļ. Eksporta rūpniecība, bez šaubām, ir ļoti apmierināta ar pārgrozīto stāvokli, bet arī tai, kā apspriedē aizrādīja no finieru rūpniecības puses, esot zināmas grūtības, jo paši eksportieri tagad it kā savā starpā konkurējot un nositot cenas ārzemēs saviem ražojumiem. Šai ziņā, bez šaubām, no valdības puses būs jālieto visi līdzekļi, lai šādas parādības novērstu.

Tāpat kā pie importieriem, viena no galvenām grūtībām un pārrunu tematiem bija attiecības ar Vāciju. Daudzi rūpnieki te esot ļoti grūtā un neciešamā stāvoklī, jo par jau pardotām precēm ir jāmaksā ar jauno kursu, kurpretim jaunā kursa iespaids uz cenām nav ņemts nemaz vērā, un arī tagad netiek atļauts to ņemt vērā, kamēr vēl vecie krājumi ir fabriku rīcībā un parstrādāšana. Tāpat kā tirgotājiem arī rūpniekiem no savas puses aizrādīju, ka nepieciešams sociālā miera uzturēšanas labā un spekulāciju apkarošanas dēļ, tāpat kā arī laika iegūšanai kalkulācijām uzturet līdzšinējās cenas, neskatoties uz to, kādu iespaidu tas atstāj uz viena vai otra rūpniecības uzņēmuma peļņu un kalkulācijām pārejas laikmetā. Tika pastrīpots arī, ka valdības noteiktā grība ir cenu līmeni atstāt tādu, lai tas neceltu dzīves dārdzību visā visumā. Ja arī atsevišķie preču posteņi nedaudz grozītos, tad ar tiešiem un netiešiem līdzekļiem jāpanāk, lai vispārējais līmenis paliktu tāds, kāds tas ir pašlaik. Es aizrādīju, ka rūpniekiem turpmāk jārēķinās ar stiprāku konkurenci un mazliet mazāku aizsardzību no Valūtas komisijas un eventuāli varbūt arī pat no muitas puses, jo nav nekāda iemesla uzturēt ražojumu cenas nepamatoti augstā līmenī, ja citur tos var saņemt lētāk un ja mūsu dabīgiem ražojumiem ir pietiekošas eksporta iespējas. Bez šaubām, cenu līmeņa uzturēšanā, kā arī preču krājumu pietiekošā uzturēšanā nevarēs iet tik tālu, lai ilgos gados mūsu zemē jau iedzīvojušās rūpniecības nozares varētu tikt skartas tik tālu, ka tām eksistence kļūtu grūta vai pat neiespējama. Šai ziņā arī rūpniecības var sagaidīt pretimnākšanu no mūsu bankām kredītu ziņā un ārzemju izejvielu salētināšana tur, kur līdz šim varbūt ir bijušas pārāk augstas muitas un kur vietējai rūpniecībai nebūtu panesama stingrāka konkurence ar konkurējošo ārzemnieku.

Apskatot atsevišķas rūpniecības nozares, ir konstatējams — vismaz no rūpnieku pašu izteiktiem atzinumiem un viedokļa, — ka grūts stāvoklis ir vilnas rūpniecībai, kuŗai neesot nekādu rezervju un kuŗa arī pagājušos gados ir strādājusi ar mazu peļņu un dažos gadījumos pat bez peļņas. Ķīmiskā rūpniecībā no pašu rūpnieku viedokļa viss varētu palikt pa vecam, ja dažos punktos varbūt grozītos un izlīdzinātos muitas uz agrāko gadu līmeņa. Gumijas rūpniecība cer eventuālo arzemju izejvielu sadārdzināšanos izlīdzināt ar pastiprinātu eksportu, kur dabīgi iegūs daudz vairāk nekā līdz šim. Mākslīga zīda rūpniecībā ir zināmas grūtības dažiem uzņēmumiem, kas ir kreditējušies ārzemēs un tagad ir parādā ārzemju valūtu. Bet šīs grūtības neesot nepārvaramas, un ar zināmu pārorientēšanos jēlvielu piegādē, ņemot tās no citām valstīm nekā tagad, varēšot iztikt bez kādiem satricinājumiem, nepaaugstinot pastāvošo cenu līmeni. Tāpat arī lielāku grūtību neredz saldumu rūpniecība, lai gan tās pārstāvji uzsvēra, ka saldumu rūpniecības galvenām izejvielām esot pārāk augstas muitas un viņas ražojumu cenas arī pirms lata piedzīdzināšanas angļu mārciņai esot bijušas pārāk augstas, salīdzinot ar kaimiņu zemēm. Tabakas rūpniecība, vismaz uz lētākām šķirnēm, arī neprasa nekādus cenu grozījumus. Tikai uz dārgākām šķirnēm varbūt būšot nepieciešami vai nu cenu, vai dažu nodokļu grozījumi. Grāmatu rūpniecība varēšot iztikt ar tagadējo stāvokli, ja krāsas nepaliktu dārgākas. Ķīmiskai rūpniecībai iespējams pārorientēties no dārgākām valstīm uz lētākām un tādā celā iztikt bez kaut kādas tiešas vai netiešas palīdzēšanas. Kosmetiskā rūpniecība cer savus iepirkumus novirzīt uz Franciju, kur kursu grozīšana izlīdzina starpību starp franku un latu.

Daži rūpnieki aizrādīja, it kā būvniecībā izejvielas esot sadārdzinātas, neskatoties uz aizliegumu un cenu inspektora rīkojumu. Šos gadījumus pārbauda, un, kur šādu cenu nepamatotu paaugstināšanu konstatēs, bez šaubām būs jārīkojas cenu inspektoram savu likumu un rīkojumu robežās ar spaidu līdzekļiem, jo sevišķi šai nozarē, kur izejvielas ir pašu zemē ražotas, nav ne mazākā pamata jebkādam cenu grozījumam. Daži no kokrūpniekiem tomēr aizrādīja, ka cenas starptautiskā tirgū vispār esot cēlušās neatkarīgi no kursiem, un šāda parādība esot novērojama jau kopš vasaras beigām.

Kokvilnas rūpnieki no savas puses sniedza garāku pārskatu par šīs diezgan plašās un svarīgās nozares stāvokli. Gala slēdziens bija tāds, ka ja grozītu dažas nodokļu pozicijas, tad nebūtu iemesla cenu pacēlumam uz gatavo produktu, t. i. uz audumiem; neliels cenu pacēlums, pēc pašu rūpnieku domām, neesot izbēgams uz dzijām un diegiem.

Apspriedi beidzot, vienojāmies, ka arī rūpnieki pārejas laikā iztiks ar mazāku peļņu vai arī atsevišķos gadījumos ar nelieliem zaudējumiem, kamēr vispusīgi pārbaudīs visus jaunās reformas iespaidus uz visu saimniecisko dzīvi un sevišķi uz cenu līmeni, un atradīs līdzekļus cenu līmeņa celšanās tendences paralizēšanai."

LTA.

**Meklētizbeidzamo personu 1896. saraksts.**

39628. Antonovs Jevstignejs. 48806/36.
39629. Āzens-Azans Jūlijs. 48959/36.
39630. Āzens Jūlijs. 48855/36.
39631. Drozdovs Nikolajs. 44217/34.
39632. Gavrilovs Melanija. 48868/36.
39633. Gepšteins Haja. 48317/36.
39634. Ķirsis Ieva. 48470/36.
39635. Renkevičs-Steinbergs Jānis. 48980/36.
39636. Trencis Alberts. 21467/26.

1936. g. 5. oktobrī.

Kriminālās polic. pārv. priekšn. J. Sīlarājs.
Darbvedis Hūns.

## Māksla.

**Karļa Siliņa gleznu izstāde**

Rīgā, Valdemāra ielā 21. no 1936. gada 27. septembra līdz 18. oktobrim.

Pēc 2 gadu pārtraukuma mākslinieks K. Siliņš nāk atklātībā ar savu 8. gleznu klāstu, izstādot ap 60 jaunu darbu, no kuriem vairums portretu.

Kataloga redzam mūsu valsts un kultūras darbinieku vārdus un arī 3 autora pašportretus.

No žanra gleznām atzīmējami: „Asfaltētāji", „Mazpulcēni", „Arājs"; no ainavām: „Pēdējais sniegs", „Rudeņa mijkrēslī", „Labība".

Izstāde atvērta ikdienas plkst. 10—17.

Ieeja Ls 1,—, māc. iest. audzēkņ., kareivj., aizsarg. 30 sant.; grupās 10 sant.


Kodifikācijas nodaļa ir izlaidusi jaunu oficiālu likumgrāmatu

# SODU LIKUMS

**(1936. g. izd.)**

Izdevumā uzņemti visi attiecīgie pārgrozījumi un papildinājumi, kas izsludināti līdz 1936. g. 30. septembrim.

Eksemplārs (mazā 16° formātā) maksā:
iesiets šagrēnkalikonā bez piesūtīšanas Ls 1,50
ar piesūtīšanu „ 1,85

Tipografijā dabūjams arī Sodu likuma **Alfabētiskais satura rādītājs,** kas maksā:
bez piesūtīšanas . . . . . Ls —,30
ar piesūtīšanu . . . . . „ —,35

**Valsts tipografija Rīgā, pilī.**


**Nacionālā opera.**

Ceturtdien, 8. oktobrī, „Pīka dāma". Piedalās E. Traviņa, H. Lūse, H. Cintk-Berzinska, A. Ludiņa, V. Briede, A. Verners, V. Stots, Ed. Mikelsons, R. Pelle, M. Vētra u. c. Diriģents prof. M. Šteimanis. Parastās puscenas.

**Piektdien, 9. oktobrī, pianista prof. Nikolaja Orlova atvadkoncerts.** Programmā: Fr. Šopēna darbi: fantāzija f-mollā, polonēze As-dūrā, 10 etides, ballādes, mazurkas u. c. Puscenas ierobežotā skaitā.

Sestdien, 10. oktobrī, „Tuksneša dziesma". Piedalās V. Briede, E. Pfeifere, P. Brīvkalne, R. Eriņa, R. Kalniņš, V. Kadiķis, A. Verners, Ed. Mikelsons, A. Jēkabsons, V. Leonaitis, R. Pelle u. c. Diriģents T. Reiters. Puscenas ierobežotā skaitā.

Svētdien, 11. okt., plkst. 13.30 „Adriana Lekuvrēr"; plkst. 19.30 „Tuksneša dziesma".

**Nacionālais teātris.**

Ceturtdien, 8. oktobrī, pulksten 19.30 lētā izrādē „Pūt, vējiņi".

Piektdien, 9. okt., plkst. 19.30 „Marija Baškirceva" ar L. Štengeli.

Sestdien, 10 okt., plkst. 19.30 lētā izrādē „Pūt, vējiņi".

**Dailes teātris.**

Ceturtdien, 8. okt., plkst. 19.30 „Mežvidus jaudis".

Piektdien, 9. okt., plkst. 19.30 „Mežvidus jaudis".

Sestdien, 10. okt., plkst. 19.30 tautas izrādē „Zisija".

Svētdien, 11. okt., plkst. 14 par tautas izrādes cenām „Trejmeitiņas" ar prof. P. Zaksu.

**Rīgas Mazais teātris.**

Sestdien, 10. oktobrī, plkst. 20, Čiekurkalnā, 18. pamatskolā, „Kurzemes hercogs Jēkabs".

Svētdien, 11. oktobrī, plkst. 19.30, Torņkalnā, M. Altonavas ielā 6, „Kurzemes hercogs Jēkabs".

## KURSI.

Rīgas biržā 1936. gada 8. oktobrī.

Devīzes:

| | | |
|---|---|---|
| 1 | Amerikas dollars . . . . . | 5,04—5,24 |
| 1 | Anglijas mārciņa . . . . . | 25,16—25,28 |
| 100 | Francijas franku . . . . . | 23,82—24,28 |
| 100 | Beļģijas belgu . . . . . | 85,90—87,40 |
| 100 | Šveices franku . . . . . | 117,75—119,25 |
| 100 | Italijas liru . . . . . | 26,90—27,40 |
| 100 | Zviedrijas kronu . . . . . | 129,05—131,05 |
| 100 | Norvegijas kronu . . . . . | 125,75—127,75 |
| 100 | Dānijas kronu . . . . . | 111,60—113,60 |
| 100 | Austrijas šilingu . . . . . | — — — |
| 100 | Čechoslovakijas kronu . . | — — — |
| 100 | Holandes guldeņu . . . . | 272,90—275,90 |
| 100 | Vācijas marku . . . . . | 205,80—207,80 |
| 100 | Somijas marku . . . . . | 11,00—11,30 |
| 100 | Igaunijas kronu . . . . . | 137,95—139,95 |
| 100 | Polijas zlotu . . . . . | 96,20—97,80 |
| 100 | Lietavas litu . . . . . | 85,45—86,65 |
| 100 | Dancigas guldeņu . . . . | 96,20—97,80 |

Vērtspapīri:

| | | |
|---|---|---|
| 6% | Latv. hip. bankas ķīlu zīmes | 95—96 |

Rīgas biržas kotācijas komisijas
priekšsēdētājs P. Role.
Zvērināts biržas mākleris P. Rupners.

Redaktors **M. Ārons.**

**Šim numuram 16 lapas puses.**

## Tiesu sludinājumi.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodaļa** 1936. g. 16. sept. atklātā tiesas sēdē izklausīja **akc. sab. „Baltseed" maksātnespējas lietu** un nolēma: apstiprināt par konkursa valdes priekšsēdētāju zv. adv. pal. Doru Eliaševu un par locekļiem: zv. adv. J. Ranoportu un zv. adv. pal. L. Rozentālu. 2197/36./I. 19517g

Rīgā, 1936. g. 3. oktobrī.

Priekšsēdēt. b. H. Mintals.
Sekretāra v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodaļa,** saskaņā ar Civilproc. nolikumu 1575. p., paziņo, ka **1936. gada 21. oktobrī** minētās nod. atklātā tiesas sēdē nolasīs 1931. gada 12. febr. Taurenes pag. mirušā Auža Pētera dēla **Bārdiņa** mantojuma līgumu. 19634g

Rīgā, 1936. g. 5. oktobrī.

Priekšsēdēt. b. H. Mintals.
Sekretāra v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodaļa,** saskaņā ar Civilproc. nolikumu 1575. p., paziņo, ka **1936. gada 14. oktobrī** min. nodaļas atklātā tiesas sēdē nolasīs 1936. gada 4. martā Rīgā mirušā Pētera Jāņa d. **Zaķa** testamentu.

Rīgā, 1936. g. 5. oktobrī.

Priekšsēdēt. b. H. Mintals.
Sekretāra v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas 13. iec. miertiesnesis** ar 1936. g. 10. augusta tiesas pavēli **pārtikas preču tirgotavas Kundziņsalas 2. līn. 2, īpašnieci Mariju Everts par pilnpienu, kas saturējis 3% tauku vielu turēšanu pārdošanai** sava veikalā 1936. g. 29. jūlijā sodījis pēc Sodu lik. 234., 239. un 33. p. ar Ls 10,— vai nemaksas gadījumā ar 3 dienām arestā. Spriedums stājies likumīgā spēkā.

Rīgā, 1936. g. 5. oktobrī.
L. 867. 19549g

Miertiesnesis M. Vītiņš.

**Rīgas 13. iec. miertiesnesis** ar 1936. g. 10. augusta tiesas pavēli **pārtikas preču tirgotavas Kundziņsalas 2. līn. 2 īpašnieci Mariju Evers, par pilnpienu, kas saturējis 3% tauku vielu turēšanu pārdošanai savā veikalā š. g. 14. jūlijā** sodījis pēc Sodu lik. 234., 239. un 33. p. ar Ls 10, vai nemaksas gadījumā ar 3 dienām arestā. Spriedums stājies likumīgā spēkā.

Rīgā, 1936. g. 5. oktobrī.
L. 875. 19550g

Miertiesnesis M. Vītiņš.

**Inčukalna pagasta tiesa,** pamatojoties uz savu 1936. g. 29. septembra lēmumu un Pagasttiesu likuma 108. un 109. p., izsludina, ka **Pēteris Miķeļa d. Kronbergs adoptē par savu bērnu Zelmu-Linu Friča meitu Švanfelds,** dzim. 1920. g. 5. aprīlī, dodot viņai visas likumīgā bērna tiesības.

Personas, kam pret šo adopciju būtu kādi iebildumi, tie jāpieteic šai pagasta tiesā 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ievietošanas „Valdības Vēstnesī" trešo reizi. Pēc minētā termiņa notecēšanas nekādus iebildumus vairs nepieņems, un adopcija skaitīsies par likumīgā spēkā gājušu. 19333r

2 Pagasta tiesa.

**Rīgas apgabalt. 4. iec. tiesu izpild.** J. Petersons (kancelēja Rīgā, Ģertrūdes ielā 3, dz. 1) paziņo, ka:

1) Latvijas hipotēku bankas prasībā **1936. g. 12. decembrī,** plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Georga **Klingenšteina** nekustamo īpašumu, kas atrodas Rīgā, Anniņmuižas ielā 114, 6. hip. iecirknī ar zemes grāmatu reģistra 2720. num. (82. grupa, 20. num.) un sastāv no Solitūdes zemes gabala 9 F, 3894 kv. metra platībā;

2) īpašums publiskai izsolei novērtēts par Ls 500,—;

3) īpašums apgrūtināts ar hipotēku parādiem par Ls 1500,—;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda 10% apmērā no novērtējuma summas;

3) pārdodamā īpašumu zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā;

6) tiesības, kas pārdošanu nepiclaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai;

7) pircējiem jāuzrāda tieslietu ministra atļauja nekustamās mantas iegūšanai.

Rīgā, 1936. g. 5. oktobrī.
L. 1952 19475

Tiesu izp. J. Petersons.

**Rīgas apgabalt. 4. iec. tiesu izpild.** J. Petersons (kancelēja Rīgā, Ģertrūdes ielā 3, dz. 1) paziņo, ka:

1) Latvijas hipoteku bankas prasībā **1936. g. 12. decembrī,** plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Emilijas **Handraks** nekustamo īpašumu, kas atrodas Rīgā, Baložu ielā 18, 4. hipotēku iecirknī ar zemes grāmatu reģistra 957. num. (60. grupā, 56. num.) un sastāv no Švarcmuižas zemes gabala 494 F,

2) īpašums publiskai izsolei novērtēts par Ls 1000,—;

3) īpašums apgrūtināts ar hip. parādiem par Ls 1000,—;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda 10% apmērā no novērtējuma summas;

5) pārdodamā īpašuma zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā;

6) personām, kam uz pārdodamo īpašumu ir tiesības, kas novērš pārdošanu, tās jāpieteic līdz izsoles dienai;

7) pircējiem jāuzrāda tieslietu ministra atļauja nekustamās mantas iegūšanai.

Rīgā, 1936. g. 5. oktobrī.
L. 1806 19474

Tiesu izp. J. Petersons.

**Rīgas apgabalt. 4. iec. tiesu izpild.** J. Petersons (kancelēja Rīgā, Ģertrūdes ielā 3, dz. 1) paziņo, ka:

1) Latvijas hipotēku bankas prasībā **1936. g. 12. decembrī,** plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Dārtas un Mildas **Ādamu** nekustamo īpašumu, kas atrodas Rīgā, Valguntes ielā, 6. hip. iec. ar zemes grām. reģ. 2848. num. (76. grupā, 385. num.) un sastāv no Šampētera muižas zemes gabala 126 F, 1830 kv. m platībā;

2) īpašums publiskai izsolei novērtēts par Ls 600,—;

3) īpašums apgrūtināts ar hipo. parādiem par Ls 600,—;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda 10% apmērā no novērtējuma summas;

5) pārdod. īpašuma zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā;

6) personām, kam uz pārdodamo īpašumu ir tiesības, kas novērš pārdošanu, tās jāpieteic līdz izsoles dienai;

7) pircejiem jāuzrāda tieslietu ministra atļauja nekustamās mantas iegūšanai.

Rīgā, 1936. g. 5. oktobrī.
L. 1860 19476

Tiesu izp. J. Petersons.

**Rīgas apgabalt. 4. iec. tiesu izpild.** J. Petersons (kancelēja Rīgā, Ģertrūdes ielā 3, dz. 1) paziņo ka:

1) Latvijas hipotēku bankas prasībā **1936. g. 12. decembrī,** plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Gustava **Plato** nekustamo īpašumu, kas atrodas Rīgā, Kristapa ielā 2/4, 4. hip. iecirknī, ar zemes grām. reģistra 2006. num. (60. grupā, 141. num.) un sastāv no Švarcmuižas zemes gabala 448 F, 4110 kv. m platībā;

2) īpašums publiskai izsolei novērtēts par Ls 2100,—;

3) īpašums apgrūtināts ar hip. parādiem par Ls 2100,—;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda 10% apmērā no novērtējuma summas;

5) pārdodamā īpašuma zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā;

6) personām, kam uz pārdodamo īpašumu ir tiesības, kas novērš pārdošanu, tās jāpieteic līdz izsoles dienai;

7) pircējiem jāuzrāda tieslietu ministra atļauja nekustamās mantas iegūšanai.

Rīgā, 1936. g. 5. oktobrī.
L. 1858. 19477

Tiesu izp. J. Petersons.

**Rīgas apgabalt. 7. iec. tiesu izpildītājs** L. Jakstiņš paziņo, ka **1936. g. 16. oktobrī,** plkst. 10, Rīgā, L. Biskapa ielā 1 (kuģn. a/s Latvijas-Beļģijas līn.) pārdos Borisa **Vernera** akcijas, novērtētas par Ls 16.500,—.

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. 19760

Rīgā, 1936. g. 7. oktobrī.

Tiesu izpildītājs L. Jakstiņš.

**Rīgas apgabalt. 7. iec. tiesu izpildītājs** L. Jakstiņš paziņo, ka **1936. g. 20. oktobrī,** plkst. 10, Rīgā, Mārupes ielā 1 a, pārdos 1. un 2. izsolē Heinricha **Kappaufa** veikala iekārtu, maizniecas mašīnas u. c., novērtētas par Ls 1910,—.

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. 19761

Rīgā, 1936. g. 7. oktobrī.

Tiesu izp. L. Jakstiņš.

**Rīgas apgabaltiesas 8. iecirkņa tiesu izpildītājs** J. Driba paziņo, ka **1936.g. 15.oktobrī,** plkst. 11.10, Rīgā, Aizsargu ielā 89, 13. dz, pārdos 1. un 2. izsolē Haima **Fišelsona** bufeti, drēbju skapi u. c., novērtētus par Ls 1020,—.

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. 19769

Rīgā, 1936. g. 29. septembrī.

Tiesu izpild. J. Driba.

**Rīgas apgabalt. Rīgas 12. iec. tiesu izpildītājs** E. Liepiņš paziņo, ka **1936. g. 28. novembrī,** plkst. 10, Rīgā, apgabaltiesā **Antona Trupa nekustamu īpašumu Rīgā, Rituपes ielā 23, 5. hip. iec. ar zemesgr. reģ. 1845. num. pārdošana, ir atcelta.**

Rīgā, 1936. g. 7. okt. 19734g

Tiesu izpild. E. Liepiņš.

**Rīgas apgabalt. Rīgas apr. 1. iec. tiesu izpild.** K. Riekstiņš (kancleja Rīgā, Brīvības ielā 85, 9. dz.), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Latvijas bankas Ls 900,— ar proc. un izdevumiem un Voldemara Hartviga Ls 5000,— ar proc. un izdevumiem prasību piedziņai **1937. g. 9. janvārī** plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Gregora **Vites** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgas apr. Ikšķiles pag., ierakstīta zemes grāmatu reģistra 2084. num. un sastāv no Ikšķiles mācītāja muižas 1. zemes gabala, pēc agrārās reformas 63 F, 0,65 des. platībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 25,—;

3) tai ir hipotēku parādi Ls 15.400,— un 1930. gada 28. novembrī uz nomas līguma pamata ir apstiprinātas lietiskas tiesības Alfonsam Minoram, skaitot no 1930. g. 24. nov. līdz 1933. g. 24. nov.;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda, novērtējuma desmitā daļa — Ls 2,50 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tanīs gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērš šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

Rīgā, 1936. g. 16. sept. 19739

Tiesu izp. K. Riekstiņš

**Rīgas apgabalt. Rīgas apr. 1. iec. tiesu izpild.** K. Riekstiņš (kancleja Rīgā, Brīvības ielā 85, 9. dz.), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas aizdevuma Ls 2340,— nenomaksāto termiņmaksu, Pētera Apiņa Ls 500,— ar proc. un izdevumiem un citu kreditoru prasību piedziņai **1937. g. 9. janv.** plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 2. publiskā izsolē Paulīnes **Jenče** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgas apr. Plāteres pag., ierakstīta zemes grāmatu reģistra 6431. num. un sastāv no Plāteres muižas Lielnžu mājām, ar zemes grāmatu reģ. 2254. num., ardalītām „Jeņču" mājām, 20,48 ha platībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 1850,—;

3) tai ir hipotēku parādi Ls 11.090,—;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda, novērtējuma desmitā daļa — Ls 185,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tanīs gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga:

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērš šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

Rīgā, 1936. g. 28. sept. 19754

Tiesu izp. K. Riekstiņš

**Rīgas apgabalt. Rīgas apr. 1. iec. tiesu izpild.** K. Riekstiņš (kancleja Rīgā, Brīvības ielā 85, 9. dz.), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas aizdevuma Ls 6530 nenomaksāto termiņmaksu piedziņai **1937. g. 10. aprīlī,** plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Voldemāra **Mežvēvera** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgas apr. Pļaviņu pag., ierakstīta zemes grāmatu reģistra 4477. num. un sastāv no Rītera muižas atdalītā zemes gabala „Rītera dzirnavas 14F un 14Fa", 19,60 ha kopplatībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 6600,—;

3) tai ir hipotēku parādi Ls 11400,—;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda, novērtējuma desmitā daļa — Ls 660,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pardodamās nekustamās mantas iegūšanai tanīs gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērš šās nekustamas mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancleja.

Rīgā, 1936. g. 26. sept. 19755

Tiesu izp. K. Riekstiņš.

**Rīgas apgabalt. Rīgas apr. 1. iec. tiesu izpild.** K. Riekstiņš (kancleja Rīgā, Brīvības ielā 85, 9. dz.), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Latvijas bankas Ls 2500 ar proc. un izdev. prasības piedziņai **1937. g. 10. aprīlī,** plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Mārtiņa **Štrausa** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgas apr. Plāteres pag., ierakstīta zemes grāmatu reģ. 2767. num. un sastāv no Plāteres muižas zemnieku zemes atdalītām „Čaulu" mājām, 101,75 ha kopplatībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 9460,—;

3) tai ir hipotēku parādi Ls 4000,—;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda, novērtējuma desmitā daļa — Ls 946 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tanīs gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērš šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

Rīgā, 1936. g. 14. sept. 19740

Tiesu izp. K. Riekstiņš.

**Rīgas apgabalt. Cēsu apr. tiesu izpildītājs** H. Birkhāns (kancleja, Cēsis, Dārza ielā 30), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Larvijas Hipotēku Bankas Ls 17.000 aizdevuma nenomaksāto termiņmaksu piedziņai **1936 g. 12. decembrī** plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jāņa Grāveļa, tag. mir. **Jāņa Grāveļa mant. masas** nekustāmo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Cēsīs, Vaļņu ielā 9/11, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 80b. num. un sastāv no nekustamas mantas Vaļņu ielas un Jaunās ielas stūrī, 325 kv. asu 2 kv. pēdu kopplatībā, līdz ar ēkām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 17.000,—;

3) tai ir hipotēku parādi Ls 39.646,94 un 17.000,— cara rubļi;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 1.700 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tanīs gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā.

Tiesibas, kas novērš šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 19621

Cēsīs, 1936. g. 30. septembrī.

Tiesu izpild. H. Birkhāns

**Rīgas apgabalt. Valkas apr. 1. iec. tiesu izpild.** V. Vilkus (kancleja Alūksnē), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Latvijas hipotēku bankas prasībā par Ls 52,17 **1936. g. 19. decembrī,** plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Augusta **Siļķena** nekust. mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Valkas apr. Alūksnē, Lāčplēša ielā, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 230. num. un sastāv no Alūksnes pilsmuižas zemes gabala 208 F 4072 kv. metru kopplatībā ar ēkām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 732,—;

3) tai ir hipoteku parādi Ls 3200,—;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 73,20 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tanis gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērš šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanclejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanclejā.

1936. g. 5. oktobrī. 19683

Tiesu izpild. V. Vilkus

**Rīgas apgabalt. Valkas apr. 1. iec. tiesu izpild.** V. Vilkus (kancleja Alūksnē), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Latvijas hipotēku bankas prasībā par Ls 615,07 **1936. g. 19. decembrī,** plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē **Kārļa Veinberga** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Valkas apr., Alūksnē, Pilsētas bulv., ierakstīta zemes grāmatu reģistra 2103. num. un sastāv no Dores muižas zemes gabala 450 F, 0,26 deset. kopplatībā, ar ēkām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 2900,—;

3) tai ir hipotēku parādi Ls 2800,—;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 290,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tanis gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērš šās nekustamās mantas pārdošanu jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanclejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanclejā.

1936. g. 5. oktobrī. 19684

Tiesu izpild. V. Vilkus.

**Jelgavas apgabaltiesas Jelgavas pils. tiesu izpildītājs** K. Burdais (kancleja Jelgavā, Kazarmu ielā 1) paziņo, ka:

1) Latvijas hipotēku bankas prasības apmierināšanai no Viļa Mežjāņa **1936. g. 23. decembrī,** plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Viļa Friča d. **Mežjāņa** Jelgavas pilsētas nekust. mantu Viskaļu ielā ar zemes grāmatu reģistra 13251. num.;

2) nekustamā manta novērtēta par Ls 900,—;

3) nekustamai mantai ir hipotēku parādi Ls 2500,— ar proc.;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa, un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt pārdodamo nekustamo mantu;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Jelgavas-Bauskas zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērš šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos šās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Jelgavas pilsētas tiesu izpildītāja kanclejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļā.

Jelgavā, 1936. g. 5. okt. 19689

Tiesu izpild. K. Burdais.

**Jelgavas apgabalt. Jelgavas apr. 1. iec. tiesu izpildītājs** Roberts Malkalns (kancleja Jelgavā, Annas ielā 11, 1. dz.) paziņo, ka:

1) Latvijas hipotēku bankas prasības piedziņai **1937. gada 13. janvārī,** plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē pilnā sastāvā Jāņa **Krūmala** nekustamo mantu, Jelgavā, Lapskalna ielā 5, 2 hip. iec. ar zemes grāmatu reģistra 266. num.;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 13.000,—;

3) tā apgrūtināta ar hipotēku parādiem par Ls 26.000,— ar proc., 35860 bij. kr. rubļ. un ikgadīgu dzimtsnomas maksu Ls 14,— apmērā;

4) solītāj. jāiemaksā drošības nauda Ls 1300,— un jāiesniedz tieslietu ministra apliecība nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Jelgavas-Bauskas zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērš šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Pārdodamās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi Jelgavas apr. 1. iec. tiesu izpildītāja kanclejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Jelgavas apgabaltiesā. 19690

Jelgavā, 1936. g. 6. oktobrī.

Tiesu izpild. R. Mālkalns.

**Jelgavas apgabalt. Bauskas apr. tiesu izpild.** Arvids Vīgants (kancleja Bauskā, Pils ielā 48) paziņo, ka:

1) Latvijas hipotēku bankas prasības apmierināšanai **1936. g. 9. decembrī,** plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Mārtiņam Mikeļa d. **Zauram** piederošo nekustamo mantu, Bauskas apr. Skaistkalnes pag. no Bruknas-Šēnbergas muižas atdalīto zemes gabalu ar zemes grāmatu reģistra 12243. num., pilnā sastāvā, apm. 3943 kv. metru platībā, atrod. Skaistkalnē;

2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei pilnā sastāvā par Ls 100,—, no kādas summas arī sāksies izsole, piemērojot tomēr Civilproc. nolik. 1293. pantu;

3) tā apgrūtināta hipotēku parādiem par Ls 4600,— ar proc.;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāiesniedz Tieslietu ministrijas apliecība, ar kuru atļauts iegūt nekustamo mantu;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Jelgavas-Bauskas zemes grāmatu nodaļā.

Personām, kam uz pārdodamo nekustamo mantu ir tiesības, kas novērš tās publisko pārdošanu, tās jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Bauskas apr. tiesu izpildītāja kanclejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļā. 19687

Bauskā, 1936. g. 6. oktobrī.

Tiesu izpild. A. Vīgants.

**Jelgavas apgabalt. Bauskas apr. tiesu izpild.** Arvids Vīgants (kancleja Bauskā, Pils ielā 48) paziņo, ka:

1) Latvijas hipotēku bankas prasības agmierināšanai **1936. g. 9. decembrī,** plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Kārlim Andreja d. **Mākulim** piederošo nekustamo mantu, Bauskas apr. Iecavas pag. no Liel-Iecavas un Gaiļu muižas atdalīto zemes gabalu ar zemes grāmatu reģ. 12139. num., pilnā sastāvā, apm. 3154 kv. metru platībā, atrodošos Iecavā;

2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei pilnā sastāvā par Ls 200,—, no kādas summas arī sāksies izsole, piemērojot tomēr Civilproc. nolik. 1293. pantu;

3) tā apgrūtināta ar hipotēku parādiem par Ls 200,— ar proc.;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāiesniedz Tieslietu ministrijas apliecība, ar kuru atļauts iegūt nekustamo mantu; 19688

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Jelgavas-Bauskas zemesgrāmatu nodaļā.

Personām, kam uz pārdodamo nekustamo mantu ir tiesības, kas novērš tās publisko pārdošanu, tās jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Bauskas apr. tiesu izpildītāja kanclejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļā. 19686

Bauskā, 1936. g. 6. oktobrī.

Tiesu izpild. A. Vīgants.

**Jelgavas apgabalt. Jēkabpils apr. tiesu izpildītājs** Jānis Veinbergs (kancleja Jēkabpilī, Brīvības ielā 175) paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Jelgavas nodaļas prasības apmierināšanai **1936. g. 9. decembrī,** plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Mārtiņam Mikeļa d. **Zauram** piederošo nekustamo mantu, Bauskas apr. Skaistkalnes pag. no Bruknas-Šēnbergas muižas atdalīto zemes gabalu ar zemes grāmatu reģistra 12243. num., pilnā sastāvā, apm. 3943 kv. metru platībā, atrod. Skaistkalnē;

2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei pilnā sastāvā par Ls 100,—, no kādas summas arī sāksies izsole, piemērojot tomēr Civilproc. nolik. 1293. pantu;

3) tā apgrūtināta ar hipotēku parādiem par Ls 4600,— ar proc.;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Jelgavas-Bauskas zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērš šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visi pārdodamās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi Jēkabpils apriņķa tiesu izpildītāja kanclejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas kanclejā. 19574

Jēkabpilī, 1936. g. 3. oktobrī.

Tiesu izpild. J. Veinbergs.

**Jelgavas apgabalt. Jēkabpils apr. tiesu izpildītājs** Jānis Veinbergs (kancleja Jēkabpilī, Brīvības ielā 175) paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Jelgavas nodaļas prasības apmierinājumam no Pētera Rozenberga **1937. g. 5. maijā,** plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Pētera Pētera d. **Rozenberga** nekustamu mantu, Jēkabpils apr. Vārnavas pag. Varenbrokas muižas zemes gab. Ataugas 16F, ar hip. 4927. num. pilnā sastāvā, 14,84 ha platībā;

2) nekustamā manta novērtēta par Ls 2000,—;

3) tā apgrūtināta ar hipotēku parādiem par Ls 2200,— ar proc.;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 200,— un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Jēkabpils zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērš pārdošanu, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visi pārdodamās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi Jēkabpils apriņķa tiesu izpildītāja kanclejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas kanclejā. 19575

Jēkabpilī, 1936. g. 3. oktobrī.

Tiesu izpild. J. Veinbergs.

**Jelgavas apgabalt. Jēkabpils apr. tiesu izpildītājs** Jānis Veinbergs (kancleja Jēkabpilī, Brīvības ielā 175) paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Jelgavas nodaļas prasības apmierināšanai par Augustina Andreja d. **Purkalna** nekustamo mantu, Jēkabpils apr. Mēmeles pag. Vec-Mēmeles muižas dzirnavu zemes gabalu, ar hip. 529. num. pilnā sastāvā, 46 pūrv. platībā;

2) nekustamā manta novērtēta par Ls 13.000,—;

3) tā apgrūtināta ar hipotēku parādiem par Ls 39.000,—;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 1300,— un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Jēkabpils zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērš pārdošanu, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visi pārdodamās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi Jēkabpils apriņķa tiesu izpildītāja kanclejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas kanclejā. 19565

Jēkabpilī, 1936. g. 3. oktobrī.

Tiesu izpild. J. Veinbergs.

**Jelgavas apgabalt. Ventspils apr. tiesu izpild.** Jānis Daile (kancleja Ventspilī, Kuģinieku ielā 7) paziņo, ka:

1) Friderikas Buševics, precētas Drafens prasības piedziņai no Kristīnes-Emilijas Zemelis **1936. g. 16. decembrī** plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publ. izsolē Kristīnei-Emilijai **Zemelis** pilnā sastāvā piederošas Ventspils apr. Dundagas pag. Zelta mājas ar zemes grām. reģ. 3156. num., 22,79 ha kopplatībā;

2) nekustama manta, saskaņā ar Civ. proc. nolik. 1262. p., novērtēta par Ls 1374,—;

3) nekustama manta apgrūtināta ar hipotēku parādiem par Ls 8661,— ar proc.;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda Ls 137,40 un jāiesniedz Tieslietu ministrijas apliecība, ka ir atļauts iegūt pārdodamo nekustamo mantu;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Ventspils zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas nekustamas mantas pārdošanu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Ventspils apr. tiesu izpildītāja kanclejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļas kanclejā. 19686

Ventspilī, 1936. g. 2. oktobrī.

Tiesu izpildītājs J. Daile.

**Jelgavas apgabalt. Ventspils apr. tiesu izpild.** Jānis Daile (kancleja Ventspilī, Kuģinieku ielā 7) paziņo, ka:

1) Kriša Bērziņa prasības piedziņai no Jāņa Bērziņa **1937. g. 14. aprīlī,** plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jānim **Bērziņam** piederošo idealo vienu ceturtdaļu no Ventspils apr. Užavas pag. Bunnu mājām ar zemes grāmatu reģ. 1256/3843. num.;

2) nekustamā manta, saskaņa ar Civ. proc. nolik. 1262. p., novērtēta pilnā sastāvā par Ls 5182,—;

3) nekustamā manta apgrūtināta ar hipotēku parādiem par 500 rbl. c. naudā ar proc.;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda Ls 129,55 un jāiesniedz Tieslietu ministrijas apliecība, ka atļauts iegūt pārdodamo nekustamo mantu;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Ventspils zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas nekustamas mantas pārdošanu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Ventspils apr. tiesu izpildītāja kanclejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļas kanclejā.

Ventspilī, 1936. g. 5. oktobrī.

Tiesu izpildītājs J. Daile.

**Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpild.** H. Kimerals (kancleja Balvos, Tirgus ielā 7), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Ls 4362,75 ar proc. prasības piedziņai **1937 g. 17. aprīlī,** plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Roberta-Otto Otto d. **Plukša** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Jaunlatgales apr. Rugaju pag., ierakstīta zemes grām. reģ. 5919. num. un sastāv no diviem zemes gabaliem pēc plana 1. un 2. num. ar nosaukumu „Austriņi", 16,408 ha kopplatībā ar zemi un ēkām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība — Ls 4300,—;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 5000,— Valsts zemes bankai;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 430,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērš šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanclejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3 civilnodaļas kanclejā.

Balvos, 1936. g. 30. septembrī.

L. 919 19583

Tiesu izpild. H. Kimerals.

**Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpild.** H. Kimerals (kancleja Balvos, Tirgus ielā 7), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Ls 1431,65 ar proc. prasības piedziņai **1937. gada 17. aprīlī,** plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Kazimira Jāņa d. **Kloča** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Jaunlatgales apr. Bērzpils pag. Mastareigas sādžas robežās, ierakstīta zemes grāmatu reģ. 4483. num. un sastāv no 1. viensētas zemes gabala, 26,629 ha kopplatībā ar zemi un ēkām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība — Ls 1600,—;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 1900,— Valsts zemes bankai;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa Ls 160,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērš šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanclejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3 civilnodaļas kanclejā.

Balvos, 1936. g. 30. septembrī.

L. 919 19583

Tiesu izpild. H. Kimerals.

**Daugavpils apgabalt. Krustpils iec. tiesu izpildīt.** Pēteris Dauge (kancleja Krustpilī, Rīgas ielā 202), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Līvānu pagasta valdes prasības apmierināšanai par nodokļu parādiem **1936. g. 19. decembrī,** plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē mir. Semjona **Konstantinova** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Līvānu pagastā „Gaļā ezera" robežās un ierakstīta zemes grām. reģistra 30212. num. un sastāv no zemes gabala 84 deset. 1776 kv. asu platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 1870,—;

3) tai nav hipotēku parādu;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-Ilūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērš šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanclejā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kanclejā.

Krustpilī, 1936. g. 5. oktobrī.

177 19700

Tiesu izpild. P. Dauge.

**Daugavpils apgabalt. Krustpils iec. tiesu izpildīt.** Pēteris Dauge (kancleja Krustpilī, Rīgas ielā 202), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Līvānu pagasta valdes prasības apmierināšanai par nodokļu parādiem **1936. g. 19. decembrī,** plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē mir. Semjona **Konstantinova** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Līvānu pagastā „Gaļā ezera" robežās un ierakstīta zemes grām. reģistra 30212. num. un sastāv no zemes gabala 84 deset. 1776 kv. asu platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 1870,—;

3) tai nav hipotēku parādu;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-Ilūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērš šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanclejā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kanclejā.

Krustpilī, 1936. g. 5. okt.

88 19702

Tiesu izpild. P. Dauge.

**Daugavpils apgabalt. Krustpils iec. tiesu izpildīt.** Pēteris Dauge (kancleja Krustpilī, Rīgas ielā 202), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Latvijas hipotēku bankas prasības apmierināšanai **1937. g. 23. janvārī,** plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Augusta **Gerulata** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Līvānos, Rīgas ielā 114 un Liepu ielā 1, ierakstīta zemes grāmatu reģ. 536. num. un sastāv no gruntsgabala, 3669 kv. metru platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 11.500,—;

3) ta ir hipotēku parāds Ls 1900,—;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-Ilūkstes zemes grāmatu nodaļa;

Tiesības, kas novērš šās nekustamās mantas pārdošanu jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanclejā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kanclejā.

Krustpilī, 1936. g. 5. oktobrī.

864 19701

Tiesu izpildītājs P. Dauge.

**Rīgas pils. aizgādības valde** izsludina par nederīgām nozaudētās šīs pils. valdes darba nod. izdotas darba grāmatiņas: 1) R № 161579/161397, 1934. gada 26. II, Voldemāram-Pēterim Vītolam; 2) R № 146480/147896, 1933. g. 23. I, Bernhardam Fingeram; 3) R № 167423/162704, 1934. g. 27. VII, Kurtam-Heinricham Vīrkam; 4) R № 152973/153502, 1933. g. 29. VII, Teodoram Hibšmanim; 5) R № 121640/119318, 1932. g. 5. VII, Icchokam Levenšteinam; 6) R № 79775/75910, 1932. g. 21. VI Henei Bernstams, un 7) R № 182738/179568, ko šī valde 1935. g. 15. VIII izdevusi Tamarai Puga, dzim. Krasovskis.

**Jēkabpils pils. valde** izsludina par nederīgu nozaudeto Z № 19959/409. darba grāmatiņu, ko Krustpils pils. valde izdevusi Andrejam Sucharevskim. 19496

**Skrudaliena pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto 275. labības grāmatiņu, ko šī pag. valde 1935. g. izdevusi Teklai Kusiņš. 19598g

**Daugavpils apgabalt. Krustpils iec. tiesu izpildīt.** Pēteris Dauge (kancleja Krustpilī, Rīgas ielā 202), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nodaļas prasības apmierināšanai **1937. g. 17. aprīlī,** plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Donata **Čevera** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rēzeknes apr. Atašienes pag. ar nosaukumu „Pļava", ierakstīta zemes grām. reģ. 9563. num. un sastāv no 201f zemesgabala, 4 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 30,—;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 100,—;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamas mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;

Tiesības, kas novērš šās nekustamās mantas pārdošanu jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā.

Krustpilī, 1936. g. 5. oktobrī.
319 19703

Tiesu izpild. P. Dauge.

---

**Daugavpils apgabalt. Krustpils iec. tiesu izpild.** Pēteris Dauge (kancleja Krustpilī, Rīgas ielā 202), saskaņa ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nodaļas prasības apmierināšanai **1937. g. 17. aprīlī,** plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Saļimona **Stroda** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rēzeknes apr. Stirnienes pag. Pušmucānu robežās, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 1586. num. un sastāv no 3. un 15. zemes gabaliem 9 deset. 846 kv. asu platībā un tiesības $^{9}/_{36}$ id. daļā uz 30. zemes gabalu 1 deset. 1927 kv. asis platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 1.200,—;

3) nekustamai mantai ir hipotēku parāds; Ls 1.400,—;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamas mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;

6) tiesības, kas novērš šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

7) visi pārdodamās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļā.

Rēzeknē, 1936. g. 6. oktobrī.
L. 245 19694

Tiesu izpild. J. Stumbergs.

---

**Daugavpils apgabalt. Rēzeknes 2. iec. tiesu izpild.** J. Stumbergs (kancleja Rēzeknē, 18. Novembra ielā 23) paziņo, ka:

1) Uljanas Tkačevs prasības apmierināšanai **1937. g. 23. janvārī,** plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē 1. publiskā izsolē pārdos Trofima Prokofija d. **Petuchova** tiesības līdzīgā idеālā daļā uz nekustamo mantu, kas atrodas Rēzeknes apr. Rēznas pagasta Osinovkas sādžā, ar zemes grāmatu reģ. 28237. num. un sastāv no zemes 2. viensētas, 4,396 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei, saskaņā ar Civilproc. nolik. 1262. p., novērt. par Ls 456, bet līdzīgā id. daļa par Ls 228;

3) nekustamā manta ir apgrūtināta ar hipotēku parādu valsts zemes bankai Ls 600,—;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tanīs gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;

6) tiesības, kas novērš šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

7) visi pārdodamās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļā.

Rēzeknē, 1936. g. 6. oktobrī.
L. 849 19695

Tiesu izpild. J. Stumbergs

---

**Daugavpils apgabalt. Rēzeknes 2. iec. tiesu izpild.** J. Stumbergs (kancleja Rēzeknē, 18. Novembra ielā 23) paziņo, ka:

1) Maksātnespējīgās parādnieces Latviešu lauksaimnieku ekonomiskās sabiedr. konkursa valdes prasības apmierināšanai **1937. g. 23. janvārī** plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē 2. publiskā izsolē pārdos Dementija Dmitrija d. **Rogova** tiesības uz $^{1}/_{5}$ nekustamā mantā, kas atrodas Rēzeknes apr. Ružinas pag. Stikanu sādžā, ar zemes grāmatu reģistra 12658. num. un sastāv no zemes 9. un 9. a viensētas, 9,236 ha kopplatībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei, saskaņā ar Civilproc. nolik. 1262. p., novērtēta par Ls 420, bet $^{1}/_{5}$ par Ls 84,—;

3) nekustamā manta ir apgrūtināta ar hipotēku parādu Valsts zemes bankai Ls 500,—;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tanīs gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;

6) tiesības, kas novērš šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

7) visi pārdodamās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļā.

Rēzeknē, 1936. g. 6. oktobrī.
L. 763 19696

Tiesu izpild. J. Stumbergs.

## Citu iestāžu sludinājumi.

**Zemkopības departaments** paziņo, ka, pamatojoties uz eksportējamo augļu un ogu kontroles likumu („Vald. Vēstn." 1927. g. 53. num.) un instrukciju („Vald. Vēstn." 1927. g. 185. num.) **Davids Ošris,** Daugavpilī, Rīgas ielā 16, 1936. g. 3. okt. **reģistrēts kā augļu un ogu izvedējs uz ārzemēm.** 19479

Zemkopības departaments.

---

**Nodokļu departamenta nodokļu piedzinējs** paziņo, ka **1936. g. 15. okt.,** plkst. 11, Rīgā, Avotu ielā 21, veikala pārdos vairāksolīšanā Adolfa **Belio** dažādas mantas, novērtētas par Ls 220.—, viņa dažādu nodokļu parāda piedzīšanai. 19762g

Rīgā, 1936. g. 22. septembrī.

Nodokļu piedzinējs E. Birke.

---

**Latvijas universitāte** izsludina par nederīgām nozaudētās studenšu ieģitimācijas kartes: 1) Rasmas Kalniņš 16452. un 2) Rasmas Bolis 18331. karti.

# Dzelzceļu virsvalde

**iznomā bufetes ar tiesību tirgoties ar alu un vietējiem augļu un ogu viniem uz 2 gadiem,**

**skaitot no 1937. g. 1. janvāra sekošās stacijās:** Rīga pas. (Rīga I un Rīga galvenā), Stende, Gulbene, Daugavpils I, Valmiera, Jelgava, Tukums II, Inčukalns, Cēsis, Koknese, Meitene, Ikšķile, Talsi, Ventspils, Carnikava, Saulkrasti, Zemgale, Ropaži, Eglaine, Bauska, Kuldīga un Ape:

**uz 1937. un 1938. g. vasaras sezonām, skaitot no 16. aprīļa līdz 15. septembrim,** Dzintari;

**bufetes ar tiesību tirgoties ar alu uz 2 gadiem,**

**skaitot no 1937. g. 1. janvāra:** Saldus, Piebalga, Alūksne, Līgatne, Jaunkalsnava, Slampe, Rudbārži, Malta, Ludza un Limbaži un

**izīrē 2 veikalu telpas**

**Gulbenes stacijā no 1936. g. 1. novembra līdz 1938. g. 31. decembrim.** Kopā ar bufetēm Rīgas pas., Gulbenes, Daugavpils I, Tukuma II, Inčukalna, Cēsu, Meitenes, Talsu, Ventspils, Carnikavas, Saulkrastu, Zemgales, Ropažu, Eglaines, Kuldīgas, Saldus, Piebalgas, Līgatnes, Maltas, Ludzas un Limbažu stacijās izīrē bufešu nomniekiem dzīvokļa vai atpūtas telpas. Bufešu telpas apkurina dzelzceļš uz sava rēķina. Drošības nauda sacensībai Rīgas pas. bufetei Ls 500,—, pārējām bufetēm un telpām Gulbenes stacijā pa Ls 100,—. Bufetes iznomā pēc dzelzceļu likuma 19. p. izpildu noteikumiem.

**Piesolījumi, apmaksāti ar likumā paredzēto zimognodevu, jāiesūtā ekspluatācijas direkcijai Rīgā, Gogoļa ielā 3, 108. istabā, vēlākais līdz 1936. g. 22. oktobrim, plkst. 10. slēgtās aploksnēs ar uzrakstu „Uz ..... bufetes resp. telpu sacensību",** bet iesniegtos piesolījumus izrakstīs minētā dienā plkst. 10.15, 106. istabā. **Piesolījumos jāuzrāda nomas nauda par 2 gadiem,** izņemot piesolījumus uz Dzintaru stacijas bufeti, kur ir jāuzrāda nomas nauda par 2 vasaras sezonām un telpām Gulbenes stacijā, kur īres nauda jāuzrāda par 2 gadiem un 2 mēnešiem. Noteikumi un tuvākas ziņas ekspluatācijas direkcijā, 108. istabā. L 3621

# Rīgas prefektūra

paziņo, ka **š. g. 20. oktobrī,** plkst. 10, Aspazijas bulv. 14, prefektūrā, 25. istabā, **pret tūlītēju samaksu**

## pārdos mutiskā izsolē

**konfiscētus un privātām personām piederošus un prefektūrā glabajošos dažādu sistēmu revolveļus, 2 mazkalibra un 3 medību bises,** no kuŗām 2 bojātas, un **13 kg medību pulvera.**

**Ieročus pārdos vienīgi personām, kam ir atļaujas ieroču nēsāšanai un iegūšanai.**

Valsts civilresoru darbiniekiem, kuriem pēc likuma piešķirti ieroči, un karavīriem ieroču pirkšanai izsolē vajadzīga atsevišķa priekšnieciības rakstiska atļauja, bet aizsargiem — pulka komandieru atļaujas.

Pārdodamie ieroči apskatāmi un tuvākas ziņas sniedz prefektūrā, 26. istabā. L 3613 19617

# Vidzemes divizijas intendantūra

**uzaicina lauksaimniekus, piensaimniecības organizācijas un atsevišķus piena produktu tirgotājus**

iesniegt savus piedāvājumus līdz **š. g. 15. oktobrim,** par

## svaiga pilnpiena piegādi

**Rīgas apgabala garnizona karaspēka daļām.**

Tuvāk ar piena piegādes noteikumiem var iepazīties Vidzemes divizijas intendantūrā, Citadelē, 47. ēkā, tālrunis caur Kara ministrijas centrāli 331. L 3617 19618

# Latvijas lauksaimniecības kamera

## pārdod grāmatu un nošu spiestuvi Rīgā,

Baznīcas ielā 4-a, **pilnā darba kārtībā.**

Tuvāka informācija saņemama un ofertes iesniedzamas līdz **š. g. 15. oktobrim** Latvijas lauksaimniecības kameras administrātīvā nodaļā, Baznīcas ielā 4-a, 6. dz., tālr. 2-6-1-1-7 darba laikā no plkst. 9 līdz 15. 19757 **Latvijas Lauksaimniecības kamera.**

# SVENSKA ENTREPRENAD A.B.

## izdod rakstiskā sacensībā būvdarbu vajadzībām sekošu priekšmetu piegādi:

2 gab. 12″ centrifugalsūkņus ar elektr. motoru un piederumiem
2 „ 8″ „ „ naftas „ „ „
2 „ celtņus ar elektr. motoru
2 „ „ „ naftas „
30 „ truļus, apgāžamos
300 tek. m. lauku ceļa virsbūves materiālus, 600 mm ceļam
1400 m Decauville-sliedes
6 gab. pārmiju komplektus, 600 mm ceļam
6 „ griezuļus „ 600 „ „

Tuvāki noteikumi un paskaidrojumi firmas birojā, Rīgā, Valdemāra ielā 4, 5. dz. no plkst. 9—15, tālr. 23115. 19759

Piedāvājumi slēgtās aploksnēs iesniedzami Svenska Entreprenad A. B. Rīgā, Valdemāra ielā 4/5 līdz **1936. g. 16. oktobrim, plkst. 11, iemaksājot drošību 5% no piedāvāto priekšmetu vērtības.**

# Dzelzceļu 10. ceļu iec. priekšnieks

**Ventspilī,** Dzintara ielā 4, **š. g. 13. oktobrī,** plkst. 12,

## izdos jauktā izsolē

**krāsotāju darbus (ar uzņēmēja materiāliem) Mauru pieturas un Dundangas stac. brigāžu atpūtas telpu ēkās.**

Drošības nauda Ls 50,—. L 3610 19616
Tuvākas ziņas iecirkņa birojā darba laikā.

---

**Nodokļu departamenta nodokļu piedzinējs** paziņo, ka **1936. g. 15. okt.,** plkst. 11, Rīgā, Jumaras ielā 12, 4. dz., pārdos vairāksolīšanā Cipas **Fridlenders** mēbeles, novērtētas par Ls 725,— viņas dažādu nodokļu parāda piedzīšanai. 19771g

Rīgā, 1936. g. oktobrī.

Nod. piedzinējs. R. Knochs.

---

**Nodokļu departamenta nodokļu piedzinējs** paziņo, ka **1936. g. 15. okt.,** plkst. 12, Rīgā, Baznīcas ielā 37, 12. dz., pārdos vairāksolīšanā Julija **Eliasberga** mēbeles, novērtētas par Ls 330, viņa dažādu nodokļu parāda piedzīšanai. 19772g

Rīgā, 1936. g. 7. oktobrī.

Nodokļu piedz. I. Cimurs.

---

**Nodokļu departamenta nodokļu piedzinējs** paziņo, ka **1936. g. 15. okt.,** plkst. 11, Rīgā, Noliktavas ielā 5, darbn. pārdos vairāksolīšanā **Addas** un **Franča** Olku dažādas mašīnas, novērtētas par Ls 1130.—, viņu dažādu nodokļu parāda piedzīšanai. 19773g

Rīgā, 1936. g. 7. oktobrī.

Nod. piedzinējs I. Cimurs.

---

**Nodokļu departamenta nodokļu piedzinējs** paziņo, ka **1936. g. 15. okt.,** plkst. 12, Rīgā, Marijas ielā 28, 9. dz., pārdos vairāksolīšanā Ichoka **Kamenkoviča** ieķīlātās mantas, novērtētas par Ls 1400.—, viņa dažādu nodokļu parāda piedzīšanai. 19763g

Rīgā, 1936. g. 24. septembrī.

Nodokļu piedzinējs J. Kuškis.

---

**Nodokļu departamenta nodokļu piedzinējs** paziņo, ka **1936. g. 15. okt.,** plkst. 12, Rīgā, Brīvības ielā 44/46, 9. dz., pārdos vairāksolīšanā Simana **Golcmaņa-Holcmaņa** mēbeles, novērtētas par Ls 790.—, viņa dažādu nodokļu parāda piedzīšanai. 19770g

Rīgā, 1936. g. 5. oktobrī.

Nodokļu piedz. V. Kākers.

---

**Nodokļu departamenta nodokļu piedzinējs** paziņo, ka **1936. g. 15. okt.,** plkst. 12, Rīgā, Brīvības ielā 9, 3. dz., pārdos vairāksolīšanā Arnolda **Pesis** dažādas mantas novērtētas par Ls 542,— viņa dažādu nodokļu parāda piedzīšanai. 19774g

Rīgā, 1936. g. 5. oktobrī.

Nodokļu piedz. V. Kākers.

---

**Nodokļu departamenta nodokļu piedzinējs** paziņo, ka **1936. g. 15. okt.,** plkst. 14, Rīgā, Brīvības ielā 92, 21. dz., pārdos vairāksolīšanā Abrāma **Vulfsona** mēbeles, novērtēt. par Ls 295,05, viņa dažādu nodokļu parāda piedzīšanai. 19764g

Rīgā, 1936. g. 18. septembrī.

Nod. piedzinējs J. Kaziņš.

---

**Nodokļu departamenta nodokļu piedzinējs** paziņo, ka **1936. g. 16. okt.,** plkst. 11, Rīgā, Marijas ielā stacijas namā, pārdos vairāksolīšanā Fanijas **Blumentāls** veikala iekārtu un preces, novērtētas par Ls 447,—, viņas dažādu nodokļu parāda piedzīšanai. 19766g

Rīgā, 1936. g. 7. oktobrī.

Nodokļu piedz. P. Zaķis.

---

**Nodokļu departamenta nodokļu piedzinējs** paziņo, ka **1936. g. 16. okt.,** plkst. 12, Rīgā, Brīvības ielā 4/6, pārdos vairāksolīšanā Davida **Mirkina** veikala iekārtu, novērtētu par Ls 426,—, viņa dažādu nodokļu parāda piedzīšanai. 19775g

Rīgā, 1936. g. 5. oktobrī.

Nodokļu piedz. V. Kākers.

---

**Nodokļu departamenta nodokļu piedzinējs** paziņo, ka **1936. g. 16. okt.,** plkst. 12, Rīgā, Blaumaņa ielā 7, 2. dz. pārdos vairāksolīšanā Zalka **Gūtmaņa** mēbeles, novērtētas par Ls 461, viņa dažādu nodoku parāda piedzīšanai. 19776g

Rīgā, 1936. g. 5. oktobrī.

Nodokļu piedz. V. Kākers.

---

**Rīgas pref. 2. iec. priekšnieks** paziņo, ka **1936. g. 19. oktobrī,** plkst. 10, Rīgā, Parka ielā 4, 12. dz. Rīgas grāmatrūpniecības slimo kases piedziņas lietā **pārdos atklātā vairāksolīšanā izdevniecības „Haint" īpašnieka Simona Vitenberga 7 dažādus kantora galdus; 1 grāmatu skapi; 1 laikrakstu plauktu ar 32 iedalījumiem; 1 decimālsvarus; 1 amerikāņu rakstāmgaldu un 1000 kg maklatūru, kas novērtēti par Ls 497,01.**

Pārdodamās mantas apskatāmas izsoles dienā un laikā uz vietas. 19622g

Iec. pr. pal. v. p. i. (paraksts).

---

**Iekšlietu ministrijas emigracijas un turisma nodaļa** izsludina par nederīgu nozaudēto kopējo Latvijas ārzemju pasi № 000378 M. kas izdota Rīgā 1936. g. 28. aug. Nikolajam un Valerijai Ďjakonoviem. 19601g

---

**Jelgavas apr. polic. 1. iec. priekšnieks 1936. g. 23. oktobrī,** plkst. 10, Jelgavā, Strēlnieku ielā 2, krustkalēja darbnīcā, **pārdos 2. publiskā izsolē Jāņa-Teodora Ziediņa kapa piemineklī, krustu un apcirstus akmens stabiņus,** novērt. par Ls 636.96, lai segtu 1. Jelgavas slimo kases prasību.

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā un vietā.

Jelgavā, 1936. g. 6. oktobrī.
23229/35. 19709g

Priekšnieks Gūtmanis.

---

**Jaungulbenes pag. valde**

**1936. g. 30. oktobrī,** plkst. 12, pagasta namā

**vairāksolīšanā pārdos šādus pagasta pašvaldībai piederošus īpašumus:**

1) **„Pīkoli" 171F ar zemes platību 5,02 ha, plašām kieģeļu dzīvojamo ēku, mūra kūti, klēti un citām ēkām, un augļu koku dārzu.** Hip. parāds Ls 10370. No Jaungulbenes stacijas 7 km. Pie solīšanas ka drošība jāiemaksā Ls 300.—.

2) **Gulbiša katlu iekārtu.**

---

**Kalsnavas pagastam,**

Madonas apr., **vajadzīga**

## rajona vecmāte.

**Viņu pieņems š. g. 16. oktobrī,** plkst. 13. pag. valdes sēdē, pag. namā. Kandidātēm rakstiski pieteikumi ar Ls 2,— zīmognodevu un vajadzīgie dokumenti jāiesniedz šai valdei **līdz š. g. 13. oktobrim. Vēlama kandidātu personiga ierašanās.** Pasta adrese: Jāņkalns. Tuvākā dzelzc. stac. Jaunkalsnava — 9½ km. 19733g

Pag. vecākais (paraksts).
Darbvedis J. Licitis.

---

**Iekšlietu ministrijas pasu nod.** izsludina par nederīgām: 1) Alfrēdam Olchovskim 1924. gada 4. dec. Rīgas pref. izdotu Latv. iekšz. pasi № 172128, un 2) Jegoram Orlovam 1923. g. 1. jūnijā un viņa sievai Jelenai Vorobjevam 1922. g. 22. sept. Limnavas pag. valdes izdotās Latv. iekšz. pases № 131. un 5015.

---

**Rīgas pref. administr. nod.** izsludina par nederīgu nozaudēto dienesta 6523. apliecību, kas 1936. g. 27. aprīlī izdota Rīgas pref. apsardzības rotas jaunākajam kārtībniekam v. i. Aleksejam Trofimovam. 19485g

---

**Rīgas pref. 6. iec. priekšnieks** izsludina par nederīgu karaklausības 6744. apliecību, ko Zemgales artil. pulka kom. 1933. g. 30. sept. izdevis Antonam Zavadskim, dzim. 1910. g. 19486g

---

**Ilūkstes apr. polic. 2. iec. priekšn.** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. KN № 005638/838, ko viņš 1928. gada 20. aprīlī izdevis Andrejam Kačanovam. 19270g

---

**Jērcēnu pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. PV № 014559/1009, ko šī pag. valde 1930. g. 22. nov. izdevusi Arvidam Briedim. 18944g

## Dažādi sludinājumi.

**Maksātnespējīgā parādnieka Jāņa Auziņa konkursa valde** uzaicina kreditorus uz

**PILNU KREDITORU SAPULCI**

Rīga, Marijas ielā 26, 6. dz. **š. g. 20. oktobrī,** plkst. 18.

Dienas kārtība:

1) Konkursa valdes ziņojums;
2) pretenziju pārbaudīšana;
3) atlīdzības noteikšana konkursa valdei;
4) konkursa masas sadalīšana;
5) maksātnespējas rakstura noteikšana;
6) konkursa slēgšana, un
7) dažādi jautājumi.

19758g **Konkursa valde.**

---

**Šoseju un zemes ceļu departaments** apstiprinājis

# ziemas braucienu sarakstu

**no š. g. 15. oktobra** sekošām **autosatiksmes līnijām:**

**Valmieras stac. — Mazsalacas līnijai.**

Ikdienas:

atiet no **Valmieras stac.** plkst. 18.23, pienāk **Mazsalacā** plkst. 20,—
„ „ **Mazsalacas** „ 3.30, „ **Valmieras st.** „ 5.15

**Valmieras stac. — Rūjienas līnijai.**

Ikdienas:

atiet no **Valmieras stac.** plkst. 11.34, pienāk **Rūjienā** plkst. 13.—
„ „ **Rūjienas** „ 13.30, „ **Valmieras st.** „ 15.—

**Valmieras stac. — Valmieras pilsētas līnijai.**

Ikdienas:

no **Valmieras stacijas** plkst. 9.17, 11.34, 13.21, 18.23 un 21.24;
no **Valmieras pilsētas** plkst. 5.10, 9.—, 11.20, 13.10, 15.—, 21.10

19490 Uzņēmēja v. E. Strelis.

Iespiests Valsts tipografijā.